

cyberpresse.ca

# LA PRESSE

## TURIN 2006

### 5 STATIONS DE SKI À DÉCOUVRIR

LES SECRETS LES MIEUX GARDÉS DU QUÉBEC

VACANCES / VOYAGE PAGE 1

### CURLING MASCULIN LA PIERRE LA PLUS PRÉCIEUSE REVIENT AU CANADA

SPORTS  
PAGE 2

LE SECOND DE L'ÉQUIPE CANADIENNE, RUSS HOWARD



### MICHEL TREMBLAY ENTRE DEUX UNIVERS

ARTS ET SPECTACLES  
PAGES 1 À 3

HOSANNA (BENOÎT BRIÈRE)

### LA FEMME NOUVELLE EST ARRIVÉE NAÏVE OU LIBÉRÉE?

ACTUEL PAGES 1 À 5

UN DOSSIER À LIRE AUJOURD'HUI ET DEMAIN



**Important** dépassement de coûts dans les projets d'hôpitaux universitaires

# LE CHUM ET LE CUSM SUR LA VOIE DE GARAGE

Québec réévalue le dossier et envisage même de relancer le tout en PPP

DENIS LESSARD

QUÉBEC – Les ambitieux projets d'hôpitaux universitaires francophone et anglophone pour Montréal sont désormais, littéralement, sur une voie de garage. Informé maintenant que les deux

hôpitaux annoncés à 2,2 milliards de fonds publics coûteront au moins 600 millions de plus, le gouvernement Charest vient secrètement de créer un comité ad hoc de ministres qui a pour seule mission de réévaluer toute cette aventure, amorcée il y a plus de

six ans maintenant. Le ministre de la Santé, Philippe Couillard, la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget, et le vice-premier ministre, Jacques Dupuis, sont les principaux membres de ce groupe très restreint. Après avoir ressassé les devis des

deux projets pendant six mois, le mandataire du gouvernement, Clermont Gignac, en est arrivé à un verdict incontournable : les deux projets « ont été sous-évalués d'au moins 25 % ».

> Voir CHUM en page A8

## Éducation: Charest veut un engagement de Harper



PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

Le premier ministre du Québec, Jean Charest, a demandé pour la première fois hier au premier ministre Stephen Harper de faire un geste en faveur d'une hausse des transferts fédéraux pour l'éducation postsecondaire lors d'un « 5 à 7 » à sa résidence officielle dans le cadre du sommet sur l'éducation postsecondaire et la formation professionnelle. A lire en page A10.

## CONTROVERSE À LA SAQ

### Raymond Boucher démissionne

DENIS LESSARD

QUÉBEC – Après des semaines de controverse, mais à la surprise générale, le président du conseil d'administration de la Société des alcools du Québec, Raymond Boucher, a annoncé hier soir sa démission : le lien de confiance entre la SAQ et ses clients, employés et fournisseurs est « compromis » explique-t-il.

Dans une lettre publiée aujourd'hui dans les pages Forum de La Presse (page A25), M. Boucher souligne : « Force est de constater que l'étiquette d'organisateur politique libéral qu'on se plaît à coller à ma personne est devenue une distraction importante qui me compromet dans l'exercice de la fonction de président du conseil et qui est nuisible aux intérêts de la SAQ.

> Voir BOUCHER en page A8

Mon clin d'oeil **STÉPHANE LAPORTE**  
Pourquoi les joueurs de hockey du Canada jouaient-ils tout croche ? Ils essayaient de suivre les commentaires de Denis Potvin.

## SOMMAIRE

Astrologie du jour	VACANCES 21
Bridge, échecs et philatélie	VACANCES 23
Décès	P. ANNONCES 14 et 15
Forum	A 25 à 27
Grille des mordus	VACANCES 22
Loteries	A 28
Monde	A 23, 24, 28 à 31
Mots croisés	VACANCES 22
Mot mystère	VACANCES 22
Petites annonces	CAHIER PETITES ANNONCES et AFFAIRES 4
Restaurants	ACTUEL 6
Trait d'union	VACANCES 21
Vin	ACTUEL 7

**Météo**  
Nuageux avec faible neige, maximum -9, minimum -17, plus de détails en page CARRIÈRES 16

SAM 6 21924 45678 2



# PARIS, JE T'AIME ENCORE PLUS.

PARIS  
8 MAI - 15 JUIN 2006

DÉCOUVREZ D'AUTRES TARIFS EXCEPTIONNELS EN PAGE A2!

**245\$**  
ALLER SIMPLE

Réservez, enregistrez-vous et imprimez votre carte d'accès sur aircanada.com  
Vous pouvez téléphoner à votre agent de voyages, ou à Air Canada au 1 888 247-2262.

aircanada.com

Un billet acheté auprès du bureau des réservations d'Air Canada coûtera 20 \$ additionnels par personne (non remboursables, taxes en sus). Service aux personnes malentendantes (ATS): 1 800 361-8071. Le tarif est basé sur un aller simple et n'est offert qu'à l'achat d'un billet aller-retour. Les billets doivent être achetés au plus tard le 2 mars 2006. L'achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, les frais d'aménagement aéroportuaire et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ne sont pas inclus. Les billets sont non remboursables. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et peuvent varier sans préavis. Les restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent différer selon la date de départ et de retour. Un séjour minimal peut être requis et d'autres conditions peuvent s'appliquer. À moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés par des appareils d'Air Canada et de la société en commandite Jazz Air (faisant affaire sous le nom d'Air Canada Jazz). Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada.

# COLS BLEUS UN VENT DE CHANGEMENT?

## LE BLEUES DU COL BLEU

Climat de travail pourri, image publique détestable, conditions de travail à la baisse. Il y a un malaise chez les cols bleus de Montréal. Ceux qui ont du cœur à l'ouvrage filent un mauvais coton alors que s'ouvrent aujourd'hui les mises en candidature pour élire l'équipe de direction syndicale. À cette occasion, nous vous présentons un portrait des deux candidats à la présidence et les témoignages de cols bleus qui ont accepté de parler, anonymement, de leurs difficultés quotidiennes.

MARIE-CLAUDE GIRARD

Un jour, les citoyens te remercient pour ton bon travail au Jardin botanique. Le lendemain, ils te font un doigt d'honneur en te voyant simplement dans un camion de la Ville. Du jour au lendemain, après sa mutation dans un arrondissement, Bruno (nom fictif) a découvert l'image pourrie associée au col bleu.

Aux yeux du public — et bien souvent de ceux des médias — le col bleu est une brute paresseuse qui, lorsqu'elle daigne faire son travail, remplit des nids-de-poule en échange d'un salaire mirobolant.

On pense rarement aux horticulteurs, aux mécaniciens, aux tech-

nicien en assainissement de l'eau ou aux électriciens. Et surtout pas à tous les gens de la voirie qui font leur travail. « Comme partout, il y a des pommes pourries. Mais il y a aussi des gens intéressés à être valorisés par leur travail », insiste Bruno. S'il n'avait qu'un message à transmettre, ce serait de ne pas juger trop vite.

Or, par les temps qui courent, il ne fait pas bon être un col bleu allant s'acheter un sandwich à l'heure du midi. On se fait insulter, menacer même, rapportent plusieurs cols bleus. « Il y a un climat haineux », constate l'une d'entre eux. « Depuis ce qui est sorti la semaine dernière, les gens se font traiter de tous les

noms. Aux feux rouges, on se fait harceler, pousser. Ça devient très dur », confie un autre.

« Cela fait 20 ans que je fais de la recherche sur le travail. Je n'ai jamais vu un groupe aussi stigmatisé et dévalorisé. Il y a énormément de sarcasmes, un mépris généralisé dans les médias ou la population », affirme Angelo Soares, professeur à l'École des sciences de la gestion de l'UQAM. Il termine ces jours-ci une étude sur le harcèlement psychologique chez les cols bleus montréalais. Et il constate que l'image de ces travailleurs ne colle pas à la réalité.

Est-ce dû à l'image de fier-à-bras du syndicat ?

« Effectivement, le syndicat a (aussi) une image négative. Mais le syndicat, ce n'est pas les travailleurs, c'est un groupe qui les représente », répond M. Soares.

**Toujours coupable**

« Peu importe ce qu'ils font, les cols bleus sont perdants », note Angelo Soares. S'ils ralentissent la circulation en bouchant les trous, tout le monde les prend à partie. S'ils ne le font pas, ils sont paresseux. On assiste presque à une forme de racisme, avec

la race des bleus sur qui on peut tout dire ! » ironise une femme col bleu spécialisée.

Signe d'un malaise : les syndiqués hésitent à parler ouvertement dans le contexte des élections syndicales, par peur de l'intimidation qui existe dans certains secteurs, mais aussi pour

**« Comme partout, il y a des pommes pourries. Mais il y a aussi des gens intéressés à être valorisés par leur travail. »**

ne pas être ennuyés par la suite. La plupart des cols bleus interrogés disent ne pas avoir l'intention d'assister à la réunion syndicale d'aujourd'hui.

« Qu'on en fasse beaucoup ou le strict minimum, on est traité de la même façon. On n'est pas apprécié. Je fais mon travail, mais je n'ai plus le cœur à l'ouvrage », raconte un col bleu muté récemment à un poste de soir, malgré sa vingtaine d'années d'ancienneté. La valorisation, il va la chercher ailleurs, en s'occupant

de ses enfants ou en rénovant sa maison, dit-il. Plusieurs tiennent le même discours.

À 24 heures d'avis, ses patrons peuvent modifier ses jours de congé, souligne-t-il. « Il y a des mères de famille monoparentale pour qui ça veut dire qu'il faut trouver vite une gardienne de fin de semaine. »

Non, il ne vit pas dans l'opulence et ne travaille pas de 9 à 5 du lundi au vendredi, insiste-t-il. « On fait des sacrifices. Mais il n'y a pas un média qui va mettre ça dans la tête des citoyens ! Le citoyen est sûr que je suis un bébé gâté ! »

Depuis l'arbitrage, les sautes d'humeur seraient fréquentes dans certains milieux. « Le climat de travail est exécrable. Il y en a qui font des crises de colère pour des niaiseries », confie un menuisier. Il est entré dans la fonction publique pour avoir une certaine sécurité d'emploi. Aujourd'hui, il songe à retourner travailler au privé. Comme plusieurs autres spécialistes formés en horticulture, Bruno a été déplacé lors de la décentralisation vers les 27 arrondissements. Mais son arrondissement n'a pas particulièrement besoin de ses services.

## Rectificatif

Caisse de dépôt et placement

Dans une chronique de Michel Girard publiée samedi dernier, il était écrit que, peu après l'arrivée du nouveau président de la Caisse de dépôt et placement, à l'automne 2002, la Caisse avait encaissé des pertes de 6 milliards en faisant le ménage dans ses placements, en plus de dévaluer ses autres placements de 6 milliards.

Selon une mise au point de la Caisse de dépôt et placement, l'essentiel des pertes avait été réalisé avant l'arrivée d'Henri-Paul Rousseau, en septembre 2002.

Elles ont été réalisées, d'une part, par la vente d'éléments d'actif.

L'autre partie des pertes fait suite à l'évaluation des placements, selon les règles comptables et les pratiques normales.

De même, la plus grande partie de la baisse de valeur de Québec Média enregistrée en 2002 l'a été avant l'arrivée de M. Rousseau.

Nos excuses à M. Rousseau, à son équipe et à la Caisse de dépôt et placement.

(La mise au point de la Caisse est publiée en page A26)

## Serge Lapointe: la dissidence muette

SARA CHAMPAGNE

Rosemont, mai 1990 : le président du Syndicat de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), Serge Lapointe, s'excuse auprès des personnes âgées de la résidence Saint-Marc. Quelques jours plus tôt, des syndiqués de l'Office ont vandalisé la résidence. Les personnes âgées sont terrorisées.

Dans une lettre envoyée aux locataires, M. Lapointe écrit : « Il n'a jamais été dans notre intention de s'en prendre directement ou indirectement aux locataires. » Fin de l'histoire. Serge Lapointe restera dans l'ombre par rapport aux médias durant plus de 10 ans.

L'homme qui veut déloger Michel Parent à la tête du Syndicat des cols bleus de Montréal a 20 ans de militantisme à son actif. Serge Lapointe est plombier à l'OMHM depuis autant d'années.

En 1997, il entre chez les cols bleus du 301 à titre de délégué. Puis, en 2003, il est élu vice-président. Il fait alors l'éloge du légendaire président des cols bleus, Jean Lapière.

« Il est l'artisan de toutes les luttes de notre syndicat, écrit-il. Un homme qui a su rassembler hom-

mes et femmes autour de lui pour un seul et même combat ; l'emploi et la dignité. Merci Jean ! »

Que s'est-il passé en trois ans ? D'allié il est devenu dissident dans un syndicat qui a toujours été reconnu pour son unité. Aujourd'hui, à l'assemblée générale, il promet de présenter plusieurs candidats sous la bannière Lapointe démocratie 301. Pas un mot de plus.

L'un de ses candidats, Fabien Pelletier, a expliqué à *La Presse* que M. Lapointe ne veut pas faire campagne dans les médias. « On va se faire connaître en serrant les mains des cols bleus. Après la campagne vous pourrez lui parler », dit M. Pelletier.

Bien malgré lui, Serge Lapointe fait donc parler de lui. D'abord pour avoir dit sur les ondes de Radio-Canada qu'il ne partageait pas « les mêmes valeurs de respect que son président, Michel Parent ». Ensuite pour avoir reproché à M. Parent de tenir « des propos diffamatoires à son égard en passant par les médias ».

Dernière tuile, mardi dernier, le *Journal de Montréal* révélait « le passé violent » du syndicaliste. Serge Lapointe aurait frappé un chauffeur de taxi à l'occasion de



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Serge Lapointe, qui se présente à la présidence du syndicat des cols bleus de Montréal, est plutôt discret pour l'instant.

moyens de pression, en 2000, puis provoqué deux policiers 10 mois plus tard, au cours d'un débrayage illégal.

À la CSN, on a dit à *La Presse* ne pas avoir de souvenirs de Serge Lapointe, qui a pourtant agi à titre de délégué, de vice-président et

de président du syndicat durant 17 ans. Le militant Paul Rose, qui l'a côtoyé, n'a pas rappelé.

Aux ressources humaines de l'Office municipal d'habitation de Montréal, on a expliqué que Serge Lapointe ne souhaitait pas collaborer avec les médias.

**PETIT TARIFF VA LOIN**

**Canada—Tarifs Tango, ALLER SIMPLE de Montréal à partir de :**

HAMILTON	HALIFAX	WINNIPEG	CALGARY EDMONTON	VANCOUVER
107\$	129\$	129\$	194\$	214\$

► **ÉLEVEZ-VOUS AU TARIF TANGO PLUS** pour un supplément minime de 30\$ • Présélection gratuite de place • 100% des milles-privileges Air Canada • Modifications le jour du départ pour des frais moindres.

**États-Unis—Tarifs ALLER SIMPLE de Montréal à partir de :**

MIAMI	NEW YORK	CHARLOTTE	LOS ANGELES JUSQU'AU 12 AVRIL 2006	CHICAGO
139\$	167\$	181\$	199\$	210\$

**Destinations internationales—Les tarifs sont basés sur un aller simple et sont assujettis à l'achat d'un billet aller-retour au départ de Montréal. Tarifs à partir de :**

LONDRES 25 FÉVR.—8 MARS 2006 23 MARS—4 AVR. 2006	FRANCFORT <sup>1</sup> /MUNICH <sup>1</sup> BERLIN <sup>2</sup> /ZURICH <sup>2</sup> 25 FÉVR.—4 AVR. 2006 15 AVR.—18 MAI 2006	BOGOTÁ 28 FÉVR.—30 AVR. 2006	SYDNEY, AUSTR. 28 FÉVR.—31 MAI 2006	BEIJING SHANGHAI 25 FÉVR.—31 MAI 2006
229\$	279\$	329\$	599\$	635\$

► **ACCUMULEZ JUSQU'À 3 000 MILLES-BONIS AÉROPLAN<sup>MD</sup>** lorsque vous faites votre réservation en ligne pour certains vols internationaux.

Réservez, enregistrez-vous et imprimez votre carte d'accès à bord sur [aircanada.com](http://aircanada.com). Vous pouvez téléphoner à votre agent de voyages, ou à Air Canada au 1 888 247-2262.

**aircanada.com**

# COLS BLEUS UN VENT DE CHANGEMENT?

# MONTRÉALAIS

Il y fait de l'horticulture l'été, mais mille choses l'hiver alors qu'il est mis en disponibilité. De même, une jardinière auxiliaire qui a longtemps travaillé au Jardin botanique s'est fait offrir de travailler à la collecte des ordures dans un arrondissement. Rien de bien valorisant pour des gens de métier. Surtout quand ils apprennent par la suite que le Jardin botanique a dû engager des jardiniers auxiliaires pendant l'été... Les cols bleus en ont aussi contre la sentence arbitrale « qui n'a retenu que la version de la Ville », qui revoit à la baisse les conditions de travail des cols bleus de l'ancienne ville. Contre aussi la mauvaise gestion du personnel, le peu de reconnaissance des compétences, la confusion quotidienne liée à la restructuration municipale.

## Coincés entre deux machines

En fait, il semble que bon nombre de cols bleus se sentent coincés entre deux grosses machines, un syndicat aux méthodes peu démocratiques selon certains, et une administration qui se sert d'eux comme boucs émissaires. « Je ne me sens pas plus défendu par le syndicat que respecté par l'employeur », confie un col bleu. « Pour le petit travailleur, la machine gouvernementale et le syndicat, c'est bien loin, bien gros », souligne un autre.

Que retenir de leurs témoignages ?

Oui, il y a des incompetents et des paresseux, « comme dans toutes les grandes boîtes ». Mais ce n'est pas le cas de la majorité. Oui, il arrive que les supérieurs ne donnent pas assez de travail à faire dans une journée. « Est-ce qu'il faut l'inventer ? » Mais il arrive aussi que les directives ne soient pas cohérentes. Si certains concèdent que les conditions de travail sont bonnes à certains égards, ce n'est pas non plus une raison pour accepter qu'elles soient diminuées.

Oui, il arrive qu'il y ait de l'intimidation, mais pas forcément partout et tout le temps. Oui, il y a des problèmes avec le syndicat, dont certains déplorent le manque de communication, l'absence de démocratie ou l'attitude agressive. « C'est toujours le langage le plus crû et qui dégage le plus de violence qui va l'emporter », dit un col bleu. « D'un côté comme de l'autre, on dirait que les gens ont de la difficulté à s'exprimer. Ça sort plus méchant que l'intention », avance un autre.

## « Il faut que l'affrontement arrête »

Plusieurs dénoncent la mauvaise foi de la Ville, qui jette de l'huile sur le feu en faisant suivre des employés plutôt que de s'attaquer

## LES ÉLECTIONS

En assemblée générale aujourd'hui, les aspirants à la présidence du Syndicat de cols bleus regroupés de Montréal seront appelés à poser leur candidature. S'il n'y a pas d'opposition, le président sortant, Michel Parent, sera reconduit immédiatement à la tête du syndicat.

Dans le cas contraire, des élections seront tenues au plus tard le 30 mars.

Du côté de l'équipe de M. Parent, sous la bannière « Unité », une centaine de personnes devraient déposer leur candidature. Il y a 16 postes au bureau de direction du syndicat.

Dans l'autre équipe, « Lapointe démocratie 301 », le nombre de candidatures n'a pas été dévoilé, mais il y en aurait au moins 16. Des candidats indépendants peuvent aussi tenter leur chance au fameux « 301 ».

à la cause des problèmes. Qui parle du laxisme des contremaîtres, du manque de supervision ? « Ça fait l'affaire de la Ville que la population méprise les cols bleus. Elle s'en lave les mains », lance l'un d'eux.

Le professeur Angelo Soares a été abasourdi par la récente sortie publique de l'Administration, une façon de faire contraire aux bonnes pratiques de gestion du personnel, estime-t-il. « Quand des employés de Wal-Mart sont enregistrés et surveillés par des agents de sécurité, tout le monde crie au scandale.

Pour les cols bleus, c'est comme si c'était normal », souligne le chercheur. Il note que la gestion pourrait être faite autrement que par des avis disciplinaires envoyés en vrac. « Tant et aussi longtemps qu'on utilisera les cols bleus comme boucs émissaires, il n'y aura pas de solution. Il faut que l'affrontement s'arrête », dit-il. Tout le monde y perd — les employés, la Ville et les citoyens.

Le travail de col bleu n'est pas socialement valorisé malgré son importance dans la société, affirme Angelo Soares. « Une grève des éboueurs, c'est un problème de santé publique. Si notre eau est contaminée, c'est un problème de santé aussi grave. Force est de constater que nous vivons dans une société saine, conclut-il. Et donc que ces gens font leur boulot !

[cyberpresse.ca](http://www.cyberpresse.ca) Êtes-vous satisfait du travail des cols bleus dans votre quartier? Répondez sur [www.cyberpresse.ca](http://www.cyberpresse.ca)



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Ils sont quelque 6000 cols bleus à Montréal. Des travailleurs de la voirie, bien sûr, mais aussi des agents de sécurité, des calorifugeurs, des électrotechniciens, des horticulteurs, des mécaniciens...

## QUELQUES CHIFFRES

### Nombre de cols bleus

6000 cols bleus, dont 4800 qui relèvent de la Ville de Montréal.

### Salaires

Entre 19,52 \$ et 27,41 \$ de l'heure.

Sources : Ville de Montréal et Syndicat des cols bleus regroupés de Montréal

### Semaine normale

36 heures.

### Leurs fonctions

Il y a 230 fonctions, allant de l'agent de sécurité au calorifugeur, en passant par l'électrotechnicien qui se trouve au sommet de l'échelle salariale.

# Michel Parent: un doux pitbull



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Soudeur haute pression de métier, Michel Parent est devenu militant parce que, en quelque sorte, il déteste la poussière.

SARA CHAMPAGNE

Quand Michel Parent pense à ses deux filles, il est déchiré « entre la ouate et la roche ». Ses amours, Valérie 11 ans et Rachel 16 ans, ont déjà fait six voyages à l'étranger. Lui a trimé jusqu'à 24 ans avant de pouvoir prendre le large pour la première fois.

« Je me demande comment mes enfants vont atterrir dans la garnote », dit-il.

« On est coupables en tant que parents de mettre nos enfants dans la ouate, dit-il. Je me bats pour des conditions de travail et j'espère que mes filles auront un travail convenable. Vont-elles faire une dépression ou capoter quand elles vont débarquer dans la vraie vie ? C'est

heures par nuit au cours des prochaines semaines, jusqu'aux élections syndicales. Il veut serrer des mains, parler à ses membres, goûter au terrain.

Est-ce que Parent sera de mauvais poil, anxieux, inquiet, nerveux ? Est-ce qu'il va se lever les yeux cernés ? Dépeigné ? Ou avec une tache de café sur le col de son chandail ?

« Non, dit André Lepage, le regard rieur. Il a des nerfs d'acier. Pour lui, tout doit toujours être structuré, linéaire. Il y a toujours du pour et du contre dans ses propos. Les sautes d'humeur, ce n'est pas son fort. »

### L'époussetage

Soudeur haute pression de métier, Michel Parent, 46 ans, a grandi dans un secteur pauvre de Hochelaga-Maisonneuve. S'il est devenu militant, c'est en quelque sorte parce qu'il déteste la poussière.

À la fin des années 70, il travaille pour la compagnie Dominion Bridge. Un détail lui tape sur les nerfs. Il remarque qu'un local de la direction est vide au deuxième étage. Alors qu'en bas, dans l'usine, les gars doivent manger assis sur des poutres d'acier poussiéreuses.

« J'avais quoi, 19-20 ans. J'étais vraiment naïf, soupire M. Parent. Je

ne pensais qu'au GBS, c'est-à-dire au gros bon sens. Après une discussion positive avec un supérieur, tout fier, j'annonçais à mes collègues qu'on allait manger en haut. Un mois plus tard, le même patron m'a dit NON devant tout le monde, et il m'a viré de bord comme une crêpe. »

### Un 18 trous

Vingt-cinq ans se sont écoulés depuis. Michel Parent prône toujours le GBS. Pas de flafra dans sa vie. Sa maxime : « Pas de BMW, ni de grosse cabane. Terre à terre. »

Tout au plus, il s'offre une partie de golf le samedi matin, très tôt, avant de passer l'après-midi en famille, avec ses filles et sa blonde, Céline, la même depuis 25 ans.

Son secrétaire-trésorier, Daniel Gaucher, le seul gaillard à pouvoir lui dire non à des dépenses sans sourciller, dit que ce n'est pas une bonne idée d'affronter Michel Parent sur un 18 trous. Il va tous les boucher, ironise-t-on dans le local des bleus, avenue Papi-neau. « On dirait qu'il cartographie le terrain, ajoute Daniel Gaucher. Il joue toujours en bas de 100. C'est un pro. »

Qu'en dit le principal intéressé ? « Je me tire bien, c'est vrai, acquiesce Michel Parent. Disons que j'aurais un malin plaisir à jouer avec Frank Zampino, Gérald Tremblay ou le directeur de la Ville, Robert Abdallah. Mais politiquement, au nom de mes membres, je ne peux pas me permettre cette game », conclut-il.

**Michel Parent va dormir environ quatre heures par nuit au cours des prochaines semaines, jusqu'aux élections syndicales. Il veut serrer des mains, parler à ses membres, goûter au terrain.**

ma plus grande peur », confie le président du fameux 301.

Michel Parent ne s'épanchera pas. Pas du genre à verser des larmes malgré un regard bleu de mer. Ce n'est pas pour rien que ses proches le surnomment « le rationnel ».

« Un pitbull doux », concède un ami proche, André Lepage, devenu son attaché de presse.

Lepage, qui convoite la vice-présidence du Syndicat, explique que son *chum* va dormir environ quatre

# VENTE éclair!

# 2 jours seulement

# 36 PAIEMENTS ÉGAUX SANS INTÉRÊT\* SUR systèmes cinéma maison

**SAMSUNG**

**Lecteur numérique MP3 personnel**

- 512 Mo de mémoire
- Écran ACL à 3 lignes
- 10 hrs d'autonomie app.
- Syntoniseur numérique FM

**ÉPARGNEZ 50\$**

**118<sup>88</sup>**

Covercles de couleur interchangeables

**LITEON DVD**

**Lecteur / enregistreur DVD**

- Balayage enregistreur
- Formats enregistrables DVD-R/RW, DVD+R/RW et CD-R/RW
- Lecture DVD-Vidéo/SVCD/VCD/Photo VCD
- Jusqu'à 6 heures d'enregistrement

**ÉPARGNEZ 40\$**

**158<sup>88</sup>**

**GRATUIT!**

**Imprimante photo**

**EPSON**

**CARACTÉRISTIQUES:**

- Jusqu'à 5760 X 1440 ppp
- Interface USB
- Impression sur CD/DVD
- Cartouches d'encre individuelles

Valeur de 130\$

À l'achat d'une caméra numérique sélectionnée, après remise postale de 80\$ et rabais instantané de 50\$

**DENON**

**Ensemble cinéma maison 7.1**

- Puissance de sortie totale 7 x 75 watts
- Décodeurs DTS ES, Dolby Digital EX, Dolby ProLogic II
- 7 enceintes • Caisson d'extrêmes-graves amplifié
- Télécommande multifonctions • Syntoniseur AM/FM

**ÉPARGNEZ 100\$**

**898<sup>88</sup>**

ou 24<sup>97</sup> X 36 mois, sans intérêt\*

**SONY VAIO**

**Ordinateur portable Vaio**

- Technologie Intel® Centrino™
- Processeur Intel® Pentium® M 740
- Intel 915 GM Express • 1.73 GHz
- Mémoire de 512 Mo
- 2Mo - Niveau 2 Cache
- Disque rigide de 80 Go
- Graveur Multi CD-R/RW et DVD-R/RW
- Port réseau 10/100 et sans fil 802.11b/g intégré
- Fax/Modem 56k V92
- Lecteur de cartes Memory Stick™ intégré
- Écran 15.4" WXGA avec technologie Xbrite
- Windows® XP Édition Familiale

**ÉPARGNEZ 200\$**

**1398<sup>88</sup>**

**OLYMPUS**

**Caméra numérique Stylus 600**

- 6.0 mégapixels
- Zoom optique 3 x
- Zoom numérique 5 x
- Boîtier tout temps
- Écran ACL 2.5"
- Mode Vidéo QuickTime®
- Média xD-Picture Card™, CF I & II, IBM Microdrive

**6.0 Mégapixels**

**Résistant aux intempéries**

**Imprimante GRATUITE**

**348<sup>88</sup>**

**GRATUIT!**

**Lecteur USB portable Sony de 2 Go**

(Valeur de 150\$)

\*À l'achat de l'ordinateur portable Sony Vaio VGNFS740 ou VGNFJ170

**Ordinateur portable Vaio**

- Technologie Intel® Centrino™
- Processeur Intel® Pentium® M 740
- 1.73 GHz • Mémoire de 512 Mo
- Disque rigide de 100 Go
- Graveur Multi CD-R/RW et DVD-R/RW
- Port réseau 10/100 et sans fil 802.11b/g intégré
- Fax/Modem 56k V92
- Caméra 0.3mp intégrée
- Lecteur de cartes Memory Stick™ intégré
- Écran 14.1" technologie Xbrite
- Windows® XP Édition Familiale

**ÉPARGNEZ 200\$**

**1598<sup>88</sup>**

**Canon**

**Caméra numérique PowerShot S2**

- 5.0 mégapixels
- Zoom optique 12 x
- Processeur d'image DIGIC II
- Écran ACL pivotant (angle variable) de 1.8"
- Stabilisateur d'image

**5.0 Mégapixels**

**Imprimante GRATUITE**

**588<sup>88</sup>**

**SONY Dream System**

**Châssis ambiophonique "S-Force" Pro à 2,1 canaux**

- Décodeurs DTS, Dolby Digital, Dolby ProLogic II
- Lecteur DVD/CD/SACD
- 2 enceintes satellites • Caisson d'extrêmes-graves
- Télécommande multifonctions

**ÉPARGNEZ 200\$**

**1288<sup>88</sup>**

ou 35<sup>80</sup> X 36 mois, sans intérêt\*

**SHARP**

**Téléviseur ACL 13"**

- Résolution de 640 x 480 pixels
- Compatibilité d'affichage EDTV - 480p
- Rapport de contraste 500:1

**ÉPARGNEZ 100\$**

**348<sup>88</sup>**

**Nikon**

**Appareil photo numérique reflex D50**

- 6.1 mégapixels
- Objectif 18-55 mm inclus
- Objectif interchangeable de type "AF"
- Capteur d'images CCD RGB
- Posemètre TTL à matrice couleur 3D, intégrale centrale et sélective
- Équilibre de blanc

**6.1 Mégapixels**

**Imprimante GRATUITE**

**968<sup>88</sup>**

**SONY WEGA**

**Téléviseur ultraplat 27"**

- Tube-image plat
- Aspect d'écran 4:3
- Filtre en peigne numérique à 3 lignes
- Entrée(s) vidéo à composants, S-Vidéo, composites

**ÉPARGNEZ 80\$**

**398<sup>88</sup>**

**SONY GRAND WEGA**

**Projection ACL HD écran panoramique 50"**

- Système WEGA Engine®
- Aspect d'écran 16:9
- Compatibilité d'affichage TVHD (720p)
- Entrée PC • Entrée(s) numérique HDMI
- Télécommande WEGA Gate
- Entrée vidéo à composants, S-Vidéo et composites
- Sonorité TruSurround® XT SRS®
- Syntoniseur ATSC/NTSC
- Balayage d'ajustements 24 images (réduction 3:2)

**ÉPARGNEZ 200\$**

**2488<sup>88</sup>**

**SONY**

**Projection ACL HD écran panoramique 50"**

**ACL MONITEUR EDTV PANORAMIQUE**

**ÉPARGNEZ 200\$**

**2488<sup>88</sup>**

**SAMSUNG**

**Téléviseur plasma écran panoramique 42"**

- Aspect d'écran cinéma 16:9 • Moniteur EDTV
- Rapport de contraste 10000:1
- Résolution 852 x 480 • Compatible PC
- Syntoniseur(s) ATSC et NTSC intégrés
- Angle de visionnement 175°

**ÉPARGNEZ 700\$**

**1988<sup>88</sup>**

**GRATUIT!**

**Enregistreur DVD**

RDRGX315

(Valeur de 400\$)

\*Après remise postale de 200\$ de Sony. À l'achat du téléviseur Sony KFE50A10 et de l'enregistreur DVD Sony RDRGX315.

**Acceptée!**

**SEARS CLUB SEARS**

Rapprochez-vous de vos récompenses!

# Dumoulin

pour ce qu'il y a de mieux



- CENTRE-VILLE 368, rue Ste-Catherine O. (coin Bleury)
- BOUL. ST-LAURENT 2050, St-Laurent (Sud de Sherbrooke)
- L'ACADIE 8990, boul. l'Acadie (Nord de la Métropolitaine)
- DÉCARIE 5485, rue des Jockeys (Décarie/Blue Bonnets)
- ST-LÉONARD 6852, Jean-Talon E. (Langelier/Galerias d'Anjou)
- LASALLE 7197, boul. Newman (Près Carrefour Angrignon)
- WEST-ISLAND 2315, Transcanadienne (des Sources)
- FAIRVIEW PTE-CLAIRE (2e étage)
- CENTROPOLIS LAVAL (à côté du Colossus)
- CARREFOUR LAVAL (entrée #5, à droite)
- STE-DOROTHÉE Méga Centre Notre-Dame (Aut. 13)
- PLACE ROSEMÈRE (entrée rue Le Bouthillier)
- ST-JÉRÔME Carrefour du Nord (à l'intérieur du magasin Sears)
- BOUCHERVILLE 582, ch. De Touraine (près du IKEA)
- BROSSARD 5705, Taschereau (Est du Mail Champlain)
- PROMENADES ST-BRUNO (entrée #1)
- GATINEAU 195, Bellehumeur

**www.dumoulin.com** 1-877-dumoulin

DRUMMONDVILLE 740, boul. St-Joseph • GRANBY 633, rue Dufferin • GRAND-MÈRE 2601, 6<sup>e</sup> Avenue • HAWKESBURY 1404, rue Principale E. (ON) • JOLIETTE 404, rue St-Viateur • LA SARRE 31, 5<sup>e</sup> Avenue E. • LA TUQUE 544, rue Commerciale  
 MANIWAKI 149, boul. Desjardins • ROUYN-NORANDA 463, Larivière • SHAWINIGAN 4370, boul. Royale • SHERBROOKE 1112, rue du Conseil / 2222, rue King O. / Carrefour de l'Estrie (Mail central) • SOREL-TRACY 1815, boul. Fiset • ST-HYACINTHE 2487, av. Ste-Anne  
 ST-JEAN 391, du Séminaire • STE-MARTINE 789, St-Jean-Baptiste • VAL-D'OR 1817, 3<sup>e</sup> Avenue • VALLEYFIELD 1045, Mgr Langlois • VICTORIAVILLE 525, boul. Bois-Francis Sud • TROIS-RIVIÈRES 2255, boul. des Récollets

\*Aucun frais ni intérêt pendant 36 mois sur produits sélectionnés. Le prix de vente est payé par le biais de 36 versements mensuels égaux à un taux d'intérêt de 0%. À défaut par le consommateur d'effectuer ses paiements en temps opportun, des frais d'intérêts calculés au taux de 28.75% par Citi Finance ou 17.99% par Visa Desjardins Accord-D seront facturés à partir de la date d'achat. Taxes payables en magasin lors de l'achat. Sujet à l'approbation de Citi Finance ou Visa Desjardins Accord-D. Détails en magasin. Malgré le soin apporté lors de l'impression de cette annonce, certaines erreurs ont pu s'y glisser. Si tel est le cas, nous vous en ferons part dans nos succursales. Certains de nos produits sont en quantités limitées, peuvent inclure des démonstrateurs et ne sont pas disponibles dans toutes nos succursales. Les illustrations peuvent différer. Sujet à changement sans préavis. Détails en magasin.



**RIMA ELKOURI** › LA VIE LA VILLE  
 rima.elkouri@lapresse.ca

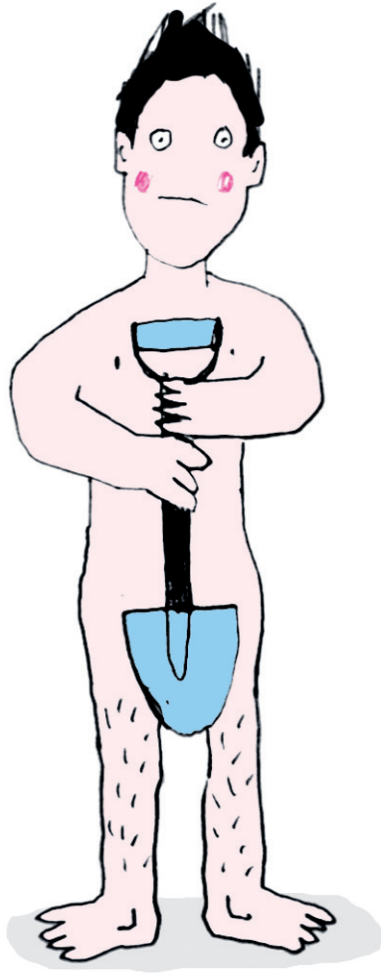
# A-t-on le droit de caricaturer le col bleu?

J'en entends déjà grogner en lisant le reportage humanisant de ma collègue Marie-Claude Girard sur le blues du col bleu. Il y est question du climat de travail pourri que doivent endurer les cols bleus, de leur image publique tout aussi pourrie, de leurs conditions de travail qui se dégradent...

J'en entends déjà hurler en buvant leur café. Comment ces «gras durs» peuvent-ils avoir le culot de se plaindre? Ces «bébés gâtés syndiqués» pensent-ils vraiment nous faire pleurer sur leur sort? N'avez-vous pas vu ces nids-de-poule grands comme des cratères, ces trottoirs glacés casseurs de hanches de vieilles dames, ces rues déneigées à pas de tortue? Le Montréalais aime détester le col bleu. Dans son dictionnaire personnel, les expressions «gras durs», «preneurs d'otages», «mafieux syndiqués» et «cols bleus» sont désormais synonymes.

C'est devenu l'un de ses défouloirs préférés. Un sujet de conversation d'ascenseur presque aussi populaire que la météo. La manchette assurée pour quatre micros cachés ou neuf nids-de-poule. Et je ne parle pas des tribunes téléphoniques où monsieur «le cochon de contribuable» déverse son fiel anti-col bleu dès qu'on lui en donne l'occasion.

De toute évidence, le col bleu qui fait partie de l'imaginaire montréalais a un sérieux problème d'image. Il érige devant ses locaux un ridicule



F. LÉVEILLÉE

buste stalinien de Jean Lapierre, le poing levé. Il excelle dans l'auto-mutilation publique et manie très mal l'autodérision. Il s'en prend brutalement à une équipe d'*Infoman* coupable d'avoir, dans le cadre d'un sketch satirique, attaqué la statue à coups de gougonnes. Il donne des munitions à ses ennemis anti-syndicaux. Il se met à dos ses alliés naturels. Si bien qu'on lui tire dessus, à gauche comme à droite. Même les Zapatistes, grands chevaliers des humoristes de gauche, ne l'ont pas épargné. Je me souviens d'un de leurs hilarants bulletins de nouvelles satiriques où un reporter nous apprenait que les cols bleus étaient en grève. «Quels sont les points de litige? demandait le lecteur de nouvelles.

— La semaine de deux jours, le temps quadruple et le droit de manifester avec une *crow bar*...»

Si l'image du col bleu paresseux est dominante, c'est qu'elle colle à la réalité, dira-t-on. Mais en sommes-nous sûrs? Je ne parle pas ici des dirigeants syndicaux à l'attitude corporatiste et aux méthodes anti-démocratiques. Je ne parle pas des colmateurs de nids-de-poule incompetents qui mettent 90 heures à boucher neuf trous. Je parle de la majorité moins illustre de cols bleus qui ne fait jamais la une des journaux mais qui est jugée coupable par association. Des jardiniers, des électriciens, des sérigraphes, des

forgerons, des surveillants de serres ou même (oui, oui) des employés de voirie qui font bien leur travail...

Ce que nous dit le reportage de Marie-Claude Girard, c'est qu'au sein de cette majorité, à l'envers de nos sarcasmes, il y a surtout des hommes et des femmes découragés. Des gens qui se sentent dévalorisés. Des employés municipaux coincés entre un syndicat dans lequel ils ne se reconnaissent pas et une administration qui les méprise. Des travailleurs que les citoyens n'hésitent pas à insulter, que ce soit au feu rouge ou dans un restaurant, à l'heure de la pause.

«Ils ont juste à bien faire leur travail et on va les respecter», dira-t-on. Le hic, c'est que peu importe qu'ils fassent bien ou mal leur travail, les cols bleus sont traités avec le même mépris. Dans l'opinion publique, ils sont toujours perdants. Rarement a-t-on vu un groupe de travailleurs aussi stigmatisé, observe Angelo Soares, de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM. «Il y a énormément de sarcasmes, de mépris généralisé par les médias ou la population», constate le professeur. C'est presque une forme de «racisme» à l'égard de ces damnés «bleus» sur lesquels on peut tout dire, ironisera une femme col bleu.

D'où cette question: a-t-on encore le droit de caricaturer le col bleu? Sommes-nous allés trop loin?

Bien que je sois la première à me plaindre devant l'incompétence de certains, il y a dans ce défoulement

collectif quelque chose de convenu qui m'exaspère. Une image souvent exagérée qui ne colle pas à la réalité.

«On fait des sacrifices. Mais il n'y a pas un média qui va mettre ça dans la tête des citoyens! Le citoyen est sûr que je suis un bébé gâté!» disait un col bleu dont le poste récemment été transformé en poste de soir malgré une vingtaine d'années d'ancienneté.

Non, aucun média ne va mettre ce genre de chose dans la tête des citoyens. Parce que ce n'est tout simplement pas notre travail. De façon générale, le rôle du journaliste n'est pas de lancer des fleurs à ceux qui travaillent bien, mais de mettre en lumière ce qui ne va pas.

On en revient donc au problème d'image des cols bleus. La faute aux médias et à la Ville, qui a tout intérêt à en faire des boucs émissaires? La thèse est un peu réductrice. Car l'image des cols bleus est aussi, en partie, construite par... des cols bleus qui se caricaturent eux-mêmes. Le ridicule buste stalinien de Jean Lapierre, on ne l'a pas inventé. L'histoire des neuf nids-de-poule bouchés en 90 heures non plus...

Alors que s'ouvrent aujourd'hui les mises en candidature pour élire leurs dirigeants syndicaux, il me semble que les cols bleus devraient aussi songer, de toute urgence, à se choisir un conseiller en image. Un programme intensif de «relookage» s'impose. Pour mettre fin au règne de l'autocaricature.

## EN BREF

### Menace sur les CPE

Les travailleuses de garderies syndiquées à la CSN dans les régions de Montréal et Laval ont voté en faveur du recours à des moyens de pression à compter de la mi-mars. Elles veulent ainsi faire avancer la négociation sur l'équité salariale et celle sur l'harmonisation des avantages sociaux entre les différents Centres de la petite enfance. Il pourrait donc y avoir de brefs débrayages d'une durée d'une heure à compter du 13 mars. PC

### Le projet de loi 125 assoupli

Pierre angulaire du projet de loi 125 sur la protection de la jeunesse, la notion de délais maximum de placement fera l'objet d'un assouplissement, a indiqué hier la ministre responsable, Margaret Delisle. «Les délais sont là pour rester mais je ne peux pas vous garantir que les dispositions vont rester telles quelles.» Compte tenu des critiques exprimées par plusieurs groupes en commission parlementaire, la ministre entend s'assurer que les tribunaux interpréteront les délais prescrits par la loi «avec discernement et souplesse» et non comme une simple table mathématique. PC

### La CSQ conteste

La Centrale des syndicats du Québec vient de déposer en Cour supérieure sa contestation de la loi du gouvernement Charest qui a imposé les conditions de travail dans le secteur public, en décembre dernier. Dans sa requête, obtenue par la Presse Canadienne, la CSQ demande à la Cour supérieure du Québec de déclarer inconstitutionnelle et invalide cette loi qui a été adoptée sous le bâillon à l'Assemblée nationale. La centrale syndicale invoque la Charte canadienne des droits et libertés, la Charte des droits et libertés de la personne et la Loi constitutionnelle de 1867. PC

## École de gestion John-Molson



Diana Discepola (Dipl 2<sup>e</sup> cycle comptabilité 05) figure au Tableau d'honneur canadien grâce à ses excellents résultats à l'Évaluation finale uniforme (EFU) 2005.

### Portrait d'une réussite

## On vous prépare à réussir

### Programmes d'études supérieures

- MBA John-Molson
- Maîtrise en sciences administratives
- Diplôme de 2<sup>e</sup> cycle menant au titre de comptable agréé
- Executive MBA
- MBA en aviation mondiale (GAMBA)
- MBA en gestion des placements (Institut Goodman)
- PhD en administration des affaires
- Diplôme de 2<sup>e</sup> cycle en administration du sport
- Diplôme et certificats de 2<sup>e</sup> cycle en administration
- Certificat de 2<sup>e</sup> cycle en comptabilité de gestion

Tél. : (514) 848-2424, poste 2727

### Programmes du 1<sup>er</sup> cycle

- Baccalauréat en commerce
- Baccalauréat en administration

Tél. : (514) 848-2424, poste 2721

L'École de gestion John-Molson est agréée par l'AACSB (Association to Advance Collegiate Schools of Business).

[www.johnmolson.concordia.ca](http://www.johnmolson.concordia.ca)



UNIVERSITÉ  
**Concordia**  
 www.concordia.ca



## Tous les clients de RBC peuvent se procurer les Chèques de Voyage American Express<sup>MD</sup> sans commission.

Passez prendre vos Chèques de Voyage American Express à une succursale près de chez vous – ils sont offerts sans commission\* du 1er février au 30 avril 2006 à tous les clients de RBC<sup>MD1</sup>.

- Les Chèques de Voyage American Express remplacent avantageusement l'argent comptant.
- Procurez-vous les vôtres dès aujourd'hui et bénéficiez des caractéristiques suivantes :
  - service à la clientèle American Express, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7
  - remplacement en cas de perte ou de vol, généralement en 24 heures
  - acceptation dans le monde entier
  - choix de différentes monnaies et coupures
  - aucune date d'expiration



MD1 : marques déposées de la Banque Royale du Canada. RBC et Banque Royale sont des marques déposées de Banque Royale du Canada. Utilisée en vertu d'une licence. MD : utilisée par Amex Canada Inc. en vertu d'une licence accordée par American Express Company. \* L'offre ne vise pas les Chèques pour deux<sup>MD</sup>. Adressez-vous à votre succursale RBC pour plus de renseignements.

# Beaucoup moins de morts à cause de la motoneige

ANDRÉ DUCHESNE

La motoneige est en bonne voie de connaître sa saison la moins meurtrière depuis plusieurs années au Québec. Les statistiques compilées par la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec (FCMQ) indiquent que 12 personnes (13, selon le Bureau du coroner) ont perdu la vie cet hiver à la suite d'accidents de motoneige.

Ce nombre inclut un motoneigiste de Pointe-aux-Outardes, près de Baie-Comeau, dont le véhicule s'est enfoncé dans une rivière et dont le corps n'a pas encore été retrouvé.

Cela dit, et même si la saison n'est pas encore terminée, on est loin des 39 morts de la saison 2004-2005 et des 29 morts de la saison 2003-2004. Depuis le début de la décennie, la pratique de la motoneige fait en moyenne plus de 30 morts par an au Québec. Dans la majorité des cas, les accidents mortels surviennent en dehors des sentiers balisés.

Pour le président de la FCMQ, Raymond Lefebvre, ce n'est pas tant la météo défavorable qu'un sens accru de l'éthique chez les motoneigistes qui est à la base de ce recul.

« Nos membres sont plus conscients à la sécurité, dit-il. Nous sommes aussi plus sensibles



Ces plongeurs de la Sûreté du Québec ramenaient, le 5 janvier 2005, le corps d'un motoneigiste ayant péri dans un lac près de Clarenceville.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE. ARCHIVES LA PRESSE

aux aspects irritants des motoneiges à la suite du jugement concernant le tronçon du Petit Train du Nord. »

Le jugement dont parle M. Lefebvre a été rendu en novembre 2004 par la Cour supérieure du Québec. La MRC des Laurentides a alors été condamnée à verser plusieurs mil-

lions de dollars à quelque 600 familles vivant en bordure du parc linéaire du Petit Train du Nord à titre de compensation pour le bruit causé par le passage des bolides. Québec a interjeté appel et a créé une commission parlementaire sur les activités des véhicules hors route, dans

l'espoir de trouver un terrain d'entente.

Au cours des dernières années, les motoneigistes ont aussi fait face à de la résistance chez les producteurs agricoles, moins enclins qu'avant à les laisser circuler sur leurs terres.

Autre nouveauté cette année, la

FCMQ a mené une campagne axée sur la sécurité et la courtoisie dans laquelle elle a investi 125 000 \$, notamment en achetant de la publicité dans des stations de radio régionales. Jamais la Fédération n'avait été aussi loin en la matière.

## Mauvaises et bonnes conditions

M. Lefebvre reconnaît qu'à un moindre degré, les curieuses conditions météo de la saison 2005-2006 ont eu de l'influence sur les statistiques.

D'abord, signale-t-il, après un mois de décembre très enneigé, les régions les plus au sud du Québec (Montérégie, Cantons-de-l'Est) ont reçu beaucoup de pluie en janvier et février. Résultat : peu ou pas d'activités.

« Mais dans plusieurs autres régions, telles Québec, le Bas-Saint-Laurent, le Lac-Saint-Jean, il y a eu beaucoup de neige, dit M. Lefebvre. Les sentiers ont été très peu glacés. » Et donc, il y a eu moins de dérapages.

Soulignons enfin que, depuis le début de la saison, un seul accident fatal, la disparition de Pointe-aux-Outardes, a eu lieu sur un cours d'eau. D'habitude, plusieurs motoneigistes meurent chaque année sur les lacs et rivières.

## MORTS EN MOTONEIGE AU QUÉBEC

- > 2005-2006 : 12
- > 2004-2005 : 39
- > 2003-2004 : 29
- > 2002-2003 : 37
- > 2001-2002 : 28
- > 2000-2001 : 30

## EN LIGNE SUR CYBERPRESSE

### LES INCONTOURNABLES : DES TEXTES QUE VOUS NE DEVIEZ PAS MANQUER !

DÉBORDÉ TOUTE LA SEMAINE ? LA PRESSE VOUS AIDE À FAIRE LE POINT SUR L'ACTUALITÉ. VOICI 10 TEXTES QUI ONT MARQUÉ LES DERNIERS JOURS. RETROUVEZ-LES SUR LA PAGE D'ACCUEIL DE [cyberpresse.ca](http://cyberpresse.ca)

### TORINO 2006

**La petite effrontée.**  
La victoire de Chandra Crawford vue par Pierre Foglia (23 février)

**Gretzky : « J'en prends la responsabilité. »**  
Jean-François Bégin recueille les réactions de Wayne Gretzky après la défaite du Canada en quarts de finale (23 février)

**Catastrophe à Palavela.**  
Simon Drouin a assisté à la chute de Marie-France Dubreuil (20 février)

**ACTUEL**  
**A-t-on minimisé la victoire de l'équipe féminine de hockey?**  
Marie-Christine Blais s'interroge sur l'ampleur de la couverture médiatique de la médaille d'or en hockey féminin. (23 février)

**ACTUALITÉS**  
**Autre faux pas à la SAQ**  
Jacques Benoit explore les pratiques de la SAQ (22 février)

**Le déménagement du Casino serait nuisible**  
André Noël explique les désavantages du déménagement du Casino de Montréal (22 février)

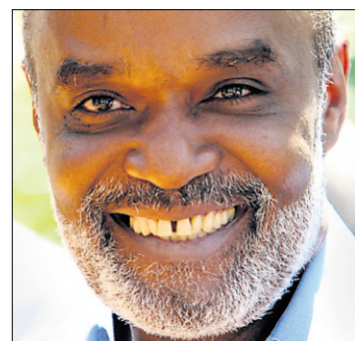
**ARTS ET SPECTACLES**  
**Régler la question du doublage au Québec une fois pour toutes**  
Le doublage des films au Québec expliqué par Émilie Côté (22 février)

**C'est pas parce qu'on rit que c'est drôle**  
*Loft Story* vu par Marc Cassivi (21 février)

**MONDE**  
**Un homme du peuple.**  
Envoyé spécial à Haïti, Marc Thibodeau dresse le portrait du nouveau président René Préval.

**Cité-Soleil soumise à la « justice des gangs »** (19 février)

**Marc Thibodeau dans les rues d'Haïti** (23 février)



René Préval

PHOTO REUTERS

Le premier élan.  
La première banque.

ON PEUT  
VOUS AIDER

### Marge REER : pour vous entraîner vers une retraite fructueuse.

Maximisez votre contribution annuelle ou récupérez vos cotisations inutilisées des années précédentes, grâce à la Marge REER de la Banque Nationale. De plus, ce produit vous permet d'épargner périodiquement dans votre compte REER tout au long de l'année et de profiter de modalités de remboursement des plus flexibles.

1 888 TELNAT-1 (1 888 835-6281) [www.bnc.ca/reer](http://www.bnc.ca/reer)

**BANQUE NATIONALE**

LA PREMIÈRE BANQUE AU QUÉBEC

**TOURMENTE À LA SAQ**  
 Tout notre dossier sur la tourmente à la SAQ se trouve sur [www.cyberpresse.ca/actualites](http://www.cyberpresse.ca/actualites)



**ACTUALITÉS**

## DÉPENSES DES CADRES À LA SAQ

# Plusieurs questions demeurent

MAXIME BERGERON

L'importance des dépenses des cadres supérieurs de la Société des alcools du Québec a continué de soulever bien des interrogations, hier.

À la suite d'une demande d'accès à l'information, *La Presse* a révélé que 160 cadres supérieurs de la SAQ se sont fait rembourser des frais de plus de 1,7 million de dollars pour les 11 premiers mois de l'année dernière. Cela représente une moyenne de 10 700 \$ par dirigeant.

Or, on ignore toujours les détails de toutes ces dépenses — la SAQ a refusé de les divulguer — de même que les limites autorisées pour chaque cadre supérieur.

Jeudi, la porte-parole de la SAQ a déclaré qu'il n'y avait « pas de maximum ». Hier, on a apporté quelques nuances... sans toutefois fournir de chiffres précis.

« Les maximums sont inclus dans le budget que chaque em-

ployé présente à son patron en début d'année, a dit Alain Bolduc, vice-président aux communications. On n'a pas 160 robots qui font la même affaire. On a des individus qui ont des emplois différents et des besoins différents. Leur budget de frais de représentation est inclus dans leur budget annuel, qui est accepté par leur patron. »

La société d'État considère comme justifiées les sommes réclamées par ses cadres supérieurs. La SAQ fait aussi valoir que la somme de 106 000 \$ facturée par son PDG, Sylvain Toutant, en 11 mois (dont 53 000 \$ en dépenses hors Québec et 30 700 \$ en « frais de représentation ») est inférieure aux dépenses des anciens présidents.

Alain Bolduc a souligné que Louis Roquet (remplacé par M. Toutant) a dépensé « au moins 120 000 \$ », tandis que Gaétan Frigon a facturé des frais de 132 000 \$ et 148 000 \$ pour les années précédentes.

Il s'agit d'une mauvaise expli-

cation, croit Yves Séguin, ancien ministre des Finances du Québec. « La question n'est pas de savoir que l'autre a pu faire pire, c'est peut-être de penser qu'on peut faire mieux », a-t-il dit dans un entretien téléphonique.

Selon M. Séguin, la SAQ devrait donner l'exemple en matière de dépenses, comme toutes les

gés par *La Presse*, les dépenses des cadres supérieurs de la SAQ se rapprochent de ce qu'on observe dans l'entreprise privée mais n'ont rien à voir avec le reste de l'appareil gouvernemental.

« Dans le secteur public, c'est nettement en haut de ce que j'ai toujours entendu; et en plus, c'est un monopole », a indiqué

**« C'est la SAQ qui est la cliente, et c'est elle qui ramasserait toujours la note pour entretenir ses relations avec ses fournisseurs ? Moi, je pense qu'il y a de quoi se poser une question. »**

autres sociétés d'État. Surtout que les finances publiques québécoises sont présentement « serrées ».

« Comme je le disais souvent, on est des fiduciaires, et chaque piastre qu'on administre, ce n'est pas à nous », a souligné l'ancien ministre.

Selon plusieurs experts interro-

Luc Bernier, directeur de la recherche et de l'enseignement à l'École nationale d'administration publique (ENAP).

**Logique inversée**

Par ailleurs, la porte-parole de la SAQ a souligné jeudi que les cadres supérieurs du monopole paient quasi systématiquement

la facture au restaurant dès qu'il y a une rencontre d'affaires avec un fournisseur ou un agent. Tout ça en vue d'éviter les conflits d'intérêts.

Christian Rouillard, professeur d'administration publique à l'Université d'Ottawa, voit dans cette pratique une « logique inversée » : « C'est la SAQ qui est la cliente, et c'est elle qui ramasserait toujours la note pour entretenir ses relations avec ses fournisseurs ? Moi, je pense qu'il y a de quoi se poser une question. »

Enfin, le vice-président des communications de la Société des alcools a qualifié de « totalement simpliste » la moyenne de 10 700 \$ des dépenses pour chaque cadre supérieur faite par *La Presse*. Selon lui, cela ne reflète pas les différences individuelles.

Pour les 11 premiers mois de 2005, seuls six cadres supérieurs n'ont pas facturé de frais de représentation.

## Gérald Tremblay veut aussi une Cité universitaire

PRESSE CANADIENNE

PARIS — En plus d'avoir fait progresser le projet du tramway, la visite à Paris du maire Gérald Tremblay a donné un bon coup de pouce à celui de doter Montréal d'une cité universitaire pour les étudiants étrangers.

Accompagné de représentants des universités montréalaises, M. Tremblay a visité en début de semaine la superbe Cité internationale universitaire de Paris. À la fin de son séjour, il s'est montré fermement décidé à donner des installations du même genre à sa ville.

« J'espère qu'on pourra annoncer de bonnes nouvelles le plus rapidement possible. C'est essentiel pour Montréal », a déclaré le maire, en rappelant que le dossier était en discussion depuis longtemps.

La construction d'une Cité internationale universitaire comblera un important déficit d'hébergement pour les étudiants étrangers. « On a 16 000 étudiants étrangers à Montréal, a rappelé le maire. Les universités ont déjà investi sur leurs campus pour un certain nombre de chambres, mais il en manque globalement 3000. »

LAPRESSEAFFAIRES.COM

Abonnez-vous au site de nouvelles financières et économiques le plus consulté au Québec... **C'EST GRATUIT**

### VENTE AUX ENCHÈRES

**Nous acceptons présentement des tableaux et des sculptures pour une importante vente aux enchères d'oeuvres d'art qui aura lieu le 22 mars 2006, dès 19 h.**

*Ces belles oeuvres seront incluses dans cette importante vente*

J.W. MORRICE	F. CARMICHAEL	J.-P. RIOPELLE	
A.Y. JACKSON	A. LISMER	A. J. CASSON	
S. COSGROVE	G. ROBERTS	S. COSGROVE	H. MASSON

**NOUS ACCEPTONS DES OEUVRES DE DIVERS ARTISTES DONT**  
 Ayotte, Beaulieu, Borduas, Borenstein, Bush, Carmichael, Carr, Caron, Casson, Coburn, Cosgrove, Cullen, Dallaire, Fortin, Fitzgerald, Gagnon, Hammond, Holgate, Harris, Hughes, Iacurto, Jackson, Johnston, Krieghoff, Kurelek, Lawley, Lemieux, Lismer, Little, Macdonald, Masson, Milne, Morrice, Pellan, Pilot, Richard, Riopelle, Roberts, Rousseau, Scott, Surrey, Suzor-Coté, Tanobe, Thomson, Varley, Verner, Watson et Yuzbasian.

Afin d'inclure vos oeuvres, veuillez communiquer avec Edward Rogo ou avec Garry Rouimi au numéro de téléphone (514) 737-6586

[www.empireauctions.com](http://www.empireauctions.com)

5500, rue Paré **EMPIRE** (514) 737-6586

### Les Grandes Tables

**MANOIR & CHÂTEAUX VIEUX QUÉBEC**

Forfait incluant l'hébergement pour 2 nuits, 2 petits-déjeuners, 2 soupers gastronomiques aux restaurants de votre choix :

**La Closerie, Aux Anciens Canadiens, Le Paris-Brest, Le Louis-Hébert ou Le Café Sirocco**

Service inclus sur les repas.

À partir de **159\$\***  
 Par pers. en occ. double Taxes en sus pour les Hôtels Château Bellevue et Manoir Lafayette

À partir de **189\$\***  
 Par pers. en occ. double Taxes en sus pour l'Hôtel Château Laurier

**HÔTEL CHÂTEAU BELLEVUE**  
 16, rue de la Porte, Vieux-Québec

**HÔTEL MANOIR LAFAYETTE**  
 661, Grande Allée Est, Québec

Autres forfaits «Grandes Tables» disponibles sur notre site internet Offrez-le aussi en forfait cadeau!

\*Certaines conditions s'appliquent. Jusqu'au 30 avril 2006.

**1-877-999-9620**

[www.vieuxquebec.com](http://www.vieuxquebec.com)

### AUTOBAINES

**7 jours consécutifs** pour seulement **7,02 \$\*** par jour pour 3 lignes

2,34 \$\* par ligne additionnelle par jour  
 \*taxes en sus

**LES PETITES ANNONCES** **LA PRESSE**  
[cyberpresse.ca](http://cyberpresse.ca)

**987-VENDU** sans frais 1 866 987-VENDU (8363)

Pour cette offre spéciale, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut annuler après la première parution, cependant la facturation s'établira obligatoirement pour 7 jours. Payables avant publication.

# LES JOURS RALLONGENT, NOS PRIX RAPETISSENT.

## Le grand solde d'hiver. Des rabais jusqu'à 50% du 23 février au 5 mars.

### Raquettes Denali Classic MSR

- Matériau injecté
- Harnais à 4 sangles
- Rails dentés et crampons
- Rouge

**119,99 \$**  
 Prix régulier : 169,99 \$

2159, rue Ste-Catherine E., Montréal  
 2777, boul. St-Martin O., Laval  
 1595, boul. des Promenades, Saint-Hubert  
 514.524.1106  
[www.lacordee.com](http://www.lacordee.com)

Promotion en vigueur jusqu'au 5 mars ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Le produit peut différer du modèle illustré.

## SUITES DE LA UNE

## Le CHUM et le CUSM sur la voie de garage

CHUM suite de la page A1

« Le gouvernement, et en particulier M. Charest, veut avoir l'heure juste », résume-t-on au gouvernement.

Et c'est sans compter les aspects incertains du montage financier proposé par les deux établissements : on y trouve des fonds fédéraux et privés qui sont loin d'être acquis.

Devant cet énorme problème — le CHUM est devenu le feuilleton de la décennie —, le gouvernement est tenté de confier les deux projets d'hôpitaux à l'Agence des partenariats publics-privés, qui évaluera si ce mode de construction est plus prudent.

Il s'agit d'une volte-face importante pour Québec. Les libéraux avaient un moment évoqué que ces projets pourraient se faire en partenariat avec le secteur privé mais, devant la levée de boucliers dans les milieux de la santé publique, M<sup>me</sup> Jérôme-Forget avait battu en retraite. En mai 2005, les

deux hôpitaux ne se trouvaient plus sur la liste des projets d'immobilisation pour lesquels Québec envisageait des PPP.

Des PPP pour les hôpitaux universitaires, « c'était dans l'air. Les deux établissements sont à monter des dossiers d'affaires pour vérifier si le conventionnel ou le PPP est efficace et économique. Des réunions ont déjà eu lieu avec l'agence des PPP », a indiqué hier à *La Presse* Julie Masse, porte-parole de M. Gignac. La loi prévoit d'ailleurs que tous les projets majeurs soient examinés pour savoir s'il vaut mieux recourir au partenariat, ajoute-t-elle.

## Des histoires d'horreur

Personnellement, Jean Charest « est très inquiet » devant le risque d'un dépassement de coûts, lui qui, dans l'opposition, avait fait ses choux gras des budgets défoncés du métro de Laval et de la Gaspésia, confie-t-on. En santé, les dépassements sont fréquents : on a excédé de 100 % le budget de tra-

vaux à l'hôpital Honoré-Mercier et de 50 % à Le Gardeur. Les annales des projets de construction en santé fourmillent aussi d'histoires d'horreur. À Ottawa, on a construit deux immenses tours pour l'hôpital Montfort. L'une d'elles est toujours vide et dépourvue d'équipements, parce que l'ensemble du projet a coûté beaucoup plus cher que prévu.

Le comité ministériel devra décider si Québec doit persévérer dans son projet « solo ». Il faudra alors que le ministère de la Santé accepte de rogner dans le projet du Centre hospitalier universitaire de Montréal, qui avait, pourtant, eu le feu vert du gouvernement Charest.

Mais d'ores et déjà, pour plusieurs ministres, dont M<sup>me</sup> Jérôme-Forget, la cause est entendue. Québec doit retourner à sa table de travail et soumettre ce projet à un partenariat public-privé (PPP). Mais on s'attend à des réticences au ministère de Philippe Couillard, qui vient de donner un enterrement de première classe au pro-

jet de déménagement du Casino de Montréal.

Dans l'ensemble du Canada, en Ontario et en Colombie-Britannique, les hôpitaux importants sont tous construits en PPP. Partout en Europe, les gouvernements optent désormais pour le partenariat.

Hier, on s'interrogeait à voix haute dans les officines du gouvernement Charest. Si on rate la cible à ce point dans des projets de construction modestes, quels sont les risques dans des entreprises bien plus ambitieuses pour lesquelles le Québec n'a pas d'expérience ?

L'obsession de l'entourage de Jean Charest, indique-t-on, est « qu'un trou soit creusé au centre-ville de Montréal avant qu'on sache exactement ce qu'on y construira... et à quel prix ».

Au prorata du nombre de contribuables qui paient la note, les deux hôpitaux montréalais figurent probablement parmi les plus grands projets de santé en Occident.

## Échéanciers abandonnés

Le conseil d'administration du CHUM semble vivre sur une autre planète. Fin janvier, on a informé ses membres que des audiences publiques auraient lieu au printemps pour des dérogations au plan de zonage. On se demandait même si la rue Saint-Denis serait touchée par les travaux d'été prochain.

Or, il n'y aura pas de travaux en 2006. Il n'y en aura probablement pas davantage en 2007, confiaient hier à *La Presse* des sources bien au fait du cheminement de la réflexion au gouvernement. Si le partenariat est retenu, il est acquis qu'il n'y aura pas de travaux avant 2008.

À l'origine, après le feu vert donné par le gouvernement Charest pour le site de Saint-Luc, le CHUM pensait faire démarrer le chantier à l'automne 2005.

Aujourd'hui, l'échéance d'un CHUM prêt pour 2010 n'est même plus un scénario sérieux du point de vue du gouvernement.

Mardi, les dirigeants du conseil du CHUM se réunissent de nouveau pour réexaminer les coûts. Personne n'a cru bon de leur signifier que leur projet est mis en veilleuse.

## Raymond Boucher démissionne

BOUCHER suite de la page A1

De plus elle risque de nuire au gouvernement, au premier ministre en particulier. »

Joint hier soir à Ottawa, le porte-parole du premier ministre Charest, Hugo D'Amours, a soutenu que l'ancien responsable de la campagne électorale du PLQ en 2003 avait échangé avec le premier ministre pour l'informer de sa décision.

De son côté, Michel Audet, ministre des Finances et responsable de la Société des alcools, a salué le « geste responsable » du président Boucher, qui a « agi pendant près de trois ans, de façon bénévole » à la barre de la SAQ. Acceptant sa démission, M. Audet a souligné « le dévouement et le haut sens des responsabilités » de M. Boucher. Ce dernier a prévenu M. Audet avant

d'envoyer sa lettre vers l'heure du souper, a précisé hier l'attaché de presse du ministre, Michel Rochette.

« C'était le seul geste possible pour rebâtir la confiance entre la clientèle et la SAQ, a dit spontanément hier soir François Legault, critique du PQ dans ce dossier, à qui *La Presse* a appris la nouvelle. Selon lui, « cette démission peut être le début, si le gouvernement libéral fait les bons gestes, du retour de la confiance entre la clientèle et cette société publique importante pour le Québec. On espère que cette saga de la SAQ aura une fin et que les employés pourront retrouver une certaine sérénité », a poursuivi le critique péquiste aux Finances.

Dans les rangs des libéraux, ceux qui connaissent M. Boucher rappellent l'impulsivité de l'organisateur, issu du monde de la publicité. Il a

longtemps été l'un des seuls, dans les mois précédant l'élection de 2003, qui avait l'aplomb nécessaire pour dire sans détour ses quatre vérités au chef libéral. Après l'élection de 2003, M. Boucher avait réclamé la présidence du conseil de la SAQ et continué de jouer un rôle déterminant dans les nominations du gouvernement Charest. Il avait ainsi obtenu que Louis Roquet, un fonctionnaire de carrière, quitte la direction de la SAQ pour faire place à Sylvain Toutant, une bonne connaissance de M. Boucher. L'influence de M. Boucher dans l'entourage de Jean Charest était évidente ; il était aussi derrière le départ prématuré de Michel Crête comme chef de cabinet du premier ministre, à l'été 2003.

M. Boucher affirme : « La crise que vit la SAQ est alimentée par une opération médiatique et politique

qui dépasse largement la société et vise en fait le gouvernement libéral. » Pour M. Boucher, ce n'est pas un hasard si les articles remettant en question les décisions prises à la SAQ surviennent en même temps « qu'une campagne de salissage en règle contre les ministres et le premier ministre lui-même (billets d'avion, voyages, etc.). On en est rendu à l'étalage des frais de buanderie de notre premier ministre alors qu'il est en mission à l'étranger. Chic ! » écrit M. Boucher, faisant référence à une série d'articles basés sur des documents obtenus par le quotidien *Le Soleil* en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Pour M. Boucher, la crise médiatique autour de la SAQ a « pris des proportions tout à fait démesurées par rapport à la gravité des fautes ».

« Il n'y a pas eu de fraude, de malversations, de gaspillage de fonds publics et personne ne s'est enrichi personnellement », dit M. Boucher en rappelant le rapport de KPMG, qui s'était soldé par le départ de deux cadres. Il dit n'avoir « aucun doute que le vérificateur général (mandaté jeudi pour faire enquête sur la SAQ) confirmera en bout de compte que l'intégrité des membres du conseil d'administration et de la direction (de la SAQ) n'est pas en cause ».

Au passage, il donne un coup de chapeau à son protégé, Sylvain Toutant, nommé à son instigation président-directeur général : « Un jeune Québécois qui s'est distingué de façon remarquable au sein du monde du commerce de détail canadien comme PDG de Réno-Dépôt. » Il cible en outre le mécontentement des agents et des fournisseurs de la SAQ comme source de la controverse. « M. Toutant voulait faire de la SAQ un véritable commerce de détail qui négocie ses prix afin qu'ils reflètent l'importance de son pouvoir d'achat », plaide M. Boucher.

Aussi, M. Boucher dit quitter « avec regret » la SAQ en espérant « que le bon sens des Québécois aura bientôt gain de cause sur ceux qui s'affairent à saboter nos institutions et ne démontrent chemin faisant aucun respect pour les personnes qui se consacrent honnêtement à la vie publique », poursuit M. Boucher.

Pour lui, les partis d'opposition « et la communauté journalistique » devraient « cesser leur exploitation débridée et honteuse de la situation dans laquelle se retrouve, pour le moment, une société d'État qui, jusqu'à tout récemment, jouissait d'un très haut taux de satisfaction de sa clientèle ».



# Je veux

Catherine Melillo positionne son entreprise à un échelon supérieur grâce à ses études en administration.

## Avancer

La Faculté d'administration de l'Université de Sherbrooke propose des programmes d'études en formation continue et de haut calibre pour combler vos désirs de dépassement.

### MBA COOPÉRATIF AVEC MENTORAT

Premier MBA francophone en Amérique du Nord offert en régime coopératif, ce programme unique permet de former des gestionnaires polyvalents en contact avec le monde des affaires. Il offre un encadrement individuel par un mentor tout au long de la formation.

Offert à temps complet à Sherbrooke

### MBA À TEMPS PARTIEL

#### DIPLÔME DE 2<sup>e</sup> CYCLE DE GESTION

Les programmes sont conçus de manière à maintenir ses responsabilités professionnelles pendant la formation. Ils permettent d'appliquer immédiatement dans son cadre de travail ce qui vient d'être vu en classe et en retour, d'enrichir les échanges en classe par l'apport de son expérience professionnelle.

Offerts à temps partiel à Longueuil

### MAÎTRISE EN FISCALITÉ

#### DIPLÔME DE 2<sup>e</sup> CYCLE EN FISCALITÉ

Chef de file au Québec depuis plus de 30 ans, la maîtrise en fiscalité est offerte avec concentration en planification fiscale ou planification financière personnelle intégrée. La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques offre des bourses pouvant atteindre 15 000 \$.

Offerts à temps complet à Sherbrooke et à temps partiel à Longueuil

**UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE**

3380581A

## LA SUPERGRILLE DU MOIS

### LA PRESSE



■ Albin Michel

## EN FÉVRIER,

cinquante gagnants mériteront le livre  
500 FAUTES D'ORTHOGRAPHE À NE PLUS COMMETTRE  
et un t-shirt *La Presse*.

### À SURVEILLER DIMANCHE

3381143A

## PRENEZ LES DEVANTS !

L'ADMINISTRATION PUBLIQUE SE RENOUVELLE

# ENAP

> À Montréal  
1125, William

Pour information : Annik Gélneau  
Téléphone : 514 849-3989, poste 3650

Formation de 2<sup>e</sup> cycle à temps plein et à temps partiel

- Maîtrises en administration publique pour gestionnaires et analystes (45 crédits)
- Diplômes d'études supérieures spécialisées (24 crédits)
- Programmes courts (15 crédits)



www.enap.ca

Admission en cours pour la session d'automne 2006

# Montréalais, à vos balais!

Une brigade de la propreté se déploie dans le centre-ville

SARA CHAMPAGNE

À peine débarqué de Paris, le maire Tremblay est rentré à l'hôtel de ville hier matin pour annoncer qu'un grand coup de balai sera passé sur Montréal. Dès le mois de mai, une brigade de la propreté formée de 120 étudiants sera chargée de faire le grand ménage dans le centre-ville.

Leur mission : se déployer dans le Vieux-Montréal, dans le Quartier chinois et dans les principales artères commerciales et touristiques des arrondissements de Ville-Marie, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest et de Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce. Les étudiants auront aussi la délicate tâche de sensibiliser les citoyens qui jettent des déchets n'importe où.

Ce premier « coup de blanc » de l'administration Tremblay-Zampino nécessite un investissement de 10 millions cette année. Trois millions ont déjà été distribués aux 19 arrondissements. Cet argent sera puisé à même les hausses des tarifs des parcomètres prévues au budget 2006. La Ville prévoit dégager 75 millions en cinq ans.

Outre la brigade de la propreté, une somme de 2,4 millions sera partagée entre les quatre arrondissements du centre-ville pour augmenter la fréquence des collectes d'ordures. Dans les artères touristiques, en période de festival par exemple, la fréquence du ramassage pourrait doubler. La Ville travaille actuellement à poser un diagnostic des rues problématiques.

Autre initiative, 500 poubelles neuves seront installées au centre-ville ce printemps. Le modèle choisi, *La Boîte à rebuts*, a été conçu par le chef de division du Sud-Ouest, Jean-Paul Magna. En gros, il s'agit d'un contenant de métal qui s'accroche à un poteau ou à un lampadaire. Coût : 250 000 \$.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE ©

Offrir aux passants un centre-ville propre reste encore un défi à Montréal.

Au chapitre du recyclage, un projet pilote de l'arrondissement d'Outremont sera étendu à Ville-Marie. D'ici quelques semaines, 17 000 propriétaires de ce secteur recevront un nouveau bac de recyclage avec « filet de protection ». Un investissement de 275 000 \$. Les trois autres arrondissements du centre-ville recevront 75 000 \$ pour améliorer leurs opérations de recyclage.

En compagnie de son frère et fidèle allié, Marcel Tremblay, le maire de Montréal a expliqué qu'une promenade rue Saint-Denis un mercredi matin est suffi-

sante pour comprendre l'importance de ce filet : « S'il y a une bourrasque, les déchets qui sont dans les bacs de recyclage sont étalés aux quatre vents. Ça ne peut plus durer. Parlez-en aux citoyens. »

#### Sept jours sur sept

Le responsable de l'ambitieux plan au comité exécutif, Marcel Tremblay, a ajouté que toutes ces mesures ne sont pas qu'estivales. « La brigade de la propreté va travailler de mai à octobre, et ce sera sept jours sur sept en juillet et août. Même le soir. »

Loin de s'arrêter là, l'élu Marcel Tremblay a aussi annoncé qu'une enveloppe de 855 000 \$ sera consacrée au nettoyage des graffitis dans le centre-ville cet été. Encore là, cette tâche revient à la brigade de la propreté. Une attention particulière sera accordée aux abords des stations de métro, des abribus et des immeubles municipaux.

Afin de superviser la brigade, cinq nouveaux inspecteurs seront embauchés. Ils auront entre autres tâches celle d'imposer des amendes aux citoyens qui saliront les rues de Montréal. Ces

## RÉPARTITION DU BUDGET

Les 7 millions prévus pour les arrondissements du centre-ville sont ainsi répartis :

### COLLECTE DES ORDURES

700 000 \$ : Ville-Marie  
700 000 \$ : Plateau-Mont-Royal  
500 000 \$ : Sud-Ouest  
500 000 \$ : Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce.

### ACHAT DES POUBELLES

100 000 \$ : Ville-Marie  
50 000 \$ à chacun des trois autres arrondissements.

### GRAFFITIS

Ville-Marie : 460 000 \$  
Plateau-Mont-Royal : 165 000 \$  
Sud-Ouest : 100 000 \$  
Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce : 75 000 \$  
et 55 000 \$ pour l'encadrement technique.

### RECYCLAGE

275 000 \$ : Ville-Marie  
75 000 \$ à chacun des trois autres arrondissements.

### ARBRES ET FLEURS

275 000 \$ : Ville-Marie  
100 000 \$ à chacun des trois autres arrondissements.

Enfin, près de 2 millions seront consacrés à une grande corvée de ménage, aux communications, à la gestion et au soutien administratif.

amendes seront de 60 \$ à 100 \$ pour une première infraction, mais elles peuvent grimper à 1000 \$. La Ville n'est pas en mesure d'estimer combien ces amendes pourront rapporter.

Enfin, le plan de propreté prévoit aussi la plantation de 700 arbres au centre-ville. Le nombre de bacs à fleurs sera aussi augmenté. La Ville avait l'habitude de consacrer 55 millions par année à la propreté.

### COURRIEL

Pour joindre notre journaliste : sara.champagne@lapresse.ca

**Quelle offre enchanteresse !**

**ON PENSE À TOUT**

**NOLITOURS.COM**

**Pour un temps limité, vous pouvez obtenir des options de billet GRATUITEMENT avec ces forfaits vacances Disney très abordables !**

Réservez des vacances de 7 nuits dans un hôtel « Value » Disney incluant les billets de parc thématique et recevez GRATUITEMENT des options de billet d'une valeur de plus de 350\$ CAN pour une famille de quatre !

Voici les options de billet que vous obtiendrez. **WALT DISNEY WORLD RESORT EN FLORIDE**

**Option Park Hopper :** Avec tant à voir et à faire, vous adorerez avoir la possibilité d'aller d'un parc thématique à l'autre durant la même journée.

**Option Parc aquatique et autres plaisirs :** Profitez d'un total de 6 visites de votre choix par personne dans l'un des parcs aquatiques\* de Disney, au parc thématique interactif intérieur *DisneyQuest* ou dans les boîtes de nuit de Pleasure Island.

- Vol aller-retour de Montréal et transferts
- 7 nuits dans un hôtel Disney de catégorie « Value »
- Billet de 7 jours *Magic Your Way*, incluant les options *Park Hopper* et *Parc aquatique et autres plaisirs*.

DÉPARTS 7 AU 28 MAI  
**1 199\$** CAD  
PAR PERSONNE

**Hâtez-vous ! Vous devez réserver avant le 30 mars 2006**

## FORT LAUDERDALE

<b>Sea Garden</b> 2* Vol, hôtel et voiture - 7 nuits 5 et 19 avril à partir de	<b>Clarion Lauderdale Beach Resort</b> 3* Vol, hôtel et voiture - 7 nuits 29 mars et 5 avril à partir de	<b>Ramada Plaza Beach Resort</b> 3+* Vol, hôtel et voiture - 7 nuits 29 mars à partir de	<b>Newport Beachside Resort</b> 4* Vol, hôtel et voiture - 7 nuits 29 mars et 19 avril à partir de	<b>Ramada Inn Hollywood Beach</b> 3* Vol, hôtel et voiture - 7 nuits Petit studio - 29 mars et 5 avril Déjeuner inclus - à partir de	<b>Travelodge Monaco Oceanfront</b> 2* Vol, hôtel et voiture - 7 nuits 2 avril à partir de
<b>869\$</b>	<b>999\$</b>	<b>1099\$</b>	<b>979\$</b>	<b>999\$</b>	<b>1079\$</b>

**FORFAIT DU JOUR** > **ORLANDO**  
Vol seulement  
Départs jeudis, 23 et 30 mars - 1 semaine à partir de  
**449\$**

VISITEZ [NOLITOURS.COM/lapresse](http://NOLITOURS.COM/lapresse) POUR TOUT SAVOIR SUR CES DESTINATIONS ET SUR PLUS DE 90 AUTRES FORFAITS EN FLORIDE

**POUR RÉSERVER, CONTACTEZ NOS PARTENAIRES.**



Tous les éléments graphiques, logos et propriétés Disney : ©Disney  
Cette promotion est offerte en dollars canadiens pour les nouvelles réservations pour la plupart des nuits d'un séjour entre le 23 avril et le 3 juin 2006. Le nombre de forfaits offerts à ces tarifs est limité. Aucun tarif de groupe ou autre rabais ne peut s'appliquer. Les prix sont par personne en occupation double taxes incluses pour des départs de Montréal. Un séjour minimum de 3 jours est requis. Les billets Disney doivent être utilisés au cours des 14 jours suivant leur première utilisation. Pour tous les détails, termes et conditions, veuillez vous référer à la brochure Nolitours Floride 2005.2006. S'agit de la disponibilité au moment de la réservation. \*Les parcs aquatiques sont sujets à des fermetures selon les conditions météorologiques. Certains établissements imposent des restrictions quant à l'âge. Nolitours est membre de Transat A.T. inc. et titulaire d'un permis du Québec. Prix excluant, 3,50\$/1000\$ de services touristiques pour la contribution des clients au fonds d'indemnisation des clients des agents de voyage.

**CUIR DESIGN CONFORT DISTINCTION**

**Arte Pelle®**  
L'ART DE VIVRE

**CENTROPOLIS**  
1950, rue Pierre Péladeau  
Angle Saint-Martin  
et autoroute 15, Laval  
(450) 978-3030

**Jusqu'à 70 % de rabais sur les vêtements de cuir**

**Dernière chance ! 10 % de rabais sur les meubles**

## CONCOURS « Gagnez une semaine à la campagne »

Dimanche dernier, au **Salon Chalets et Maisons de campagne**, a eu lieu le tirage du concours « Une semaine à la campagne ». **Mesdames Odile Daigneault** de Boucherville, **Nichole Mailhot** de Saint-Hyacinthe, **Carole Lamoureux** de Sainte-Émélie et **Suzanne Fortin** de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix sont les heureuses gagnantes d'une semaine dans un chalet tout équipé en bordure du Lac Clermoutier dans la magnifique région de Lanaudière.



Étaient présents lors de ce tirage, monsieur Gabriel et madame Éliane Gaertner, respectivement associé fondateur et vice-présidente de réseau Viva International Inc., ainsi que monsieur Robert Yelle, promoteur du Salon Chalets et Maisons de campagne.

Toutes nos félicitations à nos gagnantes et merci à tous ceux qui ont participé à ce concours.

**LE SALON CHALETS MAISONS DE CAMPAGNE**  
[www.salonchalet.com](http://www.salonchalet.com)

**LA PRESSE**

**viva r**  
L'HABITATION PENSÉE LOISIR  
[www.reseau-viva.com](http://www.reseau-viva.com)

POLITIQUE

FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE

Le budget devra donner le signal

Pressé par le milieu, Jean Charest demande à Stephen Harper de s'engager clairement

TOMMY CHOUNARD ET NATHAËLLE MORISSETTE

OTTAWA — Pressé par le milieu de l'éducation postsecondaire d'exiger une hausse rapide des transferts fédéraux, le premier ministre du Québec, Jean Charest, demande pour la première fois à Stephen Harper de faire un « geste » dès son premier budget. Mais il lui laisse toute la latitude pour déterminer une somme.

Lors d'un 5 à 7 réunissant ses homologues provinciaux à sa résidence officielle, Stephen Harper a refusé de prendre quel engagement que ce soit. Un de ses proches a affirmé que le premier ministre canadien a « écouté » les demandes des provinces sans les commenter.

« On lui a dit que nous souhaitons un geste de la part du gouvernement fédéral dans le prochain budget. Il a pris note de nos demandes. Il était attentif », a affirmé Jean Charest hier soir.

Avant même l'arrivée de ses invités au 24 Sussex, Stephen Harper avait affiché ses couleurs : « C'est une rencontre de dîner, pas une rencontre de dollars. »

Les provinces ont toutefois obtenu le consensus qu'elles voulaient en tenant le sommet sur l'éducation postsecondaire et la formation professionnelle, hier. Les 300 participants — étudiants, recteurs, administrateurs, syndicats, gens

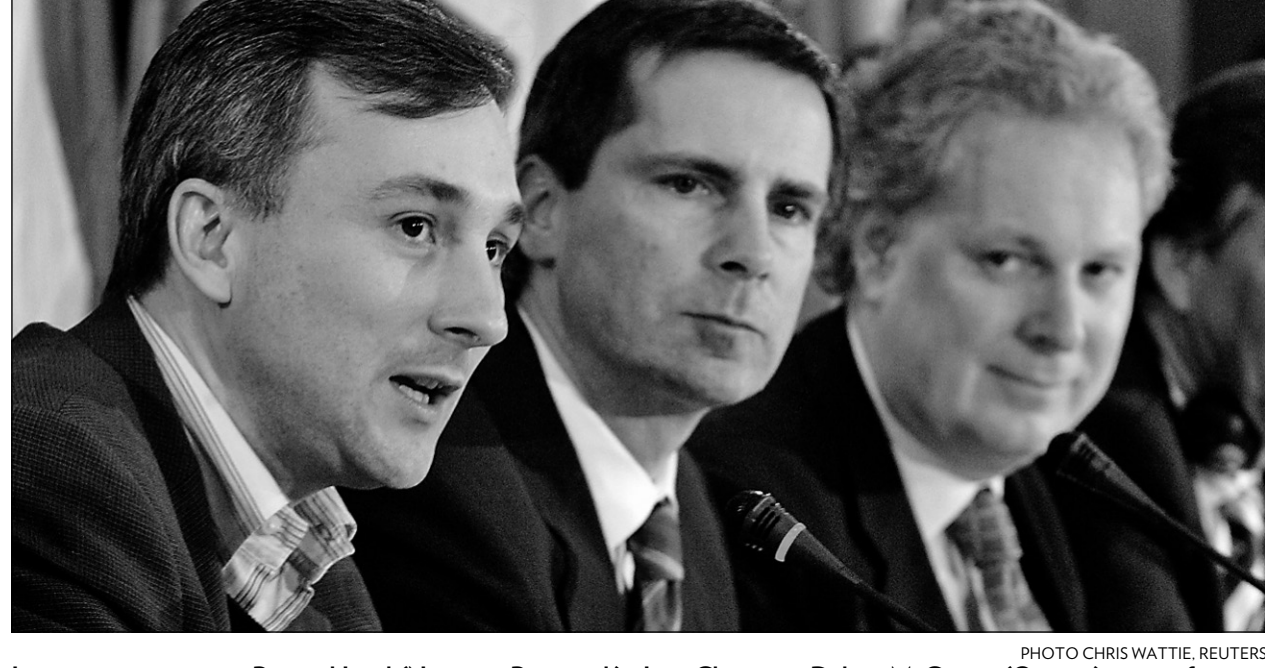


PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

Les premiers ministres Bernard Lord (Nouveau-Brunswick), Jean Charest et Dalton McGuinty (Ontario), en conférence de presse à l'issue du sommet sur l'éducation postsecondaire et la formation professionnelle, hier, à Ottawa.

d'affaires — ont tous convenu de demander à Ottawa qu'il hausse ses transferts de 4,9 milliards de dollars par année.

Les neuf premiers ministres provinciaux et territoriaux présents ont conclu que le gouvernement fédéral doit répondre à cet « appel ». Mais ils n'ont pas voulu lui imposer un échéancier.

Après avoir refusé la veille de mettre de la pression sur son homolo-

gue fédéral, Jean Charest s'est fait un peu plus ferme hier. Stephen Harper doit faire un « geste », « envoyer un signal » dès son premier budget, ce printemps, a-t-il affirmé.

Il a cependant ajouté que « ce sera à lui de déterminer la démarche ». « Je lui laisse le soin de déterminer comment le faire. »

Ses homologues n'ont pas voulu mettre davantage de pression sur Stephen Harper. Pas question, donc,

qu'ils demandent 4,9 milliards ou même 2,2 milliards dans le prochain budget fédéral.

Les provinces exigent que, dans un premier temps, Ottawa augmente ses transferts de 2,2 milliards par année afin de les rétablir au niveau de 1994-1995. Puis, « dans un deuxième temps », elles souhaitent une entente à long terme qui vise à augmenter les transferts de 4,9 milliards par année.

Le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, François Vincent, demande que Jean Charest exige les 4,9 milliards avec plus de fermeté. « Je crois aujourd'hui que M. Charest a reçu un mandat assez clair de l'ensemble des partenaires. On n'est pas venus ici pour faire des plantes vertes », a-t-il lancé.

Le président de la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec, Roch Denis, estime que le sommet a été un « vrai succès ». « Avec ce fort consensus, Jean Charest bénéficie d'un rapport de force positif », a-t-il dit.

Le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher, s'est réjoui que Jean Charest ait décidé de mettre un peu de pression sur Stephen Harper en vue du prochain budget.

La leader adjointe de l'opposition à Ottawa, Lucienne Robillard, a déploré l'absence de ministres ou de députés conservateurs au sommet. De hauts fonctionnaires agissaient toutefois à titre d'observateurs. « Ça m'indique qu'ils ne donnent pas la priorité à ce dossier-là », a-t-elle affirmé.

Le critique bloquiste en matière de finances, Yvan Loubier, a fait le même reproche aux conservateurs : « Je pense qu'il faudrait quelque chose du gouvernement pour entendre les messages sur le financement de l'éducation postsecondaire. C'est sûr qu'il faut souligner cette absence-là », a-t-il dit.



RIEN À CACHER.

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

0\$ COMPTANT INITIAL

0\$ PREMIER VERSEMENT\*

TOUT COMPRIS.

24 000 km par année inclus | Transport et pré-livraison inclus
Aucuns frais d'administration | Plein d'essence inclus
«Assistance-dépannage» incluse

édition spéciale

Location 367\$ par mois / 48 mois†

- Siège du conducteur à 8 réglages électriques
Commandes audio au volant
Téléouverture des glaces avant
Volant gainé de cuir
Volume sensible à la vitesse
Ordinateur de bord
Jantes en alliage d'aluminium de 16 po
Antivol
Et plus...

Table with 3 columns: Mensualité, Comptant initial, Dépôt de sécurité. Rows show different pricing options.

ALTIMA 2.5 S

Location 339\$ par mois / 48 mois†

- Boîte de vitesses automatique
Moteur de 175 chevaux
Dispositif de freinage antiblocage aux 4 roues
Téléverrouillage des portières électrique
Climatisation



Version 3.5 SE avec aileron illustrée

X-TRAIL XE

Location 367\$ par mois / 48 mois†

- Moteur 4 cylindres de 165 chevaux à DACT
Commutateur de mode neige
Élargisseur d'aile anti-bosse
Freins à disques ventilés aux 4 roues
Compartment chaud-froid
Plancher de l'aire de chargement lavable (amovible)
Régulateur de vitesse
Et plus...

Table with 3 columns: Mensualité, Comptant initial, Dépôt de sécurité. Rows show different pricing options.



SENTRA 1.8 édition spéciale

Location 217\$ par mois / 60 mois†

- Télécommande d'ouverture du coffre
Essuie-glace à balayage intermittent
Colonne de direction inclinable
Climatiseur
Radio AM/FM 100 watts avec CD
Lève-glace et miroir électriques
Téléverrouillage des portières électriques
Siège du conducteur à 8 réglages
Montre numérique
Et plus...

Table with 3 columns: Mensualité, Comptant initial, Dépôt de sécurité. Rows show different pricing options.



Version S-ER Spec V illustrée

nissan.ca 1 800 387-0122

OUVERT JUSQU'À 21 H LES SOIRS DE SEMAINE

DIPLOMÉS NISSAN

# Harper irait en Afghanistan

NATHAËLLE MORISSETTE

OTTAWA – L'Afghanistan pourrait bien être la première destination outre-mer de Stephen Harper en tant que chef du gouvernement.

Selon des informations obtenues par la Presse Canadienne, le premier ministre Harper s'envolera pour l'Afghanistan d'ici quelques semaines, notamment pour rencontrer les troupes canadiennes dépêchées là-bas il y a six mois dans le but de contribuer à la reconstruction du pays.

Or, au bureau du premier ministre, on affirme qu'aucun voyage n'a été planifié, du moins pour le moment. On souligne qu'un tel périple demande beaucoup de planification afin de s'assurer que la vie du premier ministre et des gens qui l'accompagnent n'est pas en danger.

Alors que des rumeurs de voyage circulent, un sondage publié hier dans le quotidien *The Globe and Mail* révèle que 62 % des Canadiens sont en désaccord avec le déploiement des troupes canadiennes en Afghanistan. À peine 27 % sont d'accord. Par contre, parmi ceux qui approuvent cette opération, 31 % pourraient changer d'avis si les pertes de vie étaient élevées. Enfin, 73 % des Canadiens estiment que la décision d'envoyer des soldats canadiens en Afghanistan devrait être soumise au vote de la Chambre des communes.

Par ailleurs, rappelons que, en campagne électorale, M. Harper s'est engagé à augmenter de 5,3 milliards le budget de l'armée d'ici cinq ans et d'embaucher 13 000 nouveaux militaires à temps plein et 10 000 à temps partiel.

# Les garderies sèment la division

Les provinces partagées sur le sort des ententes signées avec Ottawa

NATHAËLLE MORISSETTE ET TOMMY CHOUINARD

OTTAWA – La division règne parmi les premiers ministres provinciaux dans le dossier des garderies.

Alors que Jean Charest et Dalton McGuinty se battent pour le respect de l'entente signée avec Ottawa, leurs homologues semblent prêts à laisser le nouveau gouvernement fédéral imposer ses normes.

Dans une lettre envoyée aux premiers ministres des provinces il y a quelques jours, Ottawa a annoncé officiellement son intention de mettre la hache dans le programme des garderies pour le remplacer par le versement d'une allocation de 1200 \$ par année aux parents d'enfants de moins de 6 ans.

La missive, obtenue par la radio de Radio-Canada, est signée par la ministre des Ressources humaines, Diane Finley. Elle indique clairement aux premiers ministres que les ententes conclues avec le gouvernement précédent pour mettre en place le programme national de garderies prendront fin le 31 mars 2007.

Le Québec, l'Ontario et le Manitoba avaient signé des ententes de cinq ans avec le gouvernement de Paul Martin. Les autres provinces avaient conclu des ententes de principe.

Si le Québec et l'Ontario veulent

négoier avec le fédéral pour ne pas perdre l'argent de l'entente, les autres provinces donnent plus de latitude au gouvernement Harper. Les premiers ministres ont donc profité d'une rencontre en début de soirée, hier à la résidence officielle de Stephen Harper, pour discuter du dossier, sans toutefois mettre des chiffres sur la table.

« Le Québec a signé une entente qui nous amène jusqu'à 2010. Si l'entente est résiliée, ça signifie

« Le Québec a signé une entente qui nous amène jusqu'à 2010. Si l'entente est résiliée, ça signifie que nous allons perdre 800 millions. »

que nous allons perdre 800 millions de dollars, a rappelé M. Charest lors d'un point de presse à l'issue du Sommet sur le financement de l'éducation postsecondaire, hier à Ottawa. Dans les discussions que j'ai eues avec M. Harper, nous nous sommes entendus pour discuter d'une solution. On est au début du mandat du gouvernement et on est optimistes sur le résultat. »

Rappelons que le premier ministre Stephen Harper a donné à Jean Charest l'assurance que Québec pourrait récupérer les 800 millions compromis par l'annulation du programme. Pour sa part, la ministre Finley a laissé entendre que toutes les provinces pourraient négocier des ententes de transition.

« En Ontario, nous n'avons pas l'intention de laisser tomber cette question, a poursuivi le premier ministre ontarien Dalton McGuinty. Nous avons (conclu) une entente avec le gouvernement du Canada et nous avons l'intention de mettre de la pression sur le premier ministre Harper pour qu'il respecte cette entente. »

Son homologue du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord, adhère parfaitement à l'idée des conserva-

Jean Charest. « On vit dans une fédération. C'est une question qui relève de nos compétences. On est très à l'aise avec ça. L'erreur, c'est de penser le contraire : la taille unique pour tout le monde, la peinture unique pour tout le monde. »

**D'un mauvais oeil**

Par ailleurs, la résiliation des ententes conclues par l'ancien gouvernement Martin est vue d'un mauvais oeil par Lucienne Robillard, leader adjointe de l'opposition. « Je réagis très mal, a-t-elle lancé hier. J'ai de la difficulté à comprendre qu'un premier ministre ne respecte pas les signatures qui ont été faites avant. »

« Je n'ai rien contre l'aide individuelle aux familles, a-t-elle ajouté. Mais de l'autre côté, il faut avoir un système fiable, sécuritaire. À long terme, comment les autres provinces vont pouvoir financer ce système-là ? »

M<sup>me</sup> Robillard a affirmé que la défense du système national de garderies serait le cheval de bataille des libéraux au cours de la prochaine session parlementaire, qui doit commencer le 3 avril.

**ANDRÉ PERRAULT**  
meubles, valeurs et découvertes

**PLUS CHIC DE MOINS DE FRIC**

**Liquidation de modèles de plancher jusqu'à 50% de rabais**

Meubles du Québec  
Fermé le dimanche

3960, rue Bélanger Est,  
Montréal  
Tél.: 514-725-5245  
meublesperrault@bellnet.ca

**Moins de soleil, plus brillant.**

**Poursuivez vos études cet été !**

600 cours offerts – Mai à août 2006

**UNIVERSITÉ D'ÉTÉ**

514•343•6090  
1 800 363•8876  
www.universitedete.umontreal.ca

Université de Montréal

**Voyez le monde de manière différente**

- Contemplez les nouveaux modèles de motos, scooters, VTT, vêtements et accessoires.
- Venez rencontrer les nombreux experts et artisans.
- Admirez les motos personnalisées et les motos antiques.
- Visitez le «Carrefour Sécurité-Vision» et découvrez l'importance de maintenir, améliorer et protéger vos yeux.
- PRÉMOCYCLE
- Préparez votre nouvelle saison, contribuez à notre Clinique de sang et déjouez le «Blues» de l'hiver.

**LE SALON DE LA MOTO DE MONTRÉAL**

» Les 24, 25 et 26 février 2006  
» Palais des congrès de Montréal

Vendredi : 12 h à 22 h  
Samedi : 10 h à 22 h  
Dimanche : 10 h à 17 h

Admission générale : 12 \$ (taxes incluses)

www.salonmotomontreal.com

clubmed.ca

Profitez d'un paradis de verdure entre Orlando et Miami. Attractions magiques pour les uns. Golf intensif pour les autres. Au Club Med de Sandpiper, les vacances en famille se vivent avec intensité.

**Sandpiper, Floride**  
Village familles avec encadrement pour enfants de 4 mois à 17 ans.

Profitez de la promotion  
**Prix exclusif aux Canadiens**

à partir de  
**877\$\***  
séjour seulement

Mars - Avril

martinique bahamas malaisie maroc brésil france mexique guadeloupe états-unis polynésie française et plus de 30 autres pays.

APPELEZ VOTRE VOTRE AGENT DE VOYAGE OU LE 1-800-CLUBMED

\*Le Prix exclusif aux Canadiens est pour 7 nuits, par personne et pour un séjour seulement entre le 18 et le 25 mars 2006, basé sur une occupation double en chambre de catégorie minimum. Une preuve de résidence sera exigée à l'enregistrement. Les prix ne s'appliquent pas pour des réservations de groupe, sont valables jusqu'à la fin de cette journée, le samedi 25 février 2006 et sont sujets à une augmentation pouvant aller jusqu'à 140\$. Les prix sont valables pour les nouvelles réservations seulement et non combinables avec aucune autre promotion. Le prix n'inclut pas la contribution des clients au fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 0,35% sur le prix du voyage (non applicable sur les frais d'adhésion). Les frais de membres sont en suppléments; 60\$ par adulte et 30\$ pour les enfants de moins de 15 ans. Les places sont limitées et sujettes à la disponibilité. Les prix pour adulte s'appliquent dès l'âge de 16 ans. Frais d'adhésion en sus. Les conditions générales de la brochure en vigueur s'appliquent. Titulaire d'un permis du Québec.

**Club Med**  
IL RESTE TANT DE MONDE À DÉCOUVRIR

## ACTUALITÉS

# Les négociations piétinent à Radio-Canada

L'ombre d'un sixième conflit de travail en six ans plane sur la société d'État

LAURA-JULIE PERREAULT

Tout juste quatre ans après un lock-out de neuf semaines, le Syndicat des communications de Radio-Canada semble de nouveau à couteaux tirés avec la direction de la société d'État.

Les leaders syndicaux n'écartent pas l'idée de débrayer à la fin mars.

Outrée par les récentes offres patronales, la direction du Syndicat des communications de Radio-Canada (SCRC) rencontrera ses membres cet après-midi à Montréal, à l'occasion d'une assemblée extraordinaire, pour leur demander de voter en faveur d'une période de consultation qui pourrait éventuellement mener à un vote sur la grève.

« La loi ne nous permet pas de demander un vote de grève tout de suite », a noté hier le porte-parole du comité de négociation, Alex Levasseur.

Mais la grogne se fait déjà sentir dans les rangs du SCRC alors que les négociations piétinent, estime M. Levasseur.

« L'employeur veut que nous laissons tomber les gains obtenus après un lock-out de neuf semaines », a dit hier le porte-parole du comité de négociation du syndicat, qui représente 1700 employés des salles de rédaction et de la production au Québec et à Moncton, au Nouveau-Brunswick.

La précarité dans l'emploi, pomme de discorde lors du dernier conflit de travail à la SRC, est toujours au cœur des discussions.

Elle a été à l'origine d'un autre lock-out de huit semaines, ce-



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE ©

Advenant un vote pour la grève après la consultation qui aura lieu aujourd'hui en assemblée générale, le Syndicat des communications de Radio-Canada ne pourrait débrayer avant le 28 mars, en vertu de la loi.

lui-la, à la CBC l'automne dernier.

« Robert Rabinovitch est toujours là. Il est la même personne et il n'a pas appris des erreurs du passé », dénonçait hier M. Levasseur.

## Six ans, cinq conflits

En moins de six ans, la société d'État a connu cinq conflits de travail, dont trois lock-out. Le dernier lock-out contre le SCRC s'est soldé par une entente de deux ans qui arrive à échéance dans deux mois.

Les négociations sur les clauses non pécuniaires ont commencé en janvier et elles ne sont pas rompues pour le moment. « Si la partie patronale a quelque chose d'intéressant à nous dire, nous sommes prêts à l'entendre », a dit hier M. Levasseur.

L'assemblée générale extraordinaire du SCRC aura lieu aujourd'hui à l'hôtel Hyatt Regency, au centre-ville de Montréal. Les leaders syndicaux rendront publics les résultats de la réunion à 15 h 30.

Advenant un vote pour la grève après la tenue d'une consul-

tation, le SCRC ne pourrait débrayer avant le 28 mars, en vertu de la loi. Depuis le 7 janvier, les négociations se déroulent sous la supervision d'un conciliateur. Cette conciliation se poursuivra jusqu'au 7 mars.

La loi prévoit ensuite une période de refroidissement de 21 jours. Le syndicat et les patrons doivent attendre à la fin de cette période pour déclencher une grève ou imposer un lock-out.

Il a été impossible hier de joindre la direction de la Société Radio-Canada afin de recueillir les commentaires des négociateurs.

## Les soins de santé primaires : de quoi s'agit-il ?



### Partout au Canada, les gouvernements oeuvrent à l'amélioration des soins de santé primaires : des soins de base quotidiens pour tous les Canadiens.

Les soins de santé primaires peuvent contribuer à réduire les listes d'attente, à diminuer la pression sur les salles d'urgence et à améliorer la viabilité à long terme de notre système de santé. Un système de soins de santé primaires solide repose sur quatre principes fondamentaux.

#### ■ Les équipes

Des intervenants en santé travaillent de concert pour améliorer les soins et réduire les doublons. Vous faites équipe avec eux pour prendre soin de votre santé.

#### ■ L'information

L'information est partagée entre les intervenants en santé afin d'améliorer la qualité, l'accessibilité et la coordination des services offerts.

#### ■ L'accessibilité

Vous avez accès aux soins appropriés en temps voulu, y compris à des conseils, de l'information et des soins en dehors des heures de bureau habituelles.

#### ■ Des modes de vie sains

En privilégiant la prévention des maladies et des blessures, le traitement des maladies chroniques et la prise en charge de sa propre santé par chaque individu, nous vous aidons à demeurer en santé plutôt que de vous soigner après que vous soyez tombé malade.

Visitez notre site Web : [www.soinsdesanteprimaires.ca](http://www.soinsdesanteprimaires.ca)

Soins de santé primaires



Un partenariat fédéral/provincial/territorial financé par Santé Canada.



Daniel - Longueuil

## JE L'AI DÉJÀ FAIT...

Je l'ai déjà fait et je le referai parce que j'ai confiance!

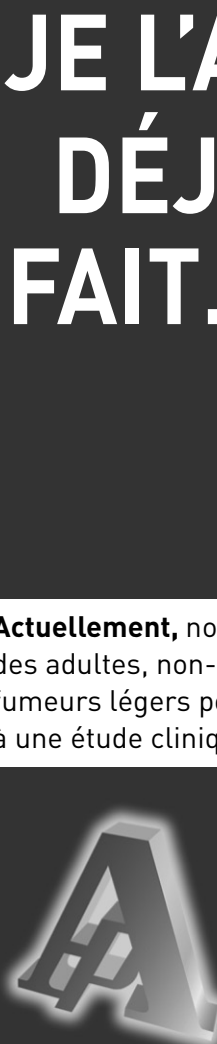
Chez Algorithme Pharma, les études cliniques sont effectuées dans un cadre sécuritaire. Je rencontre un médecin pour un examen médical complet. Ensuite, on m'explique quel médicament je vais prendre et on répond à mes questions. En plus, les gens sont très professionnels et vraiment humains.

Mais je ne vous le cacherais pas, faire des études m'a aidé à me payer mon cinéma maison!

Et vous, pourquoi allez-vous le faire?

Actuellement, nous recherchons des adultes, non-fumeurs ou fumeurs légers pour participer à une étude clinique.

18 ans +  
recevez jusqu'à **1500\$**  
(Indemnité compensatoire)

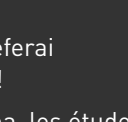


ALGORITHME  
Pharma

La plus importante entreprise privée de recherches cliniques au pays

Depuis plus de 10 ans

Lundi au vendredi de 8 h à 20 h • Samedi de 9 h à 17 h  
(514) 381-ALGO • [www.algopharm.com](http://www.algopharm.com)



50  
SOCIÉTÉS  
LES MEILLEUR  
GÉRÉES

# Près de 1500 emplois perdus chez deux sous-traitants de Bell

ANDRÉ DUCHESNE

Près de 1500 personnes perdront leur emploi à la suite de la décision de Bell Canada de ne pas renouveler les contrats qu'elle avait depuis plusieurs années avec les sous-traitants Calian et Anjura.

Ces emplois s'ajoutent aux 3000 à 4000 postes que Bell Canada Entreprises (BCE) entend supprimer dans ses propres rangs d'ici à la fin de la présente année.

« Nous ne nous sommes pas entendus sur certaines choses », a indiqué le porte-parole de Bell, Pierre Leclerc, pour expliquer cette décision.

La recherche d'économies est-elle un des facteurs ayant mis fin aux deux contrats? « Nous cherchons toujours à offrir un service optimal à nos clients aux coûts les plus raisonnables », a répondu à ce sujet M. Leclerc.

Calian et Anjura fournissent à Bell du personnel pour ses centres d'appels (les services 310-BELL). Les employés travaillaient, du moins en partie,

dans les locaux de Bell, mais ils sont payés par les fournisseurs. Ces derniers envoient par la suite la facture à l'entreprise de téléphonie.

Pour remplacer ces travailleurs, Bell a l'intention de créer deux cellules internes, dans ses bureaux d'Ottawa et de Montréal, et de faire appel à un nouveau

**Pour remplacer ces travailleurs, Bell a l'intention de créer deux cellules internes, dans ses bureaux d'Ottawa et de Montréal, et de faire appel à un nouveau sous-traitant.**

sous-traitant. Il y aura des embauches à Ottawa. « Certains employés de Calian et Anjura pourraient obtenir des postes dans notre nouvelle unité de travail », a indiqué M. Leclerc.

Chez Calian, la directrice du service des finances, Jacqueline Gauthier, a indiqué au cours d'une entrevue que la perte du

contrat représente entre 25 et 27 millions de dollars par année. « Cela signifie entre 15 et 16 % de nos revenus, mais 7 % de notre rentabilité », dit-elle.

Pour des raisons de confidentialité dans le contrat, M<sup>me</sup> Gauthier ne nomme jamais Bell. L'entreprise de téléphonie ne s'arrête pas à cette coquetterie

mais refuse de préciser les sommes en jeu.

M<sup>me</sup> Gauthier a aussi précisé que la perte du contrat se traduira par quelque 300 pertes d'emplois à Montréal et 400 à Ottawa. À l'heure actuelle, l'entreprise compte 3000 employés, y compris ceux qui travaillent chez Bell. La majorité sont affectés

dans des services gouvernementaux.

Selon un communiqué de presse diffusé par Calian le 21 décembre dernier, c'est à ce moment-là que Bell lui a annoncé sa décision de ne pas renouveler son contrat et qu'elle mettrait fin à l'entente le 30 juin 2006. Calian a tenté de négocier. Peine perdue. Le 21 février, Bell lui annonçait la fin de leur collaboration. Le même jour, les employés étaient avisés.

Le 1<sup>er</sup> février dernier, le président de BCE, Michael Sabia, a annoncé diverses mesures, dont l'abolition de milliers d'emplois, le rachat d'actions, la réduction de la dette et la transformation d'une partie des lignes rurales en fiducies de revenus, dans l'espoir de redresser les finances de la compagnie et d'apaiser l'impatience des actionnaires déçus.

BCE emploie 60 000 personnes, dont 46 000 travaillent à Bell Canada.

# Davie cédé à Navamar

PRESSE CANADIENNE

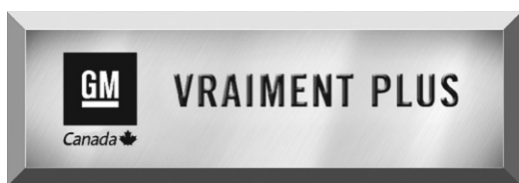
MONTRÉAL — Le Chantier maritime Davie de Lévis a un nouveau propriétaire ou presque. Après avoir étudié cinq propositions de relance, le syndic de faillite a en effet retenu hier l'offre du groupe québécois Navamar, qui se spécialise dans la réparation de bateaux à flot.

Les détails de la proposition n'ont pas été rendus publics. Le syndic Thibault Van Houtte a toutefois indiqué que les inspecteurs l'avaient choisie à l'unanimité parce qu'elle était la plus avantageuse pour les créanciers.

Navamar a l'intention de procéder à une vérification approfondie des livres comptables de la Davie avant d'en prendre possession officiellement.

Selon le président de la compagnie, Pierre Boisclair, le processus devrait être terminé avant la fin du mois de mars.

Navamar avait déjà présenté une offre pour le chantier l'an dernier. Cette dernière avait toutefois été rejetée par le syndic, qui la jugeait insuffisante.



## PLUS DE QUALITÉ, POUR UN MONDE PLUS FIABLE.



### TORRENT

Mensualité	Comptant	Dépôt de sécurité
329\$	1815\$	0\$
299\$	3177\$	0\$

**25 995\$** À L'ACHAT<sup>†</sup>

OU

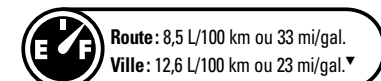
**369\$** PAR MOIS\*

**0\$** DE COMPTANT DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Terme de 48 mois à la location. Préparation et frais de transport de 1100\$ inclus.

#### ★★★★★ Sécurité 5 étoiles\*

- Moteur 3,4 L V6 de 185 HP
- Boîte automatique à 5 vitesses
- Climatisation
- Phares antibrouillard
- Lecteur CD et 6 haut-parleurs
- Glaces, portières et rétroviseurs à commande électrique
- Roues de 16 po en aluminium
- Têlédéverrouillage
- Banquette arrière coulissante Multi-Flex à dossier divisé 60/40
- Système de chargement avec panneau réglable à 3 positions
- Et plus encore!



### MONTANA SV6

Mensualité	Comptant	Dépôt de sécurité
309\$	1733\$	0\$
279\$	3066\$	0\$

**20 599\$** À L'ACHAT<sup>†</sup>

OU

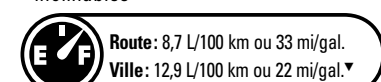
**348\$** PAR MOIS\*

**0\$** DE COMPTANT DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Terme de 48 mois à la location. Préparation et frais de transport de 1250\$ inclus.

#### ★★★★★ Sécurité 5 étoiles\*

- Système de communication et d'assistance OnStar<sup>†</sup>
- Moteur V6 3,5 L à ISC de 201 HP
- Boîte automatique à 4 vitesses
- Freins ABS à disque aux 4 roues
- Glaces avant, glace de custode et rétroviseurs chauffants à commande électrique
- Sièges avant capitaine inclinables
- Lecteur CD et MP3
- Têlédéverrouillage
- Climatisation
- Glaces arrière teintées foncé
- Roues de 17 pouces
- Garantie limitée 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise
- Et plus encore!



### VIBE

Mensualité	Comptant	Dépôt de sécurité
289\$	1285\$	0\$
249\$	3000\$	0\$

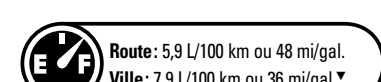
**319\$** PAR MOIS\*

**0\$** DE COMPTANT DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Terme de 48 mois à la location. Préparation et frais de transport de 1110\$ inclus.

#### Meilleure de sa catégorie pour l'économie d'essence pour une 4<sup>e</sup> année consécutive.

- Moteur VVT-I, 4 cylindres de 1,8 L de 126 HP
- Climatisation
- Rétroviseurs à commande électrique
- Phares antibrouillard
- Lecteur CD
- Colonne de direction inclinable
- Banquette arrière à dossier divisé 60/40 rabattable à plat
- Prise de courant de 115 volts au tableau de bord
- Roues de 16 pouces
- Garantie limitée 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise
- Et plus encore!



gmcanada.com

L'Association des concessionnaires Pontiac-Buick-GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2006 suivants: Torrent (2LPE/RTA), Montana SV6 (2L11/16/RTA) et Vibe (2S/26/RTA). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques effectuées en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'inscription au Registre des débiteurs personnels et réels mobiliers et trois sont en sus et rajoutés à la livraison. \*Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant (selon les normes NHTSA) des E-J, sur le Montana SV6 2006. \*\*Essai effectué par le Montana SV6. Les tests d'impact frontal et latéral pour le Montana SV6 2006. \*\*V. la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. Frais de transport et préparation inclus. Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 15 \$/km après 80 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. \*Cote de consommation telle que publiée dans l'EnergyGuide par Ressources naturelles Canada. À l'achat, préparation incluse. Transport (Torrent: 1100\$, Montana: 1250\$, Vibe: 1100\$). Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. \*Comprendre un abonnement de un an gratuit au plan Scan et sauf. Contrat de service requis. Pour obtenir tous les détails et modalités des services OnStar, composez le 1 800 867-4877. Informez-vous auprès de votre concessionnaire ou consultez le site onstarcanada.com. \*\*Veuillez vous inscrire à l'EnergyGuide par Ressources naturelles Canada. Tous droits réservés. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incluant l'achat ou de location, à l'exception des programmes de la Carte GM, de prime pour étudiants (primegmouetudiants.ca, sauf la Montana SV6) et de GM Mobility. Le concessionnaire peut louer ou vendre à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gmcanada.com.

## ACTUALITÉS

# La défense demande la clémence pour un policier coupable de vol

CHRISTIANE DESJARDINS

Le policier Guy Marleau, 41 ans, déclaré coupable de vol et d'entrave, doit gagner sa vie, et un dossier criminel restreindrait grandement ses possibilités d'emploi, a plaidé hier M<sup>e</sup> Philip Schneider. Il a demandé à la juge Louise Villemure d'accorder une absolution inconditionnelle à son client.

Le 10 avril 2002, après son quart de travail et alors qu'il était habillé en civil, Marleau était sorti sans payer du Provigo de Baie-d'Urfé avec un panier rempli de steaks, de boîtes de

couches et d'autres articles pour une valeur totale de 191 \$. Interpellé par le gérant alors qu'il chargeait la marchandise dans le coffre de sa voiture, Marleau avait exhibé son insigne de policier et fait valoir qu'il était en service commandé pour tester la sécurité du magasin. Ce qui était tout à fait faux. Au terme de son procès, il a été déclaré coupable de vol et d'entrave. Hier, alors qu'on en était à l'étape des observations au sujet de la peine, M<sup>e</sup> Schneider a demandé la clémence de la Cour pour son client, qui aurait déjà été bien puni. Il a perdu sa carrière

puisqu'il est suspendu sans solde depuis les événements, il a perdu sa caisse de retraite, et sa femme, policière elle aussi, l'a quitté, sans compter qu'il a été la cible d'une grande médiatisation.

Marleau, qui comptait 13 ans de service au SPM, a dû se résoudre à occuper des emplois moins rémunérateurs après sa suspension. Il a été chauffeur de camions sur de longues distances (notamment aux États-Unis) avant de se recycler dans l'excavation et le pavage. Il a la garde de ses deux enfants de 4 et 5 ans, et il paie une pension pour

sa fille adolescente, issue d'un premier mariage. Son salaire a diminué presque de moitié comparativement à celui qu'il avait dans la police, et il a dû vendre sa maison pour payer ses frais d'avocat et de divorce. Sa suspension serait sur le point de se transformer en congédiement vu sa condamnation, ce qui est un grand drame pour Marleau, qui s'est toujours senti « fier et honoré » d'être dans la police, a fait valoir M<sup>e</sup> Schneider.

L'avocat estime que la Loi de police est bien trop sévère, et il ne cache pas que Marleau envisage de contester son congédie-

ment. S'il pouvait bénéficier d'une absolution inconditionnelle, cela apporterait de l'eau au moulin de sa contestation et lui permettrait de voyager aux États-Unis sans problème, soit pour les besoins d'un emploi futur ou pour des vacances en famille. Par ailleurs, Marleau est en appel du verdict de culpabilité.

La procureure de la Couronne, France Duhamel, ne voit pas du tout les choses du même oeil. Selon elle, l'intérêt public commande que Marleau écope d'une peine exemplaire. À cause de ce qu'ils représentent, les policiers doivent être punis plus sévèrement, dit-elle. Elle soutient que le vol était prémédité et que Marleau a sorti son insigne de policier pour décourager le gérant de porter plainte. M<sup>e</sup> Duhamel suggère d'imposer une probation et une amende. La juge Louise Villemure a mis le tout en délibéré et rendra sa décision le 14 avril prochain.

LAPRESSEAFFAIRES.COM

Abonnez-vous au site de nouvelles financières et économiques le plus consulté au Québec... C'EST GRATUIT

## HEC MONTRÉAL

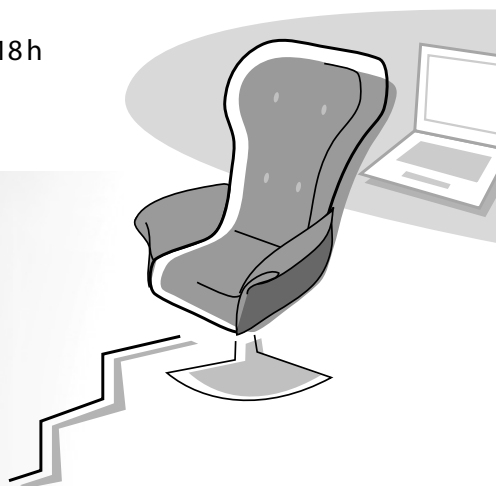
### Vous aimez les défis? Relevez celui qui propulsera votre carrière

Inscrivez vous au MBA qui s'est classé parmi les meilleurs programmes internationaux, selon les magazines *Forbes* et *BusinessWeek*.

Temps partiel (3 ans) en français : format soirée ou format week-end  
Temps plein (1 an) en français ou en anglais

#### Séance d'information

- Centre Mont-Royal  
en français : le mercredi 1<sup>er</sup> mars à 18 h



[www.hec.ca/mba](http://www.hec.ca/mba)  
[mba@hec.ca](mailto:mba@hec.ca)

3384416

Pêches et Océans  
CanadaFisheries and Oceans  
Canada

#### Demande de commentaires du public concernant la recommandation du Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC) d'inscrire les populations suivantes sur la Liste des espèces en péril de la Loi sur les espèces en péril.

Population	Statut recommandé par le COSEPAC
Chevalier cuivré	En voie de disparition
Bar rayé (population de l'estuaire du Saint-Laurent)	Disparu du pays
Brochet vermiculé	Préoccupant
Raie tachetée (population du sud du golfe du Saint-Laurent)	En voie de disparition
Raie tachetée (population de l'est du plateau néo-écossais)	Menacé
Bar rayé (population de la Miramichi : sud du golfe du Saint-Laurent)	Menacé

Lorsqu'une espèce est inscrite à la Liste de la Loi sur les espèces en péril, des mesures de gestion et/ou de rétablissement sont mises en œuvre. De plus, les espèces inscrites comme étant disparues du pays, en voie de disparition ou menacées sont automatiquement protégées par des interdictions prévues à la Loi.

Vous pouvez nous faire connaître votre opinion sur les propositions d'inscription en vous procurant les guides de consultation sur le site du registre public à l'adresse : [www.registrelp.gc.ca](http://www.registrelp.gc.ca)

Ou auprès du :

Bureau de coordination, Espèces en péril  
Pêches et Océans Canada  
Mont-Joli (Québec) Canada  
Tél. : 1 877 775-0848  
Courriel : [especesperilqc@dfo-mpo.gc.ca](mailto:especesperilqc@dfo-mpo.gc.ca)

L'information que vous nous communiquez est importante; elle servira à préparer des recommandations au sujet de l'inscription de ces espèces sur la liste des espèces en péril.



## Que du hasard.

Vous savez pourquoi on appelle ça des jeux de hasard ? Justement, parce que c'est juste un jeu et que ce n'est rien que du hasard. La plupart des gens comprennent ça.

Mais si vous croyez que vous pouvez avoir le dessus sur une machine ou que vous êtes capable de prévoir les résultats, là... ce n'est plus juste un jeu.

Il existe de l'aide. Appelez. Vous n'avez rien à perdre.

Jeu : Aide et Référence 1 866 SOS-JEUX

une initiative de Loto-Québec

[mise-sur-toi.loto-quebec.com](http://mise-sur-toi.loto-quebec.com)

« Les VRAIES affaires »...

# BRAULT & MARTINEAU

10 grands magasins  
braultetmartineau.com

C'EST LA RELÂCHE.  
PROFITEZ-EN!

On s'occupe de vous

**JVC** Mini DV

Caméscope numérique avec écran ACL de 2,5 po  
CCD 1,33 mégapixels de 1/4 po,  
zoom numérique 700x, zoom optique 10x, lumière automatique intégrée.  
**12 mois de garantie**

**11<sup>08</sup>\$**  
par mois  
ou  
**399<sup>9</sup>\$**



**Panasonic** Mini DV

Caméscope numérique Palmcorder® avec écran ACL de 2,5 po  
Zoom optique 30x, zoom numérique 1000x, fente pour carte mémoire SD, bloc-batterie de 3 heures.  
**12 mois de garantie**

**15<sup>25</sup>\$**  
par mois  
ou  
**549<sup>9</sup>\$**



**HITACHI** DVD CAM 16:9

Caméscope DVD avec écran ACL de 2,5 po  
Zoom optique 16x, zoom numérique 240x, enregistrement et lecture de formats DVD-RAM/DVD-R, carte mémoire SD/MMC, capteur DCC 680K.  
**12 mois de garantie**

**18<sup>03</sup>\$**  
par mois  
ou  
**649<sup>9</sup>\$**



**36 VERSEMENTS SANS INTÉRÊT\***  
JUSQU'EN FÉVRIER 2009 SUR LES MEUBLES, MATELAS, ÉLECTROMÉNAGERS ET APPAREILS ÉLECTRONIQUES



**Livraison gratuite 7 jours sur 7 dans un rayon de 200 km\***

\*Détails en magasin.

**HEURES D'OUVERTURE :**

Lundi au vendredi 9 h à 21 h  
Samedi 9 h à 17 h  
Dimanche 10 h à 17 h

**braultetmartineau.com**

Soyez en ligne avec :  
Nos promotions  
Nos guides conseils  
Nos idées-cadeaux  
Nos albums-photos et événements  
Nos CONCOURS WEB

A UN CLIC DE CHEZ VOUS

BROSSARD Tél. : (450) 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)  
GATINEAU Tél. : (819) 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Promenades)  
KIRKLAND Tél. : (514) 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)  
LASALLE Tél. : (514) 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)  
LAVAL Tél. : (450) 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)

REPENTIGNY Tél. : (450) 470-0815 • 145, Rue de Lafayette (près du boul. Brien)  
ROCK FOREST Tél. : (819) 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)  
SAINT-HUBERT Tél. : (450) 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Promenades)  
SAINT-LÉONARD Tél. : (514) 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)  
SAINTE-THÉRÈSE Tél. : (450) 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)



Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau



## FAITS ET GESTES

## AILÉS

Les Canadiens ont des ailes. Ils prennent l'avion plus de 10 millions de fois par an pour aller à l'étranger.

PHOTO: BERNARD BRAULT/LA PRESSE



En proportion de leur population, les Canadiens voyagent trois fois plus par avion que les Américains et 15 fois plus que les Mexicains. Les Européens prennent l'avion le plus souvent au monde, avec en moyenne un voyage pour deux

habitants. Les Canadiens peuvent entrer dans 125 pays sans visa, tandis qu'il s'agit de 127 pour les Européens, de 130 pour les Américains, mais de seulement 12 pour les Afghans. — François Berger

Source : Agences statistiques gouvernementales; Henley &amp; Partners

## SPVM: dérapage de policiers

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Trois policiers prêts à fendre la tête d'un promeneur simplement parce qu'il accompagne un ami ayant traversé la rue à un feu rouge. Un quatrième agent capable de produire un faux rapport et de feindre l'amnésie pour protéger ses collègues. Un commerçant surgi de nulle part pour emmêler encore des témoignages tissés de contradictions...

Le Comité de déontologie policière a rendu cette semaine une décision qui écorche le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

L'histoire commence pendant les festivités du Grand Prix, vers 2 h du matin, le 13 juin 2003. Plusieurs voies sont bloquées dans le secteur de la rue Crescent et du boulevard de Maisonneuve. Deux monteurs-

assembleurs dans la vingtaine, Stéphane Frenette et Karim Diallo, sortent tranquillement d'un bar.

Pressé d'aller continuer la fête ailleurs, le premier fait fi d'un feu rouge, narguant le policier Éric Comeau qui l'observe de sa voiture. Prudent, Karim Diallo remonte plutôt sur le trottoir et attend que le feu passe au vert avant d'aller intercéder en faveur de son camarade.

Mal lui en prend. Surgis de nul part, trois colosses pesant chacun entre 200 et 220 livres se jettent soudain dans la mêlée et le menotent sans lui poser de question. Dans l'empoignade, le frère Montréalais de 138 livres reçoit un coup — sans doute de matraque — et tombe sur le sol. Emmené dans une rue parallèle, la tête en sang, il refuse les soins d'Urgences-santé et se

rend seul à l'hôpital Charles-Le Moyne, où on recoud sa plaie.

Plaqué contre le capot d'une voiture durant toute la bagarre, son ami est plutôt abandonné par les policiers à une demi-heure de marche de la rue Crescent.

## Une intervention «échevelée»

Selon le Comité de déontologie, les trois agresseurs de M. Diallo n'ont pas respecté l'intégrité physique de ce dernier et méritent d'être punis. « L'action policière porte la marque de l'impulsivité débridée, et le contenu des rapports enjolive la situation en leur faveur », indique la décision rendue mardi.

En réalité, écrit le Comité, « les policiers se bousculent à qui mieux mieux sur le dos d'un citoyen sans en connaître les raisons et, surtout,

sans savoir s'ils ont le pouvoir d'agir ainsi à son égard ».

Le premier agent, Laurent Gingras, frappe « aussi soudainement qu'inutilement », précise la décision. Quant à ses collègues, Roberto Mileto (déjà condamné pour avoir frappé un citoyen) et Patrick Pelletier, ils « participent à l'action les yeux fermés ».

Pour le Comité, la thèse de l'accident ne tient pas du tout. Il ne croit pas non plus le commerçant venu appuyer les policiers à la toute dernière minute. Et il croit encore moins le rapport disant que Karim Diallo était ivre et impoli.

À ses yeux, pour avoir feint en plus l'amnésie et refusé de collaborer avec l'administration de la justice, l'agent Éric Comeau mériterait lui-même une plainte en déontolo-

gie. « Son témoignage, dit-il, est un monument d'élucubrations et constitue une tentative réfléchie d'é luder la vérité. »

« Il faut avoir observé cette personne lors de son témoignage pour comprendre jusqu'à quel point le rôle de niais qu'il se donne sonne faux. Le Comité est franchement étonné par le manque de respect pour son uniforme et pour le serment qui lui permet de le porter. Que signifie cette mascarade ? »

En 2004, une juge de la Cour municipale a jugé les policiers tout aussi peu crédibles lorsqu'ils ont accusé Karim Diallo d'agression. Mais puisque le jeune homme s'est bel et bien débattu lors de son arrestation, le Comité de déontologie ne leur reproche pas d'avoir porté de fausses accusations.

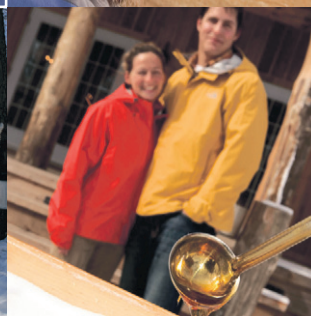
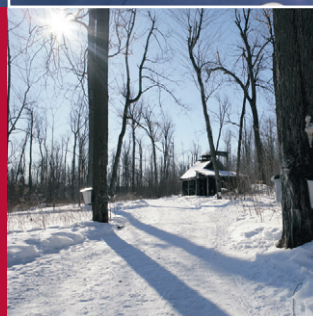
## La Montérégie

## L'érable, de la palette à la fourchette



Un plaisir sucré à partager  
25 cabanes à sucre  
transforment votre printemps

Un plaisir sucré à déguster  
15 chefs réinventent  
la tradition de l'érable



Ce printemps, la Montérégie est la destination du temps des sucres au Québec. Vingt-cinq cabanes à sucre vous ouvrent leurs portes pour vous faire vivre une expérience gourmande traditionnelle et inoubliable.

## SUROÏT

Sucrerie de la Montagne  
[www.sucrerie.delamontagne.com](http://www.sucrerie.delamontagne.com)

Érablière Saint-Henri  
[www.erabliere-st-henri.qc.ca](http://www.erabliere-st-henri.qc.ca)

La Sucrerie des Gallant  
[www.gallant.qc.ca](http://www.gallant.qc.ca)

Cabane à sucre Marc Besner  
[www.cabanemarcbesner.com](http://www.cabanemarcbesner.com)

Sucrerie La Seigneurie  
[www.sucrerie.laseigneurie.ca](http://www.sucrerie.laseigneurie.ca)

Cabane à sucre Ferme Hillspring  
[www.fermehillspring.com](http://www.fermehillspring.com)

L'Hermine  
[www.hermine.ca](http://www.hermine.ca)

## RIVE-SUD

Érablière Le Rossignol  
[www.lerossignol.ca](http://www.lerossignol.ca)

Chalet du Boisé  
[www.chaletduboise.com](http://www.chaletduboise.com)

## RIVIÈRE RICHELIEU

Cabane à sucre Malouin  
[www.cabaneasucre.net](http://www.cabaneasucre.net)

Cabane à sucre Handfield  
[www.aubergehandfield.com](http://www.aubergehandfield.com)

Aux délices des saisons  
[www.buffetmichel.com](http://www.buffetmichel.com)

Érablière Maurice Jeannotte  
[www.jeannotte.ca](http://www.jeannotte.ca)

L'Érablière Raymond Meunier et fils  
[www.meunier.qc.ca](http://www.meunier.qc.ca)

Érablière À la Feuille d'Érable  
[www.alafeuillederable.com](http://www.alafeuillederable.com)

Érablière Au Sous-Bois inc.  
[www.cabaneasucre.com](http://www.cabaneasucre.com)

Érablière Au Toit Rouge  
[www.autoitrouge.com](http://www.autoitrouge.com)

Érablière Charbonneau inc.  
[www.erablierecharbonneau.qc.ca](http://www.erablierecharbonneau.qc.ca)

Érablière La Goudrelle  
[www.goudrelle.com](http://www.goudrelle.com)

Érablière Le Beau-Site  
[www.beau-site.ca](http://www.beau-site.ca)

Érablière Le Rossignol  
[www.lerossignol.ca](http://www.lerossignol.ca)

Érablière au Pain de Sucre  
[www.erablieredugolf.com](http://www.erablieredugolf.com)

## MONTÉRÉGIE-EST

Les Quatre Feuilles  
[www.lesquatrefeuilles.com](http://www.lesquatrefeuilles.com)

Domaine Saint-Simon  
[www.domaine-st-simon.qc.ca](http://www.domaine-st-simon.qc.ca)

Érablière L'Autre Versan  
[www.autreversan.com](http://www.autreversan.com)



En collaboration avec :



Commandez notre brochure de promotion au :

1 800 469-0069 ■ [www.tourisme-monteregie.qc.ca](http://www.tourisme-monteregie.qc.ca)

## Avocat accusé de complot et d'entrave

M<sup>e</sup> Alain Dubois, 52 ans, un avocat bien connu sur la Rive-Sud, a été formellement accusé avec un de ses clients, Christian Meunier, 38 ans, de complot, de tentative d'entrave et d'entrave à la justice. Les faits qui leur sont reprochés se seraient déroulés entre le 1<sup>er</sup> octobre 2002 et le 25 avril 2004, à Brossard, Saint-Constant et Longueuil. Le ministère public soutient que les deux hom-

mes ont tenté d'influencer un témoin afin qu'il modifie sa version des faits dans une cause de conduite dangereuse dans laquelle Meunier était accusé. Hier, les deux accusés brillaient par leur absence, ayant choisi de se faire représenter par l'avocat Philip Schneider. La suite de la procédure judiciaire a été fixée au 10 avril prochain. La Presse

DORVAL INT'L AÉROPORT - HÉRITAGE VEND AUX ENCHÈRES ENTREPÔT INT'L

## ENCAN PUBLIC

SAISI - IMPAYÉ - CARGAISON MANQUÉE À SES ENGAGEMENTS  
CARGAISON AÉRIENNE CONFISQUÉE PAR ENTREPÔT DE FRET  
POUR NON-PAIEMENT; BIJOU IMPORTÉ. PLUS DE 100 ARTICLES  
D'AUTRES PARTIES(PARTIS) CONTRACTUELLES. TAPIS PERSANS  
EXCELLENTS

DEVOIRS D'IMPORTATION et IMPÔTS ONT PAYÉ ORDONNÉ(COMMANDÉ) POUR ÊTRE VENDU  
MORCEAU PAR MORCEAU AU SOUMISSIONNAIRE LE PLUS HAUT

Choix énorme de bijou d'or et de diamant :  
Perles de Saphirs d'Émeraudes de Rubis de Diamants  
Tanzanites Topazes Bleues Citrines Boucles d'oreilles d'Anneaux

Comme Nouvelle Condition :  
Rolex Cartier Piaget Vacheron Constantine Chopard Omega Collier de Bracelets/Chaînes

PRÉSIDENT ROLEX POUR HOMMES DANS 18KT. OR BLANC W/DIAMANTS

Dimanche, le 26 février 2006  
Vente aux enchères à 14h00. Observation de 13h00.  
Aéroport de Dorval - 2070 Ave. Chartier  
Côte de Leisse, 55 Ave. Nord, directement sur Chartier

Photo I.D. exigé sur enregistrement. Toute la finale de ventes. Termes : Visa, député, Intrac, chèque Liquide, Certifié. La prime d'Acheteurs de 15 % à être ajoutée. Quelques réserves s'appliqueront. Vente soumise à commentaires, effacements, erreurs et omissions. Commissaires-priseurs d'Héritage Internationaux.

Ski de Fond  
Le Spécialiste

Touring • Course • Hors piste

- Cliniques de fartage
- Rabais sur équipement complet
- Grand choix de vêtements et accessoires

**André Jac Sport**

5520, boul. des Laurentides, Laval

(450) 622-2410 / Sans frais 1 800 997-2410

\*Jusqu'à épuisement des stocks. Hâtez-vous !

# POUR VOUS ÉVITER L'EXPLORATION D'UN OcéAN DE PRIX.



ON  
PENSE  
À TOUT



NOLITOURS.COM

## 1079\$ - 1359\$

**MARGARITA**  
Venezuela  
Flamenco Hotel Villas & Beach Club  
3★ TOUT compris - 7 nuits  
dimanche, 12 mars **1079\$**

**PUERTO VALLARTA**  
Mexique  
Getaway Club Puerto Vallarta  
2+★ TOUT compris - 7 nuits  
Chambre éco - jeudi, 9 mars **1089\$**

**MANAGUA**  
Nicaragua  
Barceló Montelimar Beach  
4★ TOUT compris - 7 nuits  
mardi, 7 mars **1159\$**

**SANTIAGO DE CUBA**  
Cuba  
Brisas Sierra Mar  
3+★ TOUT compris - 7 nuits  
vendredis, 10, 17 mars **1159\$**

**PUERTO PLATA**  
République dominicaine  
Hotetur Villas Doradas Resort  
3★ TOUT compris 24 heures - 7 nuits  
mercredi, 8 mars **1169\$**

**ACAPULCO**  
Mexique  
Calinda Beach Acapulco  
3+★ Presque TOUT compris - 6 nuits  
jeudi, 9 mars **1199\$**

**VARADERO**  
Cuba  
Hotel Palma Real  
3+★ TOUT compris - 7 nuits  
lundi, 13 mars **1199\$**

**SAN ANDRÉS**  
Decameron  
San Luis  
3★ TOUT compris - 7 nuits  
jeudi, 9 mars **1239\$**

**PUERTO PLATA**  
République dominicaine  
Occidental Caribbean Village  
3★ TOUT compris - 7 nuits  
samedi, 11 mars **1299\$**

**PUERTO PLATA**  
République dominicaine  
Paradise Beach Resort & Casino  
3+★ TOUT compris - 7 nuits  
Chambre éco - vendredi, 10 mars **1299\$**

**CAYO COCO**  
Cuba  
NH Krystal Beach Resort (ancien. El Senador)  
4★ TOUT compris - 7 nuits  
lundi, 20 mars **1349\$**

**CAYO COCO**  
Cuba  
NH Krystal Beach Resort (ancien. El Senador)  
4★ TOUT compris - 7 nuits  
lundi, 13 mars **1359\$**

## 1379\$ - 1499\$

**RIVIERA MAYA**  
Mexique  
Real Playa del Carmen  
3★ TOUT compris 24 heures - 7 nuits  
mercredi, 8 mars **1379\$**

**VARADERO**  
Cuba  
Hotel Palma Real  
3+★ TOUT compris - 7 nuits  
jeudi, 16 mars **1379\$**

**SAN ANDRÉS**  
Decameron  
San Luis  
3+★ TOUT compris - 7 nuits  
jeudi, 16 mars **1399\$**

**PUNTA CANA**  
République dominicaine  
IFA Bavaro Village Beach Resort  
3+★ TOUT compris - 7 nuits  
dimanche, 12 mars **1399\$**

**PUNTA CANA**  
République dominicaine  
IFA Bavaro Village Beach Resort  
3+★ TOUT compris - 7 nuits  
mardi, 21 mars **1399\$**

**HOLGUIN**  
Cuba  
Brisas Guardalavaca  
4★ TOUT compris - 7 nuits  
samedi, 11 mars **1459\$**

**SAN ANDRÉS**  
Royal Decameron  
Marazul Resort  
3+★ TOUT compris - 7 nuits  
jeudi, 9 mars **1469\$**

**PANAMA**  
Royal Decameron  
Beach Resort, Golf, Spa & Casino  
4★ TOUT compris - 7 nuits  
lundi, 13 mars **1469\$**

**HOLGUIN**  
Cuba  
Brisas Guardalavaca  
4★ TOUT compris - 7 nuits  
dimanche, 12 mars **1479\$**

**CAYO COCO**  
Cuba  
Tryp Cayo Coco  
4★ TOUT compris - 7 nuits  
dimanche, 19 mars **1489\$**

**PUERTO PLATA**  
République dominicaine  
Bahia Principe San Juan  
4★ TOUT compris 24 heures - 7 nuits  
vendredi, 17 mars **1489\$**

**PANAMA**  
Royal Decameron  
Beach Resort, Golf, Spa & Casino  
4★ TOUT compris - 7 nuits  
lundi, 20 mars **1499\$**

## PLUS DE 1499\$

**PANAMA**  
Intercontinental Playa Bonita  
Beach Resort & Spa  
4+★ TOUT compris - 7 nuits  
lundi, 13 mars **1539\$**

**PUERTO VALLARTA**  
Mexique  
Palladium Vallarta Resort  
4★ TOUT compris - 7 nuits  
jeudi, 16 mars **1549\$**

**EL SALVADOR**  
Royal Decameron  
Salinitas  
4★ TOUT compris - 7 nuits  
jeudi, 16 mars **1569\$**

**HOLGUIN**  
Cuba  
Hotel Playa Pesquero  
4+★ TOUT compris - 7 nuits  
dimanche, 17 mars **1599\$**

**RIVIERA MAYA**  
Mexique  
Real Playa del Carmen  
3★ TOUT compris 24 heures - 7 nuits  
vendredi, 17 mars **1599\$**

**PUNTA CANA**  
République dominicaine  
Ocean Cana Beach Resort  
4★ TOUT compris 24 heures - 7 nuits  
mardi, 14 mars **1649\$**

**ACAPULCO**  
Mexique  
El Cano  
4★ Presque TOUT compris - 9 nuits  
lundi, 6 mars **1649\$**

**VARADERO**  
Cuba  
Sol Palmeras  
4★ TOUT compris - 7 nuits  
lundi, 13 mars **1669\$**

**PUNTA CANA**  
République dominicaine  
Barcelo Bavaro Beach Resort  
4★ TOUT compris - 7 nuits  
vendredi, 10 mars **1669\$**

**PUERTO VALLARTA**  
Mexique  
Crown Paradise Club  
4+★ TOUT compris - 7 nuits  
jeudi, 16 mars **1699\$**

**PUNTA CANA**  
République dominicaine  
Catalonia Bavaro Beach  
4+★ TOUT compris - 7 nuits  
jeudi, 9 mars **1799\$**

**RIVIERA MAYA**  
Mexique  
Sunscape Puerto Aventuras  
4+★ TOUT compris - 7 nuits  
mercredi, 15 mars **1839\$**

## FORFAIT DU JOUR



**EXCLUSIVITÉ**  
**EL SALVADOR**  
Royal Decameron  
Salinitas  
4★ TOUT compris  
7 nuits  
jeudi, 9 mars

# 1299\$

VISITEZ [NOLITOURS.COM/lapresse](http://NOLITOURS.COM/lapresse) POUR TOUT SAVOIR SUR CETTE DESTINATION ET SUR PLUS DE 100 AUTRES FORFAITS TOUT INCLUS.

POUR EFFECTUER UNE RÉSERVATION,  
CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGE.

clubvoyages  
1-877-7-ETOILE

Voyages Sears  
En magasin 1 866 359-7327 .CA

RÉSEAU  
ENSEMBLE  
L'expertise en voyage  
www.ensembletravel.ca

AMERICAN  
EXPRESS  
1.888.414.8747

CAA Voyages  
1 888 549-5559

Départs de Montréal, prix par personne en occupation double en chambre standard, sauf si avis contraire. Les prix incluent les taxes aéroportuaires, la TPS et la TVQ. Les vols sont assurés par Air Transat ou WestJet et les places sont limitées. Les prix annoncés sont en vigueur au moment de la publication et sont valables pour les nouvelles réservations effectuées jusqu'au 28 février 2006. Les primes réservées-tout sont incluses dans les tarifs lorsqu'appliquables. Pour tous les détails et conditions générales, veuillez vous référer à la brochure 2005-2006 de Nolitours. Nolitours est membre de Transat A.T. inc. et titulaire d'un permis du Québec.  
Prix exécutant, 3,50\$/1000\$ de services touristiques pour la contribution des clients au fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.

## ACTUALITÉS

# Rivard dévoile ses nouvelles chansons

PHILIPPE RENAUD

CRITIQUE

COLLABORATION SPÉCIALE

Après avoir longtemps tourné seul avec sa guitare, Michel Rivard a resuscité hier soir son célèbre Flybin Band à l'occasion de Montréal en lumière. Le temps de deux concerts au Spectrum, le chansonnier donne un avant-goût exclusif de son prochain album, *Les Chemins de gravelle*, qu'il lancera en 2007.

Toute une chance pour les nombreux fans réunis au Spectrum : du Rivard tout frais, du Rivard inspiré, entouré de ses *chums* musiciens, ses complices de toujours — Rick Hayworth à la slide et à la guitare électrique, Mario Légaré à la basse, Sylvain Clavet à la batterie et Jean-Sébastien Fournier aux claviers. Les six chansons de ce nouvel album — « la face A du disque », comme

le disait Michel Rivard — laissent déjà entrevoir un effort beaucoup plus éclectique que l'était *Maudit bonheur*, son dernier album studio paru en 1998 (déjà !).

Rivard a choisi de balancer en bloc ses nouvelles chansons en plein milieu du spectacle, après en avoir prévenu le public. Interprétée en solo, *Photo dans ma tête* s'est avérée une parfaite et touchante chanson folk, au jeu de guitare léger et dont le texte imagé évoque les photos qu'on prend sans appareil pour les garder dans sa mémoire. L'orchestre est ensuite revenu pour *Confiance*, mue par un riff de guitare récurrent sur lequel s'épanchait l'accordéon de Fournier.

*Si, par malheur...*, c'est du Rivard classique : chanson pop légère, texte fort en images, embelli par la mélodie sifflée du refrain. La chanson titre du nouvel album, *Les Chemins de gravelle*, fait un clin d'oeil à son ami, le regretté homme de théâtre Robert

Gravel : « Y a quelque chose de lui là-dedans. » La mélodie rappelle certains airs de notre folklore, une impression renforcée par la mandoline de Hayworth, mais les arrangements ramènent à la pop et au folk (les nappes de synthétiseur étaient peut-être de trop).

Vient ensuite *Une bonne affaire* au ton plus rock, plus sombre aussi, où Michel Rivard chante de façon presque inquiétante, récitant parfois certains passages de ses couplets. Enfin, le chansonnier a présenté *Rivière sans sa guitare*, chanson solennelle comme l'est *Je voudrais voir la mer*, la dimension épique en moins. S'appuyant sur une basse très présente, une batterie plus discrète et des accords de pianos, il y avait là une belle poésie et une présentation qui tranchait des envolées folk que Rivard semble chérir ces temps-ci.

Car le spectacle a débuté sur des accents country-folk des plus agréables qui, à plusieurs occasions, ont

donné un nouveau lustre aux chansons connues. Nourrie à la slide guitar, *Maudit Bonheur* a ouvert le bal, suivie du *Goût de l'eau...* qui goûtait plutôt le zydeco. Rafraîchissant ! Sur une musique de Patrick Normand, *La Guitare de Jérémie* a donné à Hayworth l'occasion de se fendre d'un solo bien senti.

Dans le dernier tiers de la soirée, après les nouvelles chansons, Rivard a donné ses plus étonnantes lectures. *Rive-Sud* joliment brouillonne, badigeonnée de guitare et de Hammond, *Tout simplement jaloux* façon Van Morrison jazzée, *La Chanteuse*, l'excellente *Toute personnelle fin du monde* à la sauce country, *C'est un mur* très bien rajeunie par les arrangements beaucoup plus rock, puis *Le Privé*. Au rappel, Rivard et son Flybin Band nous ont gâtés avec les incontournables du chansonnier... mais nous garderons la surprise des titres pour ceux qui iront l'entendre ce soir, toujours au Spectrum !

## FESTIVAL DE CINÉMA

## La SODEC admet des ratés

STÉPHANIE BÉRUBÉ

Après les nombreuses révélations concernant la SAQ, une autre société d'État québécoise est dans la tourmente cette semaine : le président de la SODEC a admis hier qu'il y avait eu des ratés dans le choix de L'Équipe Spectra pour organiser un festival de cinéma à Montréal.

« Il n'y a pas eu d'erreur dans l'intention : il y a eu des erreurs dans la façon dont ça s'est fait », a avoué hier Jean-Guy Chaput, président de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC), au lendemain de sa comparution devant une commission parlementaire particulièrement mouvementée. L'opposition officielle a révélé cette semaine certaines irrégularités dans le processus de sélection qui a suivi l'appel de propositions.

Quand L'Équipe Spectra a finalement été choisie pour organiser « le » grand festival de cinéma de Montréal, en 2004, l'entreprise était appuyée par un regroupement de professionnels de l'industrie. Parmi eux, l'homme d'affaires et de cinéma Daniel Langlois, alors président du Festival du nouveau cinéma (FNC), qui participait aussi à l'appel de propositions. La SODEC a conclu qu'il s'agissait de la meilleure offre sur la table. Elle a donné sa bénédiction, et ses subventions, à la naissance du nouveau festival de Spectra, qui devait collaborer avec le FNC.

« Nous aurions dû nous demander si Sheila de la Varenne (directrice du FNC) et Daniel Langlois représentaient vraiment le Festival du nouveau cinéma et si le regroupement derrière Spectra existait vraiment », a admis Jean-Guy Chaput. Pour quiconque suit cette histoire des festivals depuis 18 mois, c'est un important aveu de faiblesse.

On le sait maintenant, ce mariage annoncé avec le nouveau festival de Spectra n'a pas été approuvé par le conseil d'administration du FNC. Ce qui a mené à la démission de Sheila de la Varenne et de Daniel Langlois. Quant au regroupement qui entourait Spectra, il s'est depuis désagrégé.

Lorsque la SODEC a vu que les deux festivals ne fusionneraient pas, n'aurait-il pas été plus sage de mettre le projet en veilleuse pour 2005 ? « Il était trop tard : on s'était commis envers Spectra », répond Jean-Guy Chaput, qui admet aujourd'hui qu'il aurait peut-être mieux valu attendre avant de mettre au monde un troisième festival de cinéma généraliste à Montréal, après le FNC et le Festival des films du monde de Serge Losique. Comme les gens de Spectra l'assuraient que tout allait rondement et que les commanditaires étaient déjà mêlés au projet, les institutions publiques ont appuyé la naissance du FIFM en 2005.

Quant à ce qu'il appelle « la déconfiture » du FIFM, ce n'est pas à la SODEC d'en porter le blâme, dit M. Chaput, qui a bien donné quelques conseils personnels à Alain Simard. Comme de cesser de se mettre en évidence dans l'organisation du FIFM.

« Toute cette histoire-là est excessivement triste pour Montréal », conclut M. Chaput. La SODEC attend maintenant une nouvelle proposition, que le FNC doit déposer avant la fin du mois. Le groupe présentera un projet de festival bonifié. C'est un peu le retour à la case départ pour lui. Jean-Guy Chaput affirme aussi maintenant que si Losique lui présente une demande d'aide qui respecte les règles de la société d'État, il est prêt à lui rendre ses subventions. « Nous n'avons pas de liste noire », assure-t-il. Le FIFM avait perdu l'appui de la SODEC à la suite du rapport Secor qui révélait des lacunes dans sa gestion.

Le rapport Secor, l'appel de propositions et le choix de Spectra ont été décidés conjointement par la SODEC et Téléfilm Canada. La SODEC est passée à table cette semaine, a répondu aux questions des parlementaires jeudi et des journalistes vendredi. À Téléfilm Canada, on refuse toujours de s'expliquer sur ce sujet.



**Mon REER RBC®, j'y coticise judicieusement... en un rien de temps !**

« Chaque année, je cours pour faire ma cotation REER avant la date limite. Heureusement que je peux compter sur RBC jusqu'à la dernière minute. Je sais qu'en passant à n'importe quelle succursale, je vais trouver un spécialiste des placements pour me conseiller un portefeuille géré par des professionnels et adapté à mes objectifs. Comme quoi c'est possible d'investir vite et bien ! »

**Composez le 1-800-ROYAL® 1-1, passez à une succursale ou consultez le [rbcbanqueroyle.com/reer](http://rbcbanqueroyle.com/reer).**

**J E C H O I S I S > R B C** <sup>mc</sup>

Les spécialistes des placements de RBC Groupe Financier sont des employés de Fonds d'investissement Royal Inc. Les conseils en placement et les services de planification financière sont offerts par Fonds d'investissement Royal Inc., Fonds d'investissement Royal Inc., RBC Gestion d'Actifs Inc. et la Banque Royale du Canada sont des entités juridiques distinctes et affiliées. Fonds d'investissement Royal Inc. est inscrit au Québec en tant que cabinet de services financiers.

Les fonds RBC sont offerts par RBC Gestion d'Actifs Inc. et distribués par des courtiers autorisés. Les placements en fonds communs peuvent entraîner des commissions, des frais de suivi et des frais et dépenses de gestion. Veuillez consulter votre spécialiste et lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs ne sont pas garantis, leur valeur change fréquemment et les rendements antérieurs ne se répètent pas nécessairement.

© Marques déposées de la Banque Royale du Canada. RBC est une marque déposée de la Banque Royale du Canada. <sup>mc</sup> Marque de commerce de la Banque Royale du Canada. © 2005 COVAN. Utilisée sous licence.



Fière partenaire

# «Amor... able» Arielle

MARIE-CHRISTINE BLAIS  
CRITIQUE

Et dire que je suis tout à fait incapable de supporter Arielle Dombasle au grand écran ou quand elle chante des airs classiques ! Il m'a même fallu plusieurs semaines pour assumer en public le fait que je raffolais de son album *Amor Amor*, composé d'airs latinos des années 50 et 60. Pire, j'ai même passionnément son duo avec Julio Iglesias ! Aujourd'hui, autant y aller du *coming out* total et l'admettre céans : j'ai adoré son spectacle, hier soir, au théâtre Maisonneuve, dans le cadre de Montréal en lumière (présenté de nouveau ce soir).

Pouquoi, *por qué* ? D'abord parce qu'elle a véritablement une très belle voix, l'Arielle longiligne, avec un vibrato parfois poignant et un registre étonnant. Je l'avoue, j'étais convaincue que, sur scène, elle aurait dû peiner un filet de voix à la Vanessa Paradis ou, pire, à la Mylène Farmer ! Nenni, la blonde dame a fait son conservatoire de musique et cela s'entend. Elle a du coffre et du métier, elle a même quelque chose d'Yma Sumac dans le timbre !

Ensuite, la belle *miss* de 47 ans est entourée de sept musiciens exceptionnels (deux violons, un *guitaron*, une trompette, deux percussions), venus de Cuba, du Mexique, d'Argentine, etc. Car un jour, au hasard d'un tournage à Cuba (« avec l'adorable Jean-Paul Belmondo », prend-elle la peine de préciser négligemment), elle entend un guitariste jouer, s'en approche, reconnaît les airs qui ont bercé son enfance : fille de parents français, elle est née aux États-Unis et a grandi au Mexique jusqu'à l'âge de 18 ans. Elle se met donc à chanter avec lui. Quatre ans plus tard, ce guitariste, Pancho Gonzalez, est sur la scène du théâtre Maisonneuve avec sa guitare et Arielle, et celle-ci chante les *boleros* (les *slows* latinos), rumbas et cha-cha-cha qui les ont réunis : *Perfidia*, *Amapola*, *Quiere Me*, *Quizas, quizas, quizas*, *Piel canela*, etc.

Elle n'y aurait que la voix, les musiciens et le répertoire que ça donnerait déjà un bien bon spectacle. Mais celle qui semble avoir inspiré la longueur des jambes et la taille de Barbie (dur pour le moral, les filles, quoi-qu'on se souhaite toutes ce look à 47 ans...) fait beaucoup plus que cela. En bonne interprète qu'elle est — tant à l'écran que sur scène —, elle propose un spectacle en trois temps, trois atmosphères et trois personnages. D'abord, des chansons espagnoles plus nostalgiques et tristes, qu'elle chante à la manière d'une star des années 50, altière et vamp, avec une perruque à la Marilyn Monroe et une sensualité soulignée par la belle longue robe noire qu'elle porte sans rien dessous, comme en témoignent quelques bandes transparentes judicieusement placées.

L'orchestre interprète alors, seul et avec brio, une chanson mexicaine, quand revoilà Arielle moulée dans un fourreau lamé argent. Assise simplement sur un tabouret, elle entonne cette fois des airs anglais populaires dans les années 50 et 60, comme *As Time Goes By* ou *I Wish You Love* (la version anglaise de *Que reste-t-il de nos amours*, de Trenet), pendant que, sur un écran, sont projetés des films d'époque en noir et blanc, dont on a ralenti ou répété certaines séquences, avec parfois même des arrêts sur image. C'est vraiment très beau, tout comme la gestuelle retenue de la chanteuse.

Seconde chanson par le groupe seul, tout aussi réussie que la première, et revoici l'éternelle Arielle, vêtue cette fois d'une robe moulante fleurie, avec fleurs dans les cheveux et fleurs en bracelet, qui se transforme en petite fille à la fois candide et perverse pour chanter, danser et sauter pendant des airs plus joyeux et dansants (*Rhum and Coca-Cola*, *Sway*, *Tiduron...*). À travers toutes ces métamorphoses, la chanteuse parle à la fois en espagnol et en français, raconte quelques anecdotes, souligne que c'est son premier spectacle en Amérique, interpelle les musiciens qui lui répondent. Bref, le tout se termine par un feu d'artifice... intime : *Besame mucho* (trèèèèè sensuelle), *Preso nuove* (une chanson triste et violente de la révolution mexicaine) et *Cucurucucu (Paloma)*, magnifiquement interprétée.

Le seul regret ? Que le spectacle ait lieu au théâtre Maisonneuve, où danser entre (ou sur) les sièges est impossible. Qu'à ajouter, sinon *muchos gracias*, *chicana, muchos gracias*, *senora Dombasle*.



PHOTO BOB SKINNER, LA PRESSE ©

Entre Marilyn et Barbie, Arielle Dombasle chante superbement des airs latinos des années 50.

# Un séisme secoue l'ouest du Québec

MALORIE BEAUCHEMIN

Un tremblement de terre d'une magnitude de 4,5 à l'échelle de Richter a secoué l'ouest de la province, hier soir, à 20h39. L'épicentre de ce séisme se trouvait à 8 km au nord de la municipalité de Thurso, dans l'extrême ouest du Québec (à environ 30 km d'Ottawa), selon les informations recueillies par Tremblements de terre Canada, l'organisme chargé de la surveillance sismique au pays. Il s'agit d'un séisme considéré comme « petit » par les autorités.

La secousse, qui a duré une bonne vingtaine de secondes, a été ressentie particulièrement dans la région d'Ottawa et en Outaouais, mais aussi jusque dans les Laurentides et même dans l'ouest de l'île de Montréal. Un séisme d'une telle magnitude est normalement ressenti dans un rayon de 50 à 100 km autour de l'épicentre. Une secousse de cette force est suffisante pour faire tomber quelques bibelots ou ébranler une étagère, dit-on à Ressources naturelles Canada. Les autorités de la région de Gatineau ont été inondées d'appels, mais on ne signalait aucun blessé ni aucun dommage matériel en fin de soirée hier, sauf quelques systèmes d'alarme d'entreprises qui se seraient déclenchés.

# Entre l'école, le ballet, la piscine et ses copines, votre voiture vous aide à la reconduire partout, en toute sécurité.



**Le Diagnostic en ligne OnStar.** Vous allez enfin pouvoir souffler. Chaque mois, le diagnostic en ligne OnStar effectue des centaines de tests diagnostiques sur votre moteur, votre système ABS, vos sacs gonflables et sur les composantes de votre système OnStar et vous envoie les résultats par courriel, en vous indiquant si une intervention est requise. Entre ces messages, vous pouvez appuyer sur le bouton bleu pour lancer un Télédagnostic GM Goodwrench pendant que vous roulez. Tout cela, sans frais additionnels pour les abonnés OnStar admissibles. Appuyez simplement sur le bouton bleu pour vous abonner et recevez des nouvelles de votre voiture par courriel. Choisissez un véhicule qui peut faire son propre diagnostic. Un véhicule équipé d'OnStar.

Appuyez sur le bouton bleu ou visitez [onstar.ca](http://onstar.ca) pour vous abonner.



De: OnStar  
À: Julie Couturier  
Cc:  
Envoyé: 05/03/2006  
Objet: Comme en a été faite la demande, voici votre rapport de Diagnostic en ligne OnStar

**Le Diagnostic en ligne OnStar pour la Relay de Saturn 2006 à partir du 05/03/2006**

Bienvenue ! Nous sommes heureux que vous soyez inscrit au service de Diagnostic en ligne OnStar, un service offert en exclusivité aux propriétaires de véhicules GM équipés du système OnStar. C'est le premier des rapports de courriel mensuels que vous recevrez pour vous aider à assurer l'entretien de votre véhicule. Environ tous les 30 jours vous recevrez un courriel mensuel pour vous assurer que votre véhicule est prêt à prendre la route. Les icônes vertes, jaunes et rouges vous indiquent si une intervention est nécessaire. Pour obtenir plus de détails, cliquez sur les liens.

Aucun service requis   Démarche suggérée   Agissez immédiatement   NIV: 2G1WDS8C069100000

INFORMATION DE TÉLÉDIAGNOSTIC	Service Goodwrench	INFORMATION DE SERVICES
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Moteur et Transmission</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Diagnostic: Terminé: Aucun service requis</li> <li>Informations additionnelles</li> </ul> </li> <li><b>Système de sac gonflable</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Diagnostic: Terminé: Aucun service requis</li> <li>Informations additionnelles</li> </ul> </li> <li><b>Système de freinage antiblocage</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Diagnostic: Terminé: Aucun service requis</li> <li>Informations additionnelles</li> </ul> </li> <li><b>Système OnStar</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Diagnostic: Terminé: Aucun service requis</li> <li>Informations additionnelles</li> </ul> </li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Abonnement OnStar</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Numéro de compte #: 123-4567-890</li> <li>Plan Sain &amp; sauf</li> <li>Date d'expiration 14/12/2006</li> </ul> </li> <li><b>Téléphonie mains libres</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Numéro de téléphone du véhicule: 905.555.0000</li> <li>72 minutes restantes</li> <li>Expiration 21/2/2007</li> <li>Informations additionnelles</li> </ul> </li> <li><b>Radio Satellite XM</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Fin de la période d'essai: 14/03/06</li> <li>Numéro d'identification de la radio: 12345678</li> <li>Votre période d'essai tire à sa fin. Pour vous abonner maintenant, cliquez ici.</li> </ul> </li> </ul>
RENSEIGNEMENTS SUR L'ENTRETIEN		
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Statut de vidange d'huile: 15%</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Prenez rendez-vous avec votre concessionnaire le plus tôt possible.</li> <li>Informations additionnelles</li> </ul> </li> <li><b>Kilométrage: 7 438</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Aucun entretien relié au kilométrage requis.</li> <li>Informations additionnelles</li> </ul> </li> </ul>		
INFORMATION CONCESSIONNAIRE		
<b>Saturn de votre région</b> 1234 RUE ONSTAR VILLE, PROVINCE, CODE POSTAL 514.123.1234		

Si vous avez des questions au sujet de ce rapport ou le Diagnostic en ligne OnStar, communiquez au 1.888.4.ONSTAR (1.888.466.7827) ou appuyez sur le bouton bleu OnStar dans votre véhicule.

Le circuit électrique de votre véhicule (y compris la batterie), le service de téléphonie sans fil et le récepteur de signaux satellites GPS doivent être en bon état de marche pour que les services du système OnStar fonctionnent efficacement. OnStar agit comme lien avec les services d'urgence actuels. La téléphonie mains libres requiert un véhicule configuré adéquatement, un contrat d'abonnement actif, un forfait de minutes prépayé et n'est pas offerte dans certains marchés. Les appels sont transmissibles aux États-Unis et au Canada seulement. Il est possible que le système de reconnaissance vocale OnStar ne reconnaisse pas toutes les tonalités de voix. Le Diagnostic en ligne OnStar est offert sur la plupart des modèles de l'année 2004 et plus récents livrés après le 21 avril 2004 et équipé de l'indicateur de vidange d'huile GM. Non offert dans les Saab 9-3 et 9-5 ni dans les Vibe de Pontiac. Les capacités diagnostiques varient selon le modèle. Adresse de courriel requise. Visitez [onstar.ca](http://onstar.ca) pour connaître les restrictions et détails. ©2005, OnStar Corp. Tous droits réservés. OnStar et le logo OnStar sont des marques de commerce déposées d'OnStar Corp.

# Journée d'enfer pour un restaurateur haïtien



MARC THIBODEAU

ENVOYÉ SPÉCIAL

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE — « Je ne souhaiterais même pas à mon pire ennemi de vivre ça. À un moment, ils disent qu'ils ne te feront rien. Cinq minutes après, ils menacent de te tuer. Cinq minutes plus tard, ils veulent te battre. C'est l'enfer », déclare Jean-Bernard Liautaud.

Ce restaurateur de 38 ans, kidnappé dans la capitale haïtienne il y a 10 jours, revient de loin. Et il se compte « chanceux » d'être toujours là pour raconter son histoire.

« Je me suis retrouvé dans un bouchon de circulation causé par une manifestation de partisans de René Prével, qui venait d'être confirmé président. Comme l'ambiance était plutôt à la fête, j'étais moins sur mes gardes qu'à l'habitude », explique-t-il à *La Presse*.

Un adolescent d'une quinzaine



Des Haïtiens dans un marché du centre-ville de Port-au-Prince, au début du mois.

PHOTO TYLER HICKS, NEW YORK TIMES

d'années est sorti d'un taxi et l'a sommé, pistolet au poing, de le suivre, l'obligeant à laisser son propre véhicule en marche, avec tous ses effets personnels à l'intérieur.

« J'ai tenté de négocier avec lui. Il m'a dit qu'il me tuerait sur-le-champ si je refusais de me taire », relate M. Liautaud, qui s'est retrouvé coincé dans le taxi, volé un peu

plus tôt, entre une demi-douzaine de jeunes malfrats.

Après l'avoir caché dans une maison vide du quartier de Martissant, les kidnappeurs l'ont interrogé sur

sa vie et ses activités. Ils ont ensuite pris contact avec un de ses oncles pour réclamer une rançon de plusieurs centaines de milliers de dollars. Lorsque ce dernier s'est avisé de dire que les parents de M. Liautaud étaient morts, les criminels ont brûlé leur otage à plusieurs reprises avec du plastique fondant. « Je leur avait déjà dit que mes parents vivaient à l'étranger. Ils n'ont pas aimé qu'on ne les prenne pas au sérieux », déclare-t-il, en montrant les blessures sur son cou.

Les contacts ont ensuite été interrompus, au grand dam de la famille de l'homme d'affaires, disséminée en Haïti, en Martinique, aux États-Unis et au Canada. « Ils étaient tous paniqués... Les kidnappeurs m'ont mis dans une chambre pour dormir, mais je n'ai pas réussi à fermer l'œil de la nuit », relate-t-il. Les négociations ont repris le lendemain matin, l'oncle tentant, sur recommandation de la police, de convaincre les ravisseurs d'accepter une rançon plus modeste de 15 000 \$.

« Ils étaient exaspérés par la lenteur des pourparlers. Alors ils ont dit à mon oncle qu'il changerait d'attitude dans cinq minutes, après que j'aurais été battu. Ils ont affirmé qu'ils allaient me mettre un sac de plastique sur la tête et me fouetter avec un câble. C'est à ce moment-là que la police est arrivée, comme dans un film », souligne M. Liautaud. « Il paraît que l'un des bandits a tiré un coup de feu, mais je n'ai rien entendu. J'étais sous le choc. On m'a dit par la suite que le jeune qui m'a braqué avait déjà tué six policiers. Il était vraiment dangereux. »

Même si ce ne fut pas le cas pour M. Liautaud, retrouvé par la police grâce à un signalement opportun, la majorité des cas d'enlèvement dans la capitale haïtienne se concluent par le versement d'une rançon. Souvent, la famille n'avise même pas les autorités, par crainte de compliquer les choses.

La pratique, quasi inexistante en Haïti il y a quelques années, est devenue un véritable fonds de commerce pour les gangs armés. Au plus fort de l'insécurité, en décembre, pas moins de 160 enlèvements ont été officiellement enregistrés.

Des membres de l'élite économique haïtienne se sont entourés de gardes du corps pour éviter d'être pris, certains allant même jusqu'à recourir à des voitures blindées pour leurs déplacements.

Un journaliste haïtien au fait du dossier a indiqué hier que la plus importante rançon versée à ce jour était de 100 000 dollars américains. Les sommes en jeu sont généralement beaucoup plus faibles puisque les enlèvements ne se limitent pas à la classe aisée. Quelques dizaines de dollars peuvent être versés pour obtenir la libération d'une simple marchande de légumes.

Les médias haïtiens ont aussi fait état du cas d'une femme démunie dont l'enfant a eu les yeux crevés avant d'être libéré parce qu'elle était incapable de payer quoi que ce soit.

Selon la Mission internationale de stabilisation des Nations unies (MINUSTAH), qui a mis sur pied une cellule spéciale avec la collaboration de la police pour résoudre les enlèvements, la situation s'est considérablement améliorée puisqu'on n'a recensé que 12 cas depuis le début du mois de février.

Le chef de la police haïtienne, Mario Andrésol, a dit hier sur les ondes de la radio haïtienne qu'il fallait prendre garde de crier victoire puisque plusieurs chefs de gang, espérant obtenir une amnistie du nouveau président, ont mis le holà à leurs activités criminelles sans pour autant remettre leurs armes aux autorités.

Le problème est compliqué par le fait qu'au moins un quart des policiers, de l'avis même de M. Andrésol, sont mêlés à des pratiques illégales comme les enlèvements, qui n'épargnent personne. M. Liautaud connaît « trois ou quatre » amis qui ont été ciblés. « Et ils ne sont pas tous riches », dit-il.

Bien qu'il ait échappé au pire, l'homme d'affaires n'est pas au bout de ses peines. L'un des kidnappeurs ayant réussi à prendre la fuite a rappelé son oncle, à peine 20 minutes après l'intervention policière, pour le prévenir qu'ils reviendraient chercher son neveu.

« Quatre de leurs gars ont été arrêtés et ils n'ont pas eu de rançon. C'est clair qu'ils ne sont pas contents. Ils savent où je travaille et où j'habite. Je ne peux pas reprendre ma vie normale », souligne M. Liautaud, qui espère quitter Haïti sous peu et se rendre au Canada, où il a déjà habité, afin de se mettre à l'abri. Il craint cependant que sa conjointe ne puisse obtenir le visa requis pour l'accompagner. « Je ne veux pas partir sans elle. Je ne serais pas tranquille pour sa sécurité. Les kidnappeurs ont son numéro de téléphone », souligne l'homme d'affaires, qui se dit « écoeuré » par la situation dans son pays.

« Je ne me vois pas continuer à rester ici. Ce n'est pas une vie... » conclut-il.



## LES REER D'ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC VONT VOUS SURPRENDRE

PLUS ACCESSIBLES QUE VOUS NE LE PENSEZ

- Achat à partir de 100 \$
- Aucuns frais de gestion et d'administration
- Remboursement des frais de transfert pour tout montant de 1 000 \$ et plus transféré dans l'un de nos comptes enregistrés, jusqu'à concurrence d'un montant équivalant à 5 % de la somme transférée (maximum de 125 \$)

BONI DE

1%

la première année pour les nouveaux fonds REER\*.

Obligations à taux progressif • Obligations à taux fixe • Obligations boursières

# 1 800 463-5229

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, ainsi que les samedis de février, de 10 h à 16 h.

Pour en savoir plus sur nos produits, visitez le [www.epq.gouv.qc.ca](http://www.epq.gouv.qc.ca)

\*Pour les Obligations boursières, le boni de 1 % est applicable sur le capital investi.

Épargne  
Placements

Québec



Même à l'arrêt, elle les devance toutes.



ASSOCIATION DES JOURNALISTES  
AUTOMOBILE DU CANADA

Meilleure voiture familiale  
de plus de 35 000 \$



## Voici l'Azera.

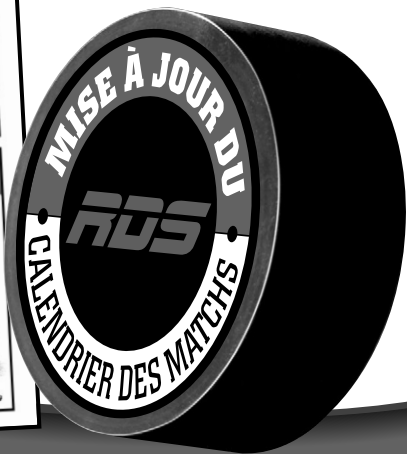
La toute nouvelle berline de luxe de Hyundai. Construite avec un souci du détail inégalé, elle représente la nouvelle norme en matière d'excellence, de qualité et de raffinement. Son équipement de série généreux à de quoi impressionner, tout comme son prix à partir de 34 495 \$.\* Primée avant même sa sortie, l'Azera laisse la concurrence loin derrière, même à l'arrêt.

[hyundaicanada.com](http://hyundaicanada.com)

## AU JEU AVEC LE CANADIEN

### TROIS HOMMES ET UN MANDAT

10 PAGES GRAND FORMAT  
AFFICHE GÉANTE DE CRISTOBAL HUET



#### Un nouveau défenseur arrive chez le Canadien

Les virus du rhume et de la grippe ne passeront plus.

La trépanation nasale en chef du Canadien retournera sur les planches de l'équipe d'hiver COLD-FX, un médicament naturel qui permet de combattre les virus de la grippe et du rhume. Vous aussi, vous pouvez maintenant utiliser COLD-FX en toute confiance.



NE MANQUEZ PAS MARDI DANS LA PRESSE

## ACTUALITÉS

# Chantal Pary reconnue coupable de vol

La chanteuse interjettera appel

MALORIE BEAUCHEMIN

Reconnue coupable hier de vol à l'étalage par la cour municipale de Laval, la chanteuse Chantal Pary entend interjeter appel, se disant victime d'une injustice.

« C'est injuste, je n'ai rien fait, s'est défendue l'artiste de 55 ans, en entrevue à *La Presse*. Depuis le début de procès, j'ai senti un parti pris de la juge pour les arguments de la Couronne. Je ne peux pas laisser ça comme ça, ils salissent ma réputation. »

La 7 mars 2003, l'interprète de *Pour vivre ensemble* a été arrêtée à sa sortie du magasin Simons du Carrefour Laval. Les agents de sécurité ont trouvé dans ses affaires une camisole rouge, d'une valeur de 49 \$. M<sup>me</sup> Pary, dont le vrai nom est Lucie Bernier, clame depuis toujours que le vêtement lui appartenait.

La juge a retenu les arguments de la Couronne, et les cassettes vidéo du magasin comme preuve. « On considère qu'il y a eu des erreurs de droit, et c'est pour cette raison que M<sup>me</sup> Pary ira en appel », a expliqué l'avocate de la chanteuse, M<sup>e</sup> Annie-Sophie Bédard.

Pour sa part, le conjoint de Chantal Pary, le chanteur Carl William, soutient que la Cour a subi une influence négative des médias. « Les médias ont mal informé le public. Moi, je crois que ça a influencé le jugement », a-t-il dit.

La peine sera prononcée le 24 mars, que la Cour supérieure accepte d'entendre la cause en appel ou non. La défense plaidera alors pour une absolution, alors que la Couronne proposera une amende de quelques centaines de dollars. Advenant ce dernier cas, la chanteuse aurait un casier judiciaire et ne pourrait faire une demande de pardon que trois ans plus tard.

Le vol dont M<sup>me</sup> Pary a été reconnue coupable hier n'a rien à voir avec d'autres accusations portées contre elle à la suite du vol d'un collier et d'un pyjama dans des magasins La Baie et Sears à Laval, en novembre 2004. M<sup>me</sup> Pary s'est toujours reconnue coupable de ces deux infractions. Il s'agissait, selon elle, de coups d'éclat destinés « à dénoncer la convergence de Québec ». Pour ces vols, la chanteuse retournera en cour au début du mois de mars pour plaider coupable.

3383190A



# REGIS MILLER

PREND LES GRANDS MOYENS

Solutions de placement

**FONDS**  
Desjardins

Ceci n'est pas seulement un REER

C'EST UNE SOLUTION POUR CHACUN.

**SERVICE DIAPASON FONDS DESJARDINS**

Avec un **taux de satisfaction de 95 %**, voilà une option de placement qui fait l'unanimité et qui a vraiment la cote auprès des investisseurs.

Avec une gamme de **six portefeuilles diversifiés** préétablis pour tous les types d'investisseur, le **Service Diapason** s'avère une solution idéale pour vous simplifier la tâche dans le choix d'un REER qui correspondra à coup sûr à votre profil et à vos besoins!

- Répartition optimale de votre actif en un seul et même placement
- Rééquilibrage périodique
- Augmentation du potentiel de rendement à long terme
- Diminution de la variabilité de l'investissement

**POUR COTISER À VOTRE REER :**

- parlez à un conseiller
- faites le **1 800 CAISSES**
- visitez le **www.desjardins.com/reer**

**Desjardins**

Conjuguer avoirs et êtres

LES FONDS DESJARDINS SONT OFFERTS PAR DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC., UNE COMPAGNIE APPARTENANT AU MOUVEMENT DESJARDINS. LES FONDS DESJARDINS NE SONT PAS GARANTIS, LEUR VALEUR FLUCTUE FRÉQUEMMENT ET LEUR RENDEMENT PASSÉ N'EST PAS INDICATIF DE LEUR RENDEMENT FUTUR. UN PLACEMENT DANS UN ORGANISME DE PLACEMENT COLLECTIF PEUT DONNER LIEU À DES FRAIS DE COURTAGE, DES COMMISSIONS DE SUIVI, DES FRAIS DE GESTION ET D'AUTRES FRAIS. VEUILLEZ LIRE LE PROSPECTUS SIMPLIFIÉ AVANT D'INVESTIR.

3379988

3372419A

## Employés fédéraux mis à l'amende par leur syndicat

MARIE-FRANCE LÉGER

Les fonctionnaires fédéraux du Québec ont plus de chance que leurs confrères de l'Ontario, qui viennent de se voir imposer des amendes de quelques milliers de dollars pour avoir franchi des piquets de grève.

Un juge ontarien vient de donner raison à l'Alliance canadienne de la fonction publique (ACFP), qui a porté plainte contre des syndiqués après la grève de 2004. Se basant sur le code canadien du travail, les représentants de l'ACFP estimaient que certains membres avaient désobéi au mot d'ordre demandant le respect des piquets au cours de cet arrêt de travail tout à fait légal.

L'Ontario devient la troisième province, après la Saskatchewan et l'Alberta, à permettre l'imposition de telles amendes. Même si personne n'a encore été poursuivi pour cette raison au Québec, cela pourrait inspirer l'ACFP-région de Québec. « Au Québec, il n'y a pas de décision là-dessus. Mais c'est un droit que nous nous sommes donné en période de grève », indiquait hier Jérôme Turcq, vice-président pour la région de Québec. Selon M. Turcq, s'il n'y a aucune cause pendante ici, c'est que les fonctionnaires québécois sont plus respectueux des décisions de la majorité.

En Ontario, ces derniers jours, la cour des petites créances a fait connaître à quatre employés de l'Agence des douanes et du revenu les amendes à verser à leur syndicat. Des plaintes ont été déposées contre 196 autres fonctionnaires. L'amende est calculée en fonction du salaire brut par jour de travail.

Un des quatre syndiqués condamnés contestera la décision en alléguant que les 50 \$ que le syndicat alloue pour une demi-journée de piquet ne lui permettent pas de faire face à ses obligations.

Après une grève particulièrement coriace en 1991, l'ACFP s'est dotée d'un mécanisme qui lui permet d'adopter ce genre de résolution afin de calmer la frustration des grévistes qui voyaient des confrères franchir les piquets pour aller travailler. Cette mesure antibrisseurs de grève ne s'applique pas à ceux qui restent chez eux. « Ça concerne seulement quelqu'un qui sait que son unité est en grève légale et qui décide de ne pas respecter le choix de la majorité », a précisé M. Turcq.

Le Code du travail du Québec contient des dispositions antibrisseurs de grève. « Même si quelqu'un entrerait travailler, il ne serait pas payé par son employeur. Le Code encadre très bien ici les situations de grève légale », a précisé Annick Bélanger, de la CSQ.

# MONDE

## De quel côté basculera l'Irak?

Ce n'est sûrement pas un hasard si le mausolée de Samarra a été frappé au moment où les parlementaires irakiens se disputent les meilleures places du pouvoir. Désormais, c'est en entendant gronder la rumeur d'une guerre civile qu'ils doivent rallier les blocs sectaires et ethniques du pays dans un gouvernement d'unité nationale. La tâche est titanesque. Et les conséquences d'un échec seraient catastrophiques.



ISABELLE HACHEY

Des ouvriers en route pour l'usine tirés hors de leur autocar et froidement abattus; des corps d'hommes ligotés gisant aux quatre coins de Bagdad; des dizaines de mosquées pillées, saccagées ou brûlées; des soldats déployés en masse pour patrouiller un pays sous couvre-feu: depuis l'attentat de mercredi au mausolée de Samarra, lieu saint vénéré des chiïtes, l'Irak semble glisser vers une guerre civile. Et c'est sans aucun doute ce qu'espéraient les auteurs de l'attentat.

Ce n'est pas un hasard si cette vague de violence survient au moment où les différentes factions politiques de l'Irak peinent à former un gouvernement, à la suite des élections ayant consacré en décembre la victoire des chiïtes conservateurs. Ceux qui ont attaqué le mausolée avaient sûrement prévu que de sanglantes représailles provoqueraient une impasse politique. Et en effet, au lendemain de l'attentat, le Front de l'accord irakien (sunnite) s'est retiré des négociations pour protester contre l'échec du gouvernement à protéger les mosquées sunnites du pays.

Qui a fait le coup? Tous soupçonnent Al-Qaeda — probablement le seul groupe rebelle ayant intérêt à voir l'Irak sombrer dans une guerre qui ruinerait les chances de réussite d'un futur gouvernement de coalition dominé par les représentants de la majorité chiïte irakienne. Cette perspective fait horreur aux djihadistes, qui considèrent les chiïtes comme de vulgaires apostats et qui rêvent de transformer l'Irak, à coups de bombes, en État sunnite puritain.

### Les insurgés divisés

Ceux qui ensanglantent le pays n'ont pas tous les mêmes objectifs. Trois ans après la chute du régime de Saddam Hussein, leurs divergences sont de plus en plus apparentes. D'une part, les radicaux menés par Abou Moussab al-Zarkaoui, le chef d'Al-Qaeda en Irak, veulent lancer une révolution islamique au Moyen-Orient et n'ont aucun intérêt à voir naître la démocratie en Irak. D'autre part, les insurgés sunnites exigent le retrait des troupes américaines et un rôle au sein du futur pouvoir.

Entre les deux, c'est loin d'être l'harmonie. Au cours des dernières semaines, « il y a eu des affrontements meurtriers entre les groupes sunnites et les troupes d'al-Zarkaoui », explique Sami Aoun, expert québécois du Moyen-Orient.

C'est peut-être l'occasion, attendue depuis longtemps par les Américains, de diviser les djihadistes et les insurgés sunnites, dont plusieurs seraient prêts à négocier une trêve. Déjà, au moins quatre groupes rebelles, composés



PHOTO MOHAMMED IBRAHIM, AP

Ce garçon montre un poster reproduisant l'image du petit-fils du prophète Mahomet, Imam Hussein, lors d'une manifestation qui s'est déroulée hier à Mossoul, au nord-ouest de Bagdad. Les leaders religieux d'Irak ont appelé chiïtes et sunnites hier à se fonder dans la prière plutôt qu'à s'entretenir, les événements des derniers jours ayant fait surgir la menace d'une guerre civile.

d'anciens membres du parti Baass de Saddam Hussein, prépareraient des délégations pour rencontrer le gouvernement irakien. Ils chercheraient surtout à obtenir l'amnistie ainsi que la réhabilitation politique des anciens baassistes.

Le pari des optimistes, c'est que, une fois au Parlement, les nou-

veaux députés sunnites serviront de porte-voix aux insurgés. Leurs revendications mieux entendues, ces rebelles abandonneront enfin les fusils et les bombes, et aideront le gouvernement unifié à reprendre le pays en main.

Pour le moment, toutefois, rien ne dit que ce scénario se concrétisera — et encore moins que la

violence prendra fin rapidement. Car l'insurrection est très fragmentée. Jusqu'ici, on a compté pas moins de 74 groupes rebelles. Aucun n'est assez influent pour convaincre les autres de renoncer aux armes. Certains cherchent au contraire à mettre le feu aux poudres, comme le montrent les tristes événements de cette semaine.

## Dernier acte pour Saddam

ISABELLE HACHEY

« Pourquoi ne vous frappez-vous pas la tête avec votre marteau? » suggère Saddam Hussein au juge en chef en montrant le maillet qu'il tient à la main. Les rires fument dans la salle. Une fois de plus, la vedette du plus populaire vaudeville en Irak ne déçoit pas son audience. Difficile de croire qu'il s'agit du procès d'un ex-tyran sanguinaire accusé du massacre de 148 villageois.

Confusion, vifs échanges, salves d'insultes: depuis le début des audiences, il y a quatre mois, le procès de Saddam Hussein et de sept anciens officiers supérieurs a souvent tourné à la mascarade. Seulement deux des cinq juges originaux sont toujours en poste. Deux avocats de la défense ont été assassinés. Un autre a fui le pays.

Les accusés ont quitté la salle, pour ensuite être forcés de revenir. Vêtu d'un pyjama blanc, Barzan Ibrahim al-Tikriti, demi-frère du dictateur, a été expulsé en traitant la cour de « fille de pute » à grands cris. Mais la vraie star, c'est bien sûr Saddam Hussein, qui se comporte avec l'arrogance d'un homme qui se croit toujours le président de son pays.

Le dernier acte de ce théâtre s'est joué il y a deux semaines, quand les accusés ont annoncé qu'ils avaient entamé une grève de la faim.

Manifestement, les accusés font tout pour détourner l'attention de la raison d'être de leur procès: le massacre de 148 habitants de Du-jail, ordonné en 1982 après une tentative d'assassinat ratée contre Saddam Hussein. Malgré les efforts de l'ex-dictateur et de ses comparses, l'horreur commence pourtant à émerger, grâce à la vingtaine de témoins qui ont déjà été appelés à la barre.

Selon eux, l'opération a été ordonnée par M. al-Tikriti, ancien chef des services de renseignement irakiens. Les gardes du corps de Saddam Hussein ont pris part aux tortures. Des femmes ont été déshabillées, suspendues par les pieds et violemment battues. Un témoin a parlé d'un hachoir à viande alimenté par des êtres humains encore vivants.

Nécessaire, ce procès n'en complique pas moins la situation au moment où une nouvelle classe politique irakienne peine à établir sa légitimité. « Saddam Hussein vole la vedette mais, heureusement, son étoile est déclinante », souligne le politologue québécois Sami Aoun. « Sinon, il aurait marqué des points fantastiques contre le nouveau gouvernement irakien. »

## Le casse-tête commence au ministère de l'Intérieur

ISABELLE HACHEY

Bayan Jaber est le ministre le plus contesté d'Irak. Sous la gouverne de ce conservateur chiïte, le ministère de l'Intérieur est devenu, aux yeux de bien des sunnites, le royaume de l'ar-

**Deux partis chiïtes ont emporté la part du lion aux élections de décembre; les chiïtes dirigent maintenant le ministère responsable de la police.**

bitraire, de la torture et des assassinats. Ils l'accusent d'avoir transformé les forces de sécurité du pays en arme sectaire pour éliminer des membres de leur communauté — question de venger, peut-être, la longue répression dont a souffert la ma-

rité chiïte à l'époque de Saddam Hussein.

En toute logique, le premier ministre Ibrahim al-Jaafari, qui a jusqu'à la mi-mai pour former le gouvernement, devrait écarter M. Jaber du prochain cabinet. D'autant plus que Washington, qui

veut assister à la formation d'une très large coalition dans l'espoir de mettre un terme aux violences, menace de sabrer l'aide versée aux services de sécurité du pays s'il reste en poste.

Mais tout n'est pas si simple. Deux partis chiïtes, le Dawa et le

Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (SCRII), ont emporté la part du lion aux élections législatives de décembre. Or, comme M. al-Jaafari, leader du Dawa, a été désigné pour présider aux destinées du pays durant les quatre prochaines années, le SCRII, dont est issu M. Jaber, insistera probablement pour conserver le portefeuille de l'Intérieur et garder ainsi la responsabilité de la police irakienne.

### Des Irakiens au Canada

Le cas de M. Jaber n'est qu'une pièce de l'énorme casse-tête que doit résoudre M. al-Jaafari d'ici trois mois. « Mon sourire aurait été plus large si on m'avait épargné cette responsabilité », a-t-il soupiré après avoir été désigné, le 12 février, pour demeurer premier

ministre. Leader par intérim décevant, le médecin chiïte de 59 ans n'a pas réussi, depuis un an, à mettre un terme aux violences. Pire, il a dirigé un gouvernement intérimaire chaotique et inefficace.

Cette fois, il doit convaincre tous les blocs sectaires et ethniques, et surtout les sunnites, de se joindre à un gouvernement d'unité nationale. Tout cela sur fond de rumeurs de guerre civile, après le dynamitage du mausolée de Samarra, lieu saint vénéré des chiïtes, qui a déclenché des représailles sans précédent au pays. Bref, la tâche est monumentale, et les Irakiens auront besoin de toute l'aide qu'ils pourront trouver. Même si cela signifie se rendre jusqu'au Canada.

Ces derniers jours, une délégation irakienne de parlementaires, de ju-

ges et d'académiciens ont bravé le froid de Montréal, d'Ottawa et de Toronto pour en apprendre davantage sur le système fédéral canadien. Invités par l'ONG Forum des fédérations, ils ont discuté partage des responsabilités, déséquilibre fiscal, système judiciaire et, bien sûr, caractère distinct du Québec dans la fédération.

« Ce qui est clair, c'est que nous formons un peuple qui veut vivre ensemble sous une seule et même justice, dit Assad Al-Tae, gouverneur de Nadjaf et membre de la délégation. Le Canada compte plusieurs provinces qui réussissent malgré leurs différences à former un seul pays. Et c'est l'objectif de l'Irak. » Membre du SCRII, M. Al-Tae assure que la tâche n'est pas insurmontable. « Nous ne sommes pas contre les sunnites. Nous sommes contre les dictatures. »

## MONDE

## LE TOUR DU GLOBE

## ARABIE SAOUDITE

## Al-Qaeda derrière l'attaque contre une raffinerie?

Al-Qaeda a revendiqué l'attaque perpétrée hier contre le complexe pétrolier d'Abqaiq, dans l'est de l'Arabie Saoudite, où sont raffinés les deux-tiers du pétrole d'Arabie saoudite. L'attaque a été apparemment déjouée par les gardiens du complexe, qui ont réussi à mitrailler les véhicules, qui ont explosé avant de pénétrer dans l'enceinte de la raffinerie. Le mouvement terroriste a affirmé que cette opération « s'inscrit dans le projet visant à débarrasser la péninsule arabe des infidèles ».

d'après AP

## FINLANDE

## Rédacteur en chef congédié

Le rédacteur en chef d'un petit magazine culturel finlandais a été licencié hier pour avoir publié une bande dessinée évoquant l'affaire des caricatures de Mahomet. Jussi Vilkkuna, rédacteur en chef du magazine *Kaltio*, a été congédié par le conseil d'administration du journal parce qu'il a refusé de retirer les dessins, qui n'avaient paru que sur le site Internet de la publication. « Cela a été une grosse erreur de mettre ces dessins dans le magazine (...) Nous allons les retirer dès que possible », a déclaré le président du conseil, Harri Kynnys.

d'après AFP

## GRANDE-BRETAGNE

## Pas de réanimation

Un tribunal londonien a autorisé hier les médecins à ne pas réanimer Charlotte, 31 mois et lourdement handicapée, contre l'avis de ses parents, qui mènent une bataille judiciaire depuis un an et demi. Les juges ont pris acte de rapports d'experts qui soulignent l'aggravation apparemment irréversible de la santé de la fillette, qui souffre aujourd'hui d'une très grave infection virale aux poumons. Un jugement d'octobre 2004, confirmé en appel en août 2005, avait autorisé les pédiatres de l'hôpital St. Mary de Portsmouth (sud) à ne pas ventiler Charlotte en cas d'arrêt respiratoire. Cette décision avait été renversée par un nouveau jugement en octobre 2005.

d'après AFP

## TCHÉTCHÉNIE

## Climat de peur

La haute commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, la juriste canadienne Louise Arbour, a témoigné hier d'un « climat de peur » permanent en Tchétchénie, plus de six ans après le début de la deuxième intervention des forces russes dans cette république du Caucase du Nord. Les témoignages recueillis « soulignent les très graves insuffisances du système de forces de l'ordre (...) Insuffisances qui ont conduit à un climat de peur », a dit Mme Arbour lors d'une conférence de presse à Moscou.

d'après AFP

## SERBIE

## Les ultras dans la rue

Plusieurs milliers d'ultranationalistes serbes ont manifesté hier dans le centre de Belgrade, appelant les fugitifs les plus réclamés par la justice internationale, Ratko Mladic et Radovan Karadzic, à ne jamais se rendre. Quelque 8000 sympathisants du Parti radical (SRS, ultranationaliste), amenés en autocar, ont participé à la manif.

d'après AFP



PHOTO THAIER AL-SUDANI, REUTERS

Des milliers de chiites ont envahi les rues de Bagdad hier pour protester contre l'attentat qui a ravagé cette semaine l'un des plus importants temples chiites du pays à Samarra.

## Couvre-feu prolongé à Bagdad

D'APRÈS AP et AFP

**BAGDAD – Au lendemain d'une journée sanglante qui a précipité l'Irak vers la guerre civile, le gouvernement irakien a décidé hier de prolonger d'au moins une journée le couvre-feu en vigueur à Bagdad et dans trois provinces voisines de la capitale.**

Ce geste a eu pour effet de faire baisser la tension dans ce pays, qui a connu cette semaine sa pire explosion de violence depuis le renversement de l'ex-dictateur Saddam Hussein.

Les leaders politiques chiites les plus influents ont appelé à l'unité entre les deux principaux groupes religieux en Irak, les chiites et les sunnites, engagés dans une escalade meurtrière depuis l'attentat contre une mosquée chiite.

Trois fils d'un député chiite ont été enlevés hier à Bassora, dans le sud de

l'Irak. Les corps criblés de balles de deux policiers sunnites, qui assuraient la protection du siège du comité des oulémas, ont été retrouvés hier dans cette même ville.

Enfin, on a signalé des tirs sur la tombe d'un compagnon du prophète Mahomet dans un quartier du sud de la capitale.

Exception faite de ces incidents, la journée d'hier a été relativement calme.

Tard dans la soirée, le gouvernement irakien a décrété la prolongation du couvre-feu, qui sera en vigueur de 8 h à 16 h dans les rues de la capitale ainsi que dans les provinces de Salaheddine, Diyala et Babylone.

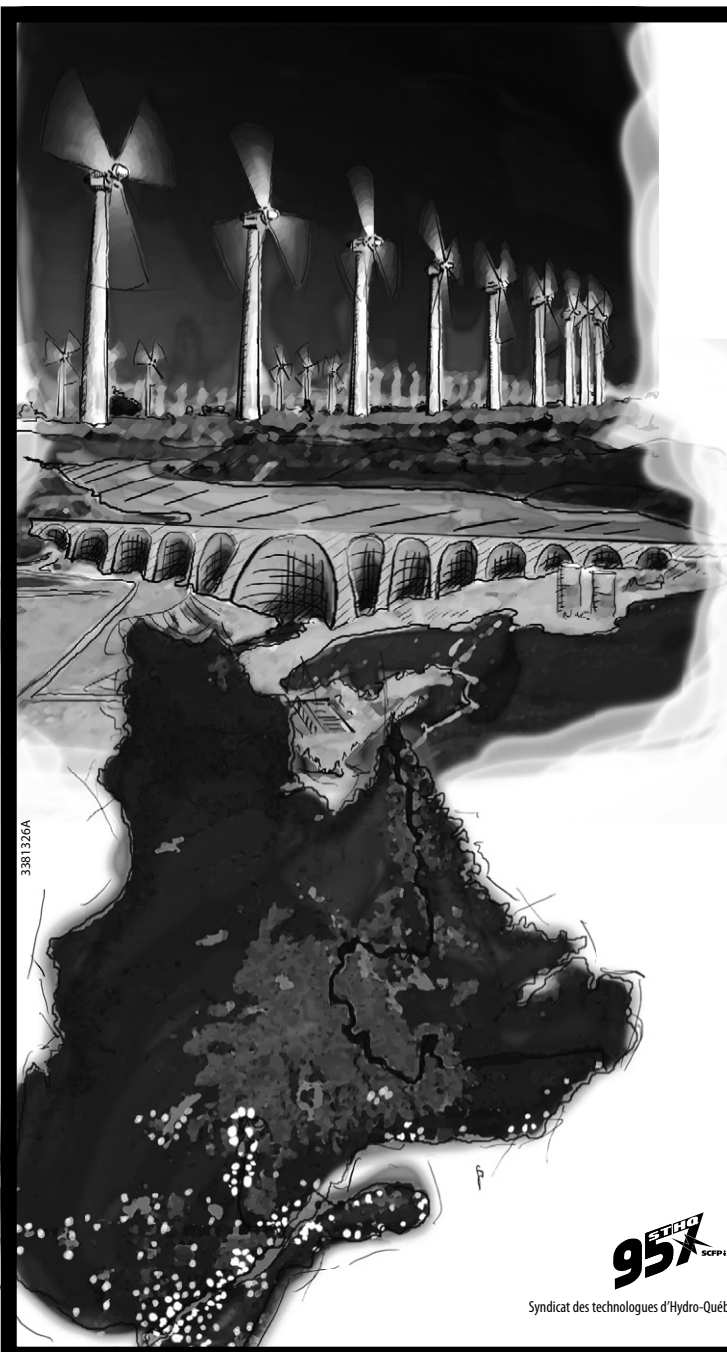
La décision a été annoncée à la télévision par le premier ministre Ibrahim al-Jaafari, selon qui ce geste se justifie en raison des « circonstances extraordinaires » que traverse le pays.

La violence qui a explosé après la destruction, mercredi, du temple d'Askariya, à Samarra, a causé 130 morts. L'ambassadeur américain en Irak, Zalmay Khalilzad, a reconnu hier le danger qui guette l'Irak au lendemain de ces journées sanglantes.

« Tout ce qui est nécessaire pour éviter la guerre civile doit être fait, et je pense qu'ils sont conscients de ce danger », a-t-il dit, faisant référence aux dirigeants irakiens.

Le président George W. Bush a aussi reconnu que l'Irak se trouvait à un moment clé, devant la menace d'une guerre civile. « Nous pouvons nous attendre à ce que les prochains jours soient tendus. L'Irak reste dans une situation grave », a-t-il dit dans un discours à Washington.

« Les Irakiens sont à l'heure du choix », a-t-il admis, dans un aveu rare pour lui.



## Maîtres en production d'électricité.

### À l'heure de l'éolien, restons-le !

Ayant décidé d'être « maîtres chez nous », nous avons développé une expertise exceptionnelle dans le secteur de l'hydroélectricité. La nationalisation de notre réseau a permis au génie québécois de signer des réalisations extraordinaires qui nous fournissent l'électricité à des tarifs parmi les plus bas du continent.

Ensemble, nous avons créé un formidable outil de développement, relevé des défis colossaux et acquis une expertise unique et recherchée.

Avec l'arrivée de l'énergie éolienne, pourquoi s'arrêter ?

**Le gouvernement Charest a décidé que seules les entreprises privées vont tirer profit de cette ressource, comme de plusieurs mini-barrages. Du coup, il nous prive de l'occasion unique de développer notre expertise dans le secteur prometteur de l'éolien.**

**M. Charest, vous pouvez éviter cette dérive. La production de notre électricité doit rester notre affaire à tous.**

### Restons maîtres chez nous !

## SAQ: les véritables coupables



ALAIN DUBUC

COLLABORATION SPÉCIALE

La classe politique en entier s'est lancée aux trousseaux de la direction de la Société des alcools du Québec. Le ministre des Finances, Michel Audet, a demandé au vérificateur général de faire enquête sur les pratiques commerciales de la société d'État, tandis que le critique de l'opposition en la matière, François Legault, réclame la démission immédiate du président de son conseil, Raymond Boucher, et de son PDG, Sylvain Toutant, avec d'autant plus de vigueur qu'ils sont tous deux des libéraux notoires.

On s'illusionne en croyant que le fait de trouver des victimes expiatoires et de punir des coupables mettra fin au scandale de la SAQ. Les problèmes de la SAQ, que *La Presse* dévoile jour après jour, ne peuvent pas se ramener aux dérapages d'une direction délinquante. Ce sont des problèmes systémiques, qui sont dus à la nature même de la SAQ et du mandat contradictoire qu'on lui confie.

Les révélations de *La Presse* peuvent donner l'impression qu'on assiste à un phénomène nouveau. La direction actuelle, plus « cowboy », a certainement poussé aux limites de l'absurde la logique perverse de la maison. Mais ce que l'on découvre maintenant existe depuis longtemps. Ce qui est nouveau, c'est que ça sorte, comme si le bouchon avait sauté, et que ceux qui subissaient les abus du monopole ont osé briser la loi du silence.

Les véritables coupables, ce ne sont pas les dirigeants de la SAQ, mais les politiciens qui lui ont imposé de trop lourdes exigences financières. Bien à l'aise avec les taxes déguisées que sont les bénéfices de la SAQ, les ministres des Finances successifs ont demandé plus et plus encore à la société d'État. Comment la SAQ pouvait-elle livrer la marchandise, quand on sait que ses coûts d'exploitation sont très élevés ? A-t-on oublié la grève de ses enfants gâtés ? La seule façon, c'était d'augmenter les prix par tous les moyens, de préférence détournés pour que cela ne paraisse pas trop. Il y a une grande hypocrisie à voir les politiciens soudain indignés du sort que l'on réserve aux consommateurs.

Voilà pourquoi le ministre Audet devrait profiter d'un climat politique favorable pour lancer une tout autre enquête. Au lieu de réfléchir aux pratiques commerciales de la SAQ, il faudrait plutôt se pencher sur les pratiques gouvernementales en la matière : quelle est la meilleure façon d'organiser la vente de vins et d'alcools et comment repenser la fiscalité de ces produits. Et si le mot privatisation fait peur à un gouvernement qui ne veut pas brasser la cage, parlons plutôt d'un débat sur la « normalisation » de la vente et de la taxation des boissons alcoolisées !

Cela demande une réflexion, parce que le processus de privatisation serait compliqué. On ne peut pas tout simplement vendre le réseau de la SAQ à un investisseur privé. L'idée est attrayante, parce que ce réseau a une belle valeur, cinq ou six milliards. Mais la valeur de cet actif repose sur les ventes assurées dont jouit ce monopole. Et il y aurait quelque chose de parfaitement absurde à transformer un monopole d'État en monopole privé. Cela empirerait les choses au lieu de les améliorer.

**Les véritables coupables, ce ne sont pas les dirigeants de la SAQ, mais les politiciens qui lui ont imposé de trop lourdes exigences financières.**

La normalisation, c'est plutôt autre chose, et c'est de faire en sorte que la vente du vin se fasse comme celle des autres produits alimentaires. C'est plus compliqué, parce qu'il faudra passer d'un monopole à un monde de concurrence avec de multiples intervenants.

Mais le problème le plus urgent à régler, c'est celui de la perception fiscale. Il est normal que les gens paient des taxes, même substantielles, sur ce bien de luxe. Mais pour que ces taxes soient légitimes, il faut de la transparence. Les commandes du gouvernement pour que la SAQ augmente ses profits constituent une fiscalité déguisée, où l'on taxe les gens par en dessous, sans le leur dire, jusqu'à ce que cela mène à des abus, qui brisent le lien de confiance entre le client et la SAQ mais aussi entre le contribuable et l'État.

La forme de fiscalité la plus propre, ce serait une taxe d'accise, un montant fixe par bouteille, comme pour le tabac et l'essence, connu et affiché. Ce pourrait être un montant unique, comme en Alberta, ou différents taux, selon le type et la valeur des bouteilles. Mais dans tous les cas, ce serait un montant connu, affiché, qui forcerait l'État, s'il veut augmenter ses revenus, à augmenter ses taux et à en supporter l'odieux.

Un tel système de perception, transparent et propre, mettrait aussi la table pour toute transformation éventuelle du régime et surtout, il mettrait un point final aux magouilles auxquelles est contrainte la SAQ.

COURRIEL

Pour joindre notre collaborateur : adubuc@lapresse.ca



M. Raymond Boucher a remis hier sa démission au ministre des Finances en tant que président du conseil d'administration de la SAQ.

## « Je quitte avec regret »

### Raymond Boucher explique les raisons de sa démission en affirmant que « la tempête médiatique qui secoue la SAQ a pris des proportions tout à fait démesurées par rapport à la gravité des fautes »

**RAYMOND BOUCHER**  
*L'auteur était jusqu'à hier président du conseil d'administration de la SAQ.*

J'ai remis hier au ministre des Finances, monsieur Michel Audet, ma démission en tant que président du conseil de la Société des alcools du Québec. Ce geste est à mon entière initiative et je tiens à expliquer les motifs de ma décision et mon point de vue sur la controverse qui entoure présentement la SAQ.

La tempête médiatique qui secoue la SAQ a pris, selon moi, des proportions tout à fait démesurées par rapport à la gravité des fautes qui lui sont reprochées au niveau de ses pratiques commerciales et de la gouvernance de son conseil d'administration. Il n'y a pas eu de fraude, de malversations, de gaspillage de fonds publics et personne ne s'est enrichi personnellement, comme l'a démontré le rapport de la firme KPMG suite à son enquête sur les négociations non autorisées sur les produits transigés en euros. Néanmoins la SAQ se trouve aujourd'hui sérieusement déstabilisée. Le lien de confiance avec sa clientèle et ses employés est compromis, tout comme ses relations avec ses fournisseurs et leurs agences de représentation.

**Allégeance libérale**

Il m'apparaît de plus en plus évident que la crise que vit la SAQ est alimentée par une opération médiatique et politique qui dépasse largement la Société et vise en fait le gouvernement libéral et le premier ministre Charest. Je constate en effet qu'en plus des attaques sur la SAQ et son PDG, on s'en prend maintenant aux membres du conseil d'administration en général, et à moi en particulier, nous reprochant de bénéficier de traitements illicites et, surtout, d'être d'allégeance libérale.

Et voilà que, comme par hasard, nous assistons depuis peu à une campagne de salissage en règle contre les ministres et le premier ministre lui-même (billets d'avions, voyages, etc.). On en est rendu à l'étalage des frais de buanderie de notre premier ministre alors qu'il est en mission à l'étranger. Chic !

Dans ce contexte, force est de constater que l'étiquette d'« organisateur politique libéral » qu'on se plaît à coller à ma personne (j'ai présidé la campagne du PLQ en 2003) est devenu une distraction importante qui me compromet dans l'exercice de la fonction de président du conseil et qui est nuisible aux intérêts de la SAQ. De plus, elle risque de nuire au gouvernement et au premier ministre en particulier. Inutile de vous dire que je

préfère, dans les circonstances, privilégier ces intérêts supérieurs aux miens.

C'est donc avec regret que je quitte la SAQ que j'adore, espérant sincèrement que le bon sens des Québécois aura bientôt gain de cause sur ceux qui s'affairent à saboter nos institutions, et ne démontrent chemin faisant aucun respect pour les personnes qui se consacrent honnêtement à la vie publique et au progrès de notre société. J'invite les partis d'opposition et la communauté journalistique à cesser leur exploitation débridée et honteuse de la situation malheureuse dans laquelle se retrouve pour le moment une société d'État qui, jusqu'à tout récemment, jouissait d'un très haut taux de satisfaction de sa clientèle et était, à juste titre, une source de fierté pour les Québécois.

J'ai le sentiment de m'être investi avec compétence, dignité et intégrité dans l'exercice de mon mandat à titre de président du conseil d'administration de la SAQ, un poste non-rémunéré soit dit en passant.

**Plan stratégique ambitieux**

Nous avons accepté de relever le défi d'un plan stratégique ambitieux développé sous la direction de Louis Roquet et approuvé par le ministre des Finances de l'époque et par le gouvernement. Ce plan vise à faire de la SAQ une entreprise encore plus performante à l'intérieur de son

**« Il m'apparaît de plus en plus évident que la crise que vit la SAQ est alimentée par une opération médiatique et politique qui dépasse largement la Société et vise en fait le gouvernement libéral et le premier ministre Charest. »**

mandat en tant que monopole. Sans augmenter son taux de majoration, la SAQ entend faire passer le dividende annuel remis au gouvernement de quelque 550 millions à un peu plus de 900 millions en cinq ans. Toute une commande, vous en conviendrez.

Le conseil a recruté pour mettre à exécution ce plan, Sylvain Toutant, un jeune Québécois qui s'est distingué de façon remarquable au sein du monde du commerce de détail canadien en tant que PDG de Réno-Dépôt. Il s'est donné le défi de faire de la SAQ le meilleur détaillant au Québec. En quelque dix-huit mois, il a réussi à relancer le vaisseau

amiral qu'est la SAQ sur une nouvelle voie et les résultats se pointent déjà : alors que les ventes auront augmenté de 9 % en deux ans (incluant une grève prolongée et sans une expansion significative du réseau de succursales), les dépenses n'auront pas augmenté en dollars absolus et le dividende aura passé de 575 à 667 millions, soit une augmentation de 17 %.

Les frais d'exploitation de la SAQ auront passé de 23,8 % de ses ventes à 21,5 %, un exploit remarquable.

Comme vous savez on ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs. M. Toutant s'est attaqué au défi de mettre en application la vision de ses prédécesseurs Gaétan Frigon et Louis Roquet, soit celle de faire de la SAQ un véritable commerce de détail qui négocie les prix de ses fournisseurs pour qu'ils reflètent enfin l'importance de son pouvoir d'achat et afin d'obtenir rien de moins que le meilleur prix coûtant canadien. Ce virage ne se sera pas opéré sans déplaire à plusieurs fournisseurs et agents, et c'est le moins qu'on puisse dire.

**Au fond des choses**

Devant la controverse soulevée récemment par les pratiques récentes de la SAQ en matière de la détermination de ses prix, le conseil d'administration de la société a pris, selon moi, toutes les mesures qui s'imposaient pour aller au fond des choses et restaurer le plus rapidement possible la confiance envers la SAQ :

1- À la demande du président directeur général notre comité de vérification a mené une enquête approfondie dans le cas du cafouillage qui s'est produit en fin d'année dernière dans la négociation des produits transigés en euros. Un rapport de la firme de juri-comptabilité KPMG nous a indiqué que la SAQ avait erré et des mesures appropriées ont été prises, incluant le départ de deux vice-présidents. Rappelons que ce rapport a blanchi de façon non équivoque et le conseil d'administration, et le président directeur général dans cette affaire. La SAQ s'est excusée pour ces ratés et a annulé toutes les transactions fautives (29 produits sur 603). Aucun client de la SAQ n'a eu à payer un prix « gonflé » pour quelque produit que ce soit.

2- La crise ne montrant aucun signe d'essoufflement, le 22 février le conseil d'administration a demandé au ministre des Finances de mandater le vérificateur général du Québec à faire enquête sur les pratiques commerciales de la SAQ découlant de sa Politique d'achat et de mise en marché, ce que conseil des ministres a accepté de faire le 23 février. Nous sommes confiants que cette enquête viendra valider les pratiques de la SAQ.

Je n'ai aucun doute que le vérificateur général confirmera en bout du compte que l'intégrité des membres du conseil d'administration de la SAQ et de sa direction n'est pas en cause dans la présente controverse, comme l'a fait la firme KPMG. Nous pourrions alors passer au vrai débat, soit celui de l'avenir de la distribution de produits alcooliques au Québec. D'ici là cessons de nous tirer collectivement dans le pied et permettons à la SAQ de fonctionner dans des conditions viables pour un commerce de détail de son importance.

Enfin, je tiens à remercier sincèrement les membres du conseil et de la direction qui m'ont si bien appuyés. Je leur souhaite, ainsi qu'à tous les employés de la SAQ, de retrouver très bientôt la sérénité qu'ils méritent grandement.

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE ©

## FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

## ÉDITORIAUX

## Coup de foudre

apratte@lapresse.ca  
ANDRÉ PRATTE

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, nous a habitués à ses élans d'enthousiasme. Aussi ne s'étonne-t-on qu'à moitié de le voir revenir de France entiché du tramway en construction à Paris. Le bon côté de ce coup de foudre, c'est que M. Tremblay semble vouloir s'attacher avec plus de vigueur qu'au paravant au développement des transports collectifs à Montréal. Nous nous inquiétons toutefois du côté soudain et improvisé de cette conversion. Est-elle réfléchie ? Sera-t-elle durable ?

Maintenant qu'il est de retour à Montréal (et sur Terre...), le maire doit 1) mettre de l'ordre dans ses priorités ; 2) convaincre les Montréalais de faire avec lui preuve

**La philosophie du « nouveau tramway » exige de reléguer l'automobile au second plan.**

d'audace et 3) trouver les moyens financiers de ses ambitions.

Avant même de songer à équiper Montréal de telles infrastructures, il faut bien comprendre la philosophie qui soutient le « nouveau tramway » français. Si ce moyen de transport est si séduisant, c'est qu'il ne consiste pas seulement à faire passer un train au milieu de la rue. Le « nouveau tramway » exige de refaire la rue au complet, de façade en façade. Les rames circulent en site propre et de l'espace supplémentaire est réservé aux piétons et aux cyclistes. La voiture est délibérément reléguée au second plan. Comme l'explique un document de l'Agence métropolitaine de transport, le nouveau tramway

## Les réticences afghanes

mroy@lapresse.ca  
MARIO ROY

Dans trois jours, les militaires canadiens vont officiellement prendre le commandement des forces internationales dans la province de Kandahar, en Afghanistan. Plus de 2000 de nos soldats sont sur les lieux, un endroit dangereux où les talibans sont actifs.

Or, beaucoup de Canadiens ne sont pas d'accord.

Selon un sondage (*Globe and Mail/CTV*) publié hier, 62 % d'entre eux sont d'avis que nos forces armées ne devraient pas être là. Et même parmi les 27 % qui soutiennent l'intervention, le tiers pourrait changer d'idée si elle fait un nombre significatif de victimes au sein de nos troupes. Les Qué-

**S'il ne fallait pas suivre les États-Unis en Irak, l'intervention canadienne en Afghanistan, elle, était et demeure justifiée.**

bécois sont encore plus hostiles, à hauteur de 76 %, à cette opération.

C'est sans doute en partie pour renverser cette tendance que, a-t-on appris, hier, le premier séjour officiel à l'étranger du premier ministre Stephen Harper s'effectuerait à Kandahar au cours des semaines qui viennent.

On sait que les conservateurs attachent davantage d'importance à la chose militaire que les libéraux. Leur programme prévoit une hausse de 5,3 milliards du budget des Forces armées, une augmentation de 27 % de leurs effectifs (réguliers et réservistes), ainsi qu'un accroissement de leur présence dans le monde.

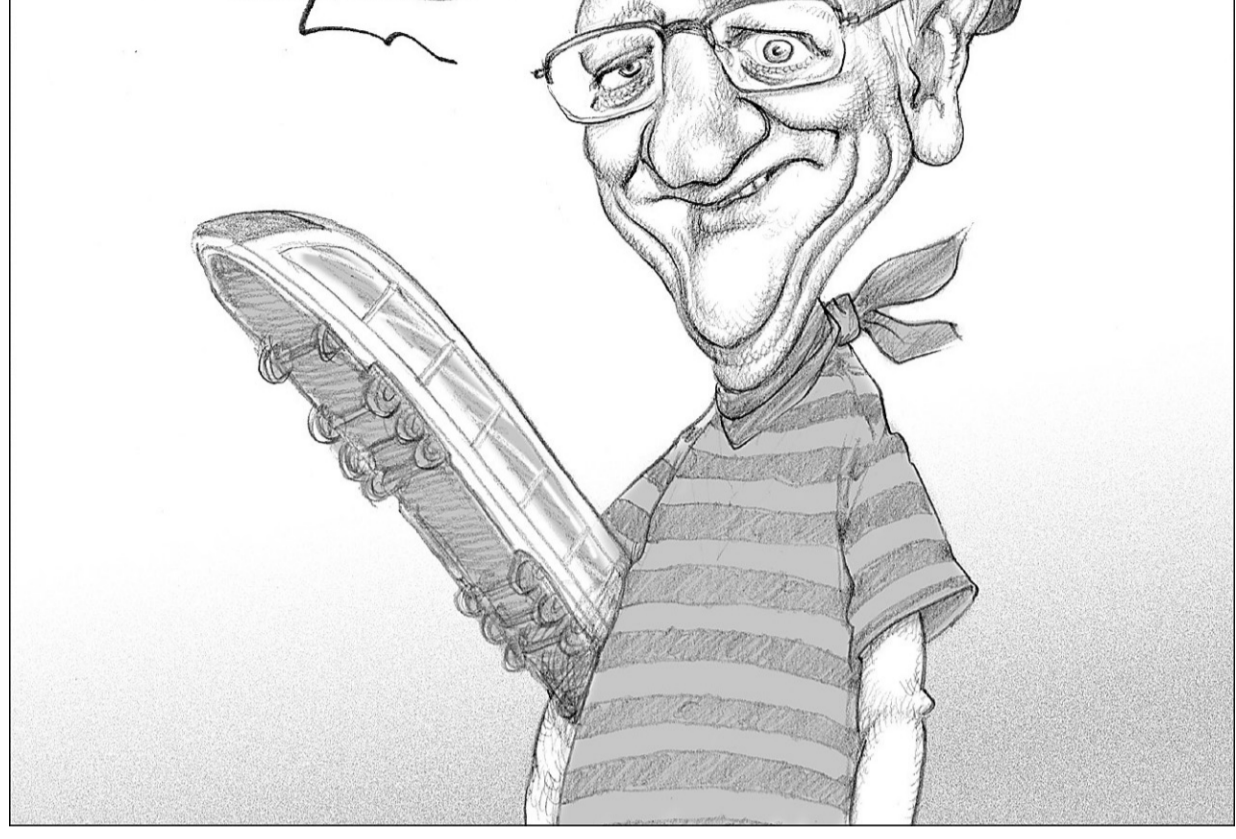
« sert de déclencheur à une nouvelle politique d'agglomération visant à réduire la place de l'automobile dans la ville, au profit des transports collectifs, de la marche et du vélo. » « Le Nouveau Tramway est une révolution, un changement de regard radical sur la ville elle-même », écrivait l'urbaniste Richard Bergeron, auteur de ce document.

Devenu depuis chef de parti Projet Montréal, M. Bergeron a accueilli très favorablement les déclarations parisiennes du maire, comme plusieurs défenseurs du transport en commun. Mais il y a aussi du scepticisme dans l'air. Si M. Tremblay est un adepte de la philosophie du nouveau tramway, pourquoi les projets qu'il évoque maintenant ne se trouvent-ils pas dans les priorités énoncées il y a cinq mois à peine par la Coalition métropolitaine en faveur du transport en commun qu'il dirige ? Cette coalition privilégie la nouvelle ligne de train de banlieue vers l'Est, le train léger entre la Rive-Sud et Montréal dans l'axe de l'autoroute 10, et le prolongement du métro vers Anjou. Si on ajoute à ces projets la modernisation nécessaire du métro, cela fait déjà plusieurs milliards d'investissements. Et le maire voudrait ajouter le coût de tramways à cette imposante facture ?

Une fois que M. Tremblay et son administration auront mis de l'ordre dans tout cela, le maire devra faire embarquer la population. Un authentique projet de « nouveau tramway » — par exemple sur l'avenue du Parc — diminuerait considérablement la place de l'automobile sur cette artère. L'expérience des villes françaises révèle aussi que les travaux sont longs et entraînent des inconvénients majeurs. Les Montréalais sont-ils prêts à subir cela en échange du renouveau urbain que promet le tramway du XXI<sup>e</sup> siècle ? Le maire Tremblay est-il décidé à s'investir corps et âme dans cette révolution urbaine, comme l'ont fait ses homologues français ? Ou bien sera-t-il vite distrait par un autre coup de foudre ?

## LE RETOUR DU PARIGOT

GO MONTRÉAL!



serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

## Mise au point de la Caisse de dépôt et placement du Québec

**HENRI-PAUL ROUSSEAU**  
 L'auteur est président et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Dans votre édition du samedi 18 février 2006, vous avez publié un texte sous la signature du chroniqueur Michel Girard intitulé « La Caisse d'Henri-Paul 1<sup>er</sup> ». Les lecteurs de ce texte ont facilement pu en comprendre et en retenir que la direction de la Caisse avait dicté une orientation quant aux baisses de valeurs des placements à la fin de 2002, dans le but de présenter des résultats plus favorables au cours des années subséquentes, comme s'il s'agissait d'un choix.

Or, ceci ne reflète pas la réalité et il est de la plus haute importance de rétablir les faits.

## Les dévaluations de 2002

Rectifications d'abord les chiffres et les concepts. Le premier 6 milliards de dollars auquel M. Girard réfère concerne les pertes matérialisées au cours de l'année 2002, c'est-à-dire les pertes provenant de la vente d'éléments d'actif. Ces 6 milliards de pertes matérialisées ne peuvent donc pas être une source de revenus ou de plus-value en 2003, 2004 et 2005 puisque la Caisse a vendu ces actifs à des tiers. De plus, il ne peut y avoir de doute sur la valeur d'une perte matérialisée. Première erreur.

Le deuxième « 6 milliards de dollars ou presque » auquel M. Girard réfère concerne les pertes non matérialisées, c'est-à-dire des gains ou des pertes provenant d'une variation de la juste valeur marchande des placements à la suite de la variation de leur prix. C'est ce qu'on appelle communément les pertes sur papier. M. Girard attribue cette dévaluation à la « nouvelle équipe de M. Rousseau ». Or, de janvier à août 2002, soit avant l'arrivée de M. Rousseau, la Caisse avait déjà enregistré dans les comptes des déposants des pertes non matérialisées de 6,2 milliards de dollars alors que durant les quatre derniers mois de l'année 2002, après l'entrée en fonction du nouveau président, la Caisse a enregistré un gain net non matérialisé de 244 millions de dollars. Deuxième erreur.

## L'évaluation des placements, un processus continu

Le nouveau président, comme ses prédécesseurs, n'a pas d'autre choix que de suivre les règles comptables et les pratiques applicables à l'évaluation et à la vérification de la valeur de ces placements, dont la va-



PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE

Henri-Paul Rousseau

leur doit constamment être maintenue à jour. En effet, la Caisse gère l'avoire de 20 déposants (19 en 2002) et chacun d'eux effectue à son gré des dépôts et des retraits sur une base mensuelle à la juste valeur marchande. Ainsi, des gains et des pertes non enregistrés de façon mensuelle dans les comptes des déposants afin de refléter cette juste valeur marchande. De plus, à la fin de l'année, les placements font l'objet d'une évaluation et d'une vérification rigoureuses et aucun président ou dirigeant ne peut « tordre » les données dans le but de créer des valorisations embellies dans les années à venir, comme le laisse entendre M. Girard.

Évidemment, M. Girard n'a pas accès aux comptes des déposants. Cependant, le fait de ne pas y avoir accès ne justifie pas de prétendre que la Caisse a « encaissé » et « dévalué » un total de 12 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2002 en vertu d'un choix qu'elle aurait eu.

## L'évaluation et la vérification des placements privés et immobiliers

Comme l'indique le rapport annuel 2004 de la Caisse, les placements privés dont la juste valeur marchande est supérieure à un seuil de matérialité préétabli doivent être soumis à un comité d'évaluation indépendant. Il existe plusieurs comités d'évaluation compte tenu du caractère spécialisé des investissements en placements privés. Ces comités, qui relèvent du comité de vérification de la Caisse, sont composés d'experts en évaluation d'entreprises (EÉE). Dans le but de vérifier les états financiers annuels, le Vérificateur général du Québec assiste à toutes les réunions des comités indépendants d'évaluation et se fait lui-même seconder par une firme

indépendante d'experts en évaluation. Les comités d'évaluation font ensuite rapport au Comité de vérification du conseil d'administration de la Caisse composé uniquement d'administrateurs indépendants.

Dans le cas des placements immobiliers, le processus d'évaluation fait appel à des firmes indépendantes spécialisées dans l'évaluation de placements immobiliers. Ce processus est également décrit dans le rapport annuel 2004.

Rappelons que les états financiers cumulés annuels de la Caisse ainsi que les états financiers annuels des portefeuilles spécialisés et des fonds des déposants, établis à la juste valeur marchande, sont vérifiés par le Vérificateur général du Québec et sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) applicables.

L'exactitude de ses états financiers revêt pour la Caisse un caractère crucial qui ne doit laisser aucune place à l'ambiguïté. Il est donc impératif de rétablir les faits afin de maintenir au plus haut niveau la confiance du public dans le processus de reddition de comptes de la Caisse de dépôt et placement du Québec. C'est aussi une question de justice envers les employés de la Caisse.

## Le cas de Quebecor Média

Dans le cas de Quebecor Média, l'exemple utilisé dans la chronique de M. Girard, des baisses de valeur non matérialisées totales de 2,0 milliards de dollars avaient été enregistrées entre la date de la transaction et le 1<sup>er</sup> septembre 2002. De ce montant, des baisses de valeur de 828 millions de dollars ont été enregistrées entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> septembre 2002. Entre la date d'entrée en fonction du nouveau président et le 31 décembre 2002, des baisses de valeur de 523 millions de dollars ont été enregistrées.

Il est donc faux encore une fois d'affirmer que c'est « l'équipe de M. Rousseau » qui a « choisi » de dévaluer ce placement. Le processus d'évaluation qui a présidé aux baisses de valeur est le même avant et après le 1<sup>er</sup> septembre 2002. Ce placement était alors géré par une filiale de la Caisse, ce qui veut dire que les états financiers de fin d'année avaient aussi été vérifiés par les vérificateurs externes de cette filiale. Enfin, la valeur de ce placement a été approuvée par un comité d'évaluation indépendant auquel a assisté, en partie, le Vérificateur général du Québec.

# FORUM

## Un portrait de Brébeuf



LYSIANE GAGNON  
lgagnon@lapresse.ca

Je viens de feuilleter l'album souvenir publié par le collège Jean-de-Brébeuf pour son 75<sup>e</sup> anniversaire. Intéressant, surtout venant de l'institution qui forme une bonne partie de ce que l'on n'ose plus appeler « l'élite »...

On peut y lire, entre autres choses, un texte enflammé d'un étudiant nommé Paul Gérin-Lajoie, qui jure allégeance au « Roi du Canada », un texte passionné d'un dénommé Pierre Elliott Trudeau qui s'en prend à la « tyrannie » de l'opinion publique... Et l'on y apprend que les étudiants d'aujourd'hui — même ceux qui sont de vieille souche franco-québécoise — ne sont pas plus nombreux que ceux de 1969 à adhérer à l'idéologie souverainiste.



Le collège a sondé les reins et les coeurs de sa clientèle étudiante à trois reprises : en 1969, en 1988 et en 2000. Sur la question nationale, les résultats en surprendront plusieurs.

En 1969, 45 % des élèves sont en faveur de la « séparation » (avec association économique avec le Canada). En 1988, la proportion d'appuis à la même question baisse à 21 %. En 2000, elle a à peine remonté, à 23,5 %. Par ailleurs, toujours en 2000, 44 % optent pour le statu quo constitutionnel, alors que cette option n'était choisie que par 20 % des collégiens en 1969. En 2000 comme en 1969, un étudiant sur quatre souhaite que le Québec « soit reconnu comme nation à l'intérieur de la Confédération » (sic).

Une constante : la proportion d'étudiants souhaitant la sécession complète (l'option que propose actuellement le programme du PQ) n'a pas bougé depuis 30 ans, elle oscille entre 6 et 8 %.

De toute évidence, le recul par rapport à l'idée d'indépendance (en 1969, le mot « souveraineté » n'était guère utilisé) tient en partie au fait qu'avec les années, Brébeuf est devenu une institution fortement multiculturelle. Alors qu'en 1969 la plupart des collégiens venaient de familles francophones de vieille souche, 44 % des élèves de 2000 avaient au moins

### Il serait amusant de voir ce que Robert Bourassa, Pierre Bourgault et André Boisclair écrivaient à l'époque où ils étaient à Brébeuf !

un parent né à l'extérieur du pays (mais 74 % d'entre eux parlaient uniquement français à la maison).

Ces sondages maison montrent toutefois que l'idée d'indépendance n'a pas progressé dans la clientèle « canadienne-française ». En 2000, 70 % des élèves dont les parents sont d'origine étrangère étaient partisans du statu quo, mais les élèves de vieille souche québécoise n'étaient pas plus nombreux qu'en 1969 à opter pour la souveraineté-association : l'appui est à 43 %, comparativement à 45 % en 1969.

Autre fait marquant du sondage, les trois quarts des élèves de Brébeuf vivent avec leurs deux parents, et ces derniers ont un niveau d'instruction très supérieur à la moyenne : en 2000, 79 % des pères et 71 % des mères avaient au moins un bac ; 30 % des pères avaient une maîtrise et 16 % un doctorat, alors que 23 % des mères avaient une maîtrise. Au moins 80 % des élèves viennent d'écoles secondaires privées.



Revenons à ces étudiants d'hier.

En 1938, Paul Gérin-Lajoie était bien loin de vouloir accroître le rôle international du Québec, comme le veut ce qu'on appelle aujourd'hui pompeusement sa « doctrine » ! Dans un texte très emporté farci de points d'exclamation et de majuscules, il s'insurge, dans le journal du collège, contre ceux qui croient que Brébeuf forme des « séparatistes », des « anti-anglais » ou des « révolutionnaires ».

« Non, mesdemoiselles et messieurs ! À Brébeuf on est Canadien-français d'abord et seulement ! (...) Jamais on ne tente de nous imposer (un modèle) politique. Il est une question seulement qu'il ne nous est aucunement permis de discuter, en vertu d'un principe de philosophie morale : nous devons respect et soumission à l'autorité établie : le roi du Canada (qui était alors George VI). »

Changement de ton avec Pierre Elliott Trudeau. En 1939 (il a 20 ans), il confie au journal ses réflexions sur l'autorité. La plume est tranchante et élégante. Il fustige les peureux et les paresseux qui se soumettent au « tyran exécrable » de l'opinion publique : « Voilà une autorité qu'on reconnaît sans peine, voilà un maître qu'on acclame volontiers aux carrefours et dans la haute. Car la seule loi imposée par celui-là est la loi du moindre effort. »

Domage que les auteurs de l'album souvenir n'aient pas déniché dans leurs archives d'autres textes d'anciens étudiants qui allaient plus tard marquer la politique québécoise. Il serait amusant de voir ce que Robert Bourassa, Pierre Bourgault et André Boisclair écrivaient à l'époque où ils étaient à Brébeuf !

# Frappe préventive

## Un humoriste prend les devants sur les « inévitables critiques printanières des intellectuels » contre... les humoristes

GUY NANTEL

*L'auteur est humoriste. Il sera en spectacle au Théâtre Saint-Denis du 2 au 4 mars. Il écrit ce texte à l'occasion du gala des Olivier, qui a lieu demain soir.*

L'air de rien, nous voici déjà aux portes du printemps. Cette saison est remplie de rituels au Québec : cabane à sucre, impôts, reportages sur les nids-de-poule et inévitables critiques des intellectuels sur les humoristes, leur pertinence et celle de leur gala. Cette année, j'ai décidé de m'inspirer de George W. et de faire une frappe préventive. Après tout, le printemps n'est-il pas aussi un moment idéal pour remettre les pendules à l'heure ?

Année après année, les humoristes sont la cible d'un discours véhément fondé essentiellement sur les mêmes arguments : ils sont incultes et parlent comme des arriérés mentaux ; ils sont trop nombreux et trop médiatisés ; ils ne s'intéressent qu'à l'argent ; ils n'admettent pas la critique.

D'abord, la critique. Ce n'est pas contre elle qu'en ont les comiques. C'est contre le mépris, la jalousie, le radotage et le manque de discernement. On refuse même aux humoristes le droit à l'individualité. Le comique n'existe pas. Les comiques sont un bloc monolithique auquel il est risqué de s'identifier. Des humoristes font des gags épais à la radio entre une chanson débiliteuse et une publicité naïve vantant un shampooing qui aime vos cheveux ? Les humoristes sont de purs imbéciles. Un humoriste accorde une entrevue ordinaire à *Tout le monde en parle* ? Aïe, mauvaise soirée pour l'humour au Québec. Mais chez Guy A. ou ailleurs, les propos séditieux d'un doc Mailloux égratignent-ils la pertinence des psychiatres et de leur pratique ? Le délire passager d'une chanteuse kleptomane ternit-il la valeur des chanteurs d'ici ? Nous nageons en pleine logique du deux poids, deux mesures.

### Omniprésence

Et que dire de l'argument de l'omniprésence des humoristes ? Huard et Rousseau font parfois du cinéma. Vrai. Détail amusant, des politiciens se transforment parfois en animateurs télé, des journalistes en comédiennes, des psys en animateurs radio, des quidams en stars. D'ailleurs, chaque année, de jeunes humoristes talentueux mais peu connus sont écartés des galas *Juste pour rire* parce qu'un chanteur réputé décide de devenir humoriste d'un soir ou qu'un médaillé olympique surfe sur sa gloire instantanée. Bref, ce ne sont pas les humoristes qui sont en demande, ce sont les gros noms qui attirent l'argent et c'est l'argent qui est devenu le moteur d'une industrie où le mot *show* vient après le mot *business*.

Trop d'humoristes à la télé ? Pas certain. Dans les faits, il n'existe presque plus aucune tribune où un humoriste peut perfor-

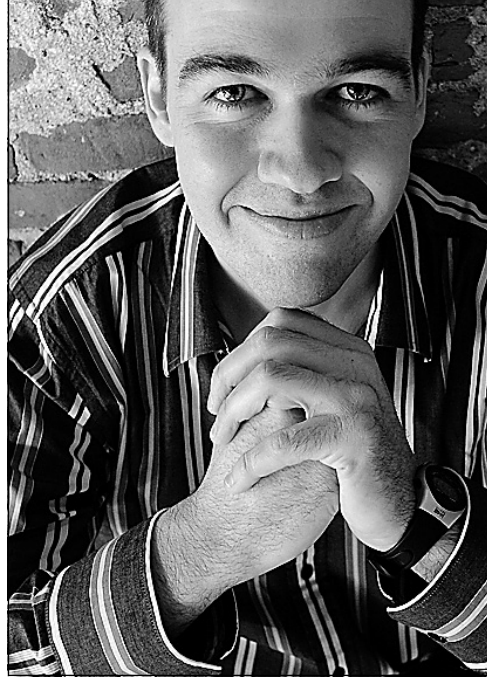


PHOTO JEAN-MARIE VILLENEUVE, LE SOLEIL

Guy Nantel

mer en dehors des captations de spectacles. Depuis quelques années, les *Star Académie*, *Belle et Bum*, *On n'a pas toute la soirée*, *Demandes spéciales* et *L'École des fans* servent davantage les chanteurs. Et c'est tant mieux pour eux ! Les humoristes ont des gros contrats de pub ? D'accord, il y a les Dion, Houde et Matte qui sont omniprésents, mais ne peut-on pas en dire au-

### Alors y a-t-il trop d'humoristes au Québec ? Oui. Trop d'humoristes comme trop de chanteurs, trop de livres, trop de postes de télé, d'émissions de recettes, trop de sortes de biscuits, de marques de bière, de savons, de sites Internet, de restaurants...

tant des comédiens comme Benoît Brière (Bell), Guylaine Tremblay (Métro) et Maxime Roy (Toyota) ?

Alors y a-t-il trop d'humoristes au Québec ? Oui. Trop d'humoristes comme trop de chanteurs, trop de livres, trop de postes de télé, d'émissions de recettes, trop de sortes de biscuits, de marques de bière, de savons, de sites Internet, de restaurants... On vit à l'ère du trop. Avant, tout le monde allait voir le même artiste comme tout le monde allait à Miami pendant l'hiver. Maintenant on diversifie la ressemblance. C'est comme ça.

Surtout n'allez pas croire que je n'ai aucun regard critique face à mon métier. Au

contraire, je suis d'accord pour dire que certains humoristes offrent parfois un produit dilué, cloné, puéril. On dit depuis longtemps que les humoristes manquent de contenu. Le problème, ce n'est pas le contenu, mais la similitude des thèmes abordés d'un artiste à l'autre. Si tout le monde traite de relations hommes-femmes, c'est vrai qu'on a envie d'autre chose. Mais les relations hommes-femmes n'en restent pas moins un sujet fort et ce, dans toutes les sphères artistiques.

### Gala des Olivier

D'autre part, bien que je crois vivement à la pertinence du gala des Olivier comme à celle des autres galas qui récompensent chanteurs, acteurs et comédiens, je pense qu'il serait préférable que ces prix soient décernés par un comité d'une cinquantaine de spectateurs — supervisés par une firme externe —, qui iraient voir tous les nouveaux spectacles produits chaque année. Au lieu de cela, les nominations sont actuellement déterminées par quelques personnes travaillant dans l'industrie. À ceux qui objecteraient que les récompenses qui viennent des jurys de pairs sont les plus prestigieuses, je dirais que lorsque le pair collabore au spectacle d'un ou de plusieurs artistes en lice, nage-t-on vraiment en pleine impartialité ? Et cela explique peut-être pourquoi les artistes disent invariablement que ce sont les prix du public qui leur font le plus chaud au coeur. Au fait, est-il normal qu'un humoriste en congé sabbatique, voire à la retraite, puisse recevoir le prix de l'humoriste de l'année ?

Cela dit, y en a marre des allusions de certains observateurs aux « belles années de l'humour ». On croirait entendre un père raconter à ses enfants combien le hockey était de meilleure qualité dans le temps du Rocket ! Bien sûr qu'Yvon Deschamps et les Cyniques ont été des artistes marquants, mais leur époque n'était-elle pas aussi celle des blagues grivoises de Claude Landré, de Ti-Gus et Ti-Mousse et de Roméo Pérusse ? Selon vous, Louis-José Houde ne traite-t-il pas de thèmes semblables à Jerry Seinfeld ? Quand Ding et Dong ou Dominique Michel ont-ils été critiqués pour leur absence de prise de position sur les questions sociales et politiques ? Jamais. Et c'est tant mieux, car ils ont toujours bien fait leur travail, celui de faire rire les gens.

Voilà de quoi donner lieu à des débats passionnants sur ce que les décideurs appellent « l'industrie du spectacle de divertissement ». Je ne suis pas dupe. Je sais bien qu'au lieu de cela, bonsoir le débat, on préférera probablement ressortir nos bons vieux préjugés sur les colts bleus du *showbiz* comme autant de cadavres du placard de la culture québécoise.

» Pour nous écrire : [forum@lapresse.ca](mailto:forum@lapresse.ca)

## LA BOÎTE AUX LETTRES

# Encore la SAQ

Il ne faut pas oublier que le vin est un produit de luxe et que, de ce fait, il est normal de payer plus cher pour un produit non essentiel, surtout si l'argent nous revient sous d'autres formes. Mais que cet argent serve à gonfler les poches des directeurs, là c'est une autre histoire. Oui pour les dividendes, avec des prix comparables à ce qui se fait ailleurs, mais sans les bonis aux directeurs. Ceux-ci doivent quand même être payés selon leur valeur et le travail effectué. Mais encore, quel établissement justifie-t-il sa valeur ? Revient-on au même ? Moins de bonis, mais plus de salaire ? Et le vérificateur, quel sera son réel pouvoir ? Il y a plusieurs questions qui se posent. Est-ce que nos dirigeants vont sacrifier une autre tête pour bien paraître et changer le mode de gratification ? Quelles seront ces modifications ? Aurons-nous un compte-rendu de ce qui va réellement être décidé et mis en oeuvre ? Bien des questions, auxquelles je ne pense pas avoir de réponses...

Denis Grenier  
Saint-Eustache

### Une tempête dans une coupe de vin

Il ne se passe pas une semaine sans qu'un autre « scandale » éclate à la SAQ. Journaux, radio et télévision jouent à la

une des histoires de prix trop élevés, de consommateurs trompés, d'administrateurs qui reçoivent des bonis pour gérer un monopole (il faut quand même le faire j'avoue !) et j'en passe. François Legault réclame la démission de Sylvain Toutant. L'heure est-elle si grave pour faire autant de boucan autour de cette histoire ? Pas vraiment à mon avis. Je ne comprends toujours pas cette obsession pour l'alcool de la part des médias et de la population comme si c'était un produit indispensable pour notre survie. On n'a qu'à se rappeler de la grève de l'an dernier où les gens bravaient des lignes de piquetage pour sortir des chariots pleins de bouteilles... au cas où le précieux liquide ne serait plus jamais disponible. Quelle horreur à l'approche des Fêtes. C'était pathétique de voir ça. Que les profits de SAQ soient gonflés au lieu de me faire augmenter mes impôts (principe de l'utilisateur payeur), moi je trouve ça très correct et ce, même si je suis un consommateur occasionnel. On peut demander une saine gestion de toutes nos sociétés d'État, pas juste de celles qui nous intéressent. En creusant un peu, on risque de trouver des problèmes qui valent beaucoup plus la peine d'être sortis au grand jour que ces histoires anodines de la SAQ.

Marc Vallée

### Consommateur exploité ?

Je suis un amateur de vin qui dépense 5000 \$ par année pour satisfaire sa passion. J'ai une cave à vin de 250 bouteilles et je bois du vin tous les jours. Or, depuis octobre 2005, c'est la deuxième fois que je vais à la LCBO, à Hawkesbury, Ontario. Au cours de ces deux visites, j'ai acheté pour 1000 \$ d'alcool. Pourtant, je suis un nationaliste québécois qui s'est toujours fait un devoir d'acheter au Québec. Mais là, je me pose la question : est-ce normal que j'aie acheté mon vin en Ontario parce que je me fais exploiter au Québec ?

Claude Lépine

### Des dirigeants à SAQuer

Les administrateurs de la SAQ peuvent voyager aux frais de la princesse à l'étranger une fois par année dans les régions vinicoles. C'est dire qu'en 25 ans de carrière un administrateur peut visiter l'Europe au complet, s'il fait suivre ses « voyages d'affaires » par des vacances bien méritées. Voilà qui est joindre l'utile à l'agréable. Et pour les simples employés de la SAQ, qu'a-t-on prévu ?

Sylvio Le Blanc  
Montréal

## MONDE

# Le président Abbas appelle à la patience face au Hamas

D'APRÈS AP et AFP

JÉRUSALEM — Tandis que le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, appelait le monde à se montrer patient face au Hamas, le premier ministre israélien par intérim, Ehud Olmert, a haussé le ton et menacé de frapper sans relâche les groupes armés palestiniens, quelques heures après une incursion israélienne meurtrière en Cisjordanie.

Le leader palestinien Mahmoud Abbas a alors réclamé une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU pour examiner « l'escalade militaire israélienne » dans les territoires palestiniens.

« Nous avons frappé aujourd'hui à Naplouse, la semaine dernière nous avons frappé à Gaza et avant à Jénine (Cisjordanie) et nous continuerons à le faire en tout lieu, de toutes nos forces, et sans concession », a dit M. Olmert jeudi soir lors d'un meeting dans le nord d'Israël.

L'armée israélienne poursuivait ses opérations hier dans le secteur de Naplouse contre des membres des Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa ainsi que ceux du Djihad islamique, qui ont fait huit tués en une semaine.

Deux autres Palestiniens, un ouvrier et un militant, ont été tués le matin par l'armée israélienne à la frontière de la bande de Gaza. Le premier tentait d'entrer illégalement en Israël pour travailler au noir alors que le deuxième a voulu poser une bombe près de la clôture de sécurité.

L'opération de Naplouse, la plus meurtrière dans les territoires palestiniens

depuis les législatives du 25 janvier remportées par le mouvement islamiste Hamas, a été vivement dénoncée par les Palestiniens.

« L'Autorité palestinienne mène des contacts urgents pour appeler à la tenue d'une réunion urgente du Conseil de sécurité afin de débattre des assassinats et de l'escalade militaire israéliens qui se poursuivent en Cisjordanie et à Gaza depuis le début du mois », a déclaré le porte-parole Nabil Abou Roudaina.

L'armée israélienne a justifié l'opéra-

**« Il est plus facile d'être un martyr qu'un maire ou un ministre », a fait remarquer le président Bush.**

tion, affirmant qu'elle avait pour but de prévenir des attentats suicide en Israël, dont les préparatifs ont été révélés selon elle après la capture ces dernières semaines de porteurs de ceintures d'explosifs.

Adoptant un ton ferme, à moins de cinq semaines des législatives anticipées du 28 mars, M. Olmert a réaffirmé que le Hamas, en passe de constituer le prochain gouvernement palestinien, n'était « pas un partenaire pour la paix ».

#### Patience

Dans une interview à la télévision israélienne, sous-titrée en hébreu, le pré-

sident de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a de son côté suggéré de donner du temps au Hamas pour décider du sort de sa charte, qui prône la destruction d'Israël.

M. Abbas a indiqué que, selon lui, la charte du Hamas était « bonne dans l'opposition ». Et que maintenant que ce mouvement extrémiste accède au pouvoir, ce qui compte, c'est son programme.

« Maintenant nous attendons son programme. Il est préférable d'attendre et nous verrons », a déclaré M. Abbas en réponse à la question du journaliste qui l'interrogeait sur le fait que le Hamas dans sa charte prône la destruction d'Israël.

Le Hamas, qui a perpétré une soixantaine d'attentats parmi les plus sanglants commis contre Israël, ne reconnaît pas l'État hébreu, refuse de désarmer et prône la poursuite de la lutte armée et la destruction d'Israël.

De son côté, le président des États-Unis, George W. Bush, a pressé hier le Hamas de désarmer, de reconnaître Israël et de se consacrer à tenir ses promesses électorales en le prévenant qu'il était plus facile de commettre des attentats suicide que de faire de la politique.

« Il est plus facile d'être martyr que maire ou ministre », a déclaré M. Bush à Washington, dans une mise en garde implicite au groupe islamiste palestinien contre la difficulté qu'il aurait à tenir ses promesses sans l'aide financière internationale et américaine.

3379857A  
R.B.Q. 1988-2179-28

Vous le méritez bien!

Zytco solariums

Saint-Laurent : 4940, Chemin Bois-Franc • Gatineau : 1201, boulevard St-Joseph  
Longueuil : 848, rue Trans-Canada • Laval : 3155, Jules-Brillant (Ouverture en avril)  
Visitez nos salles de montre • www.zytco.com • 1-800-361-9232

**LOTO QUÉBEC** Résultats TVA, le réseau des tirages

**SUPER 7** Tirage du 2006-02-24  
03 08 17 26 37 40 43  
Complémentaire : 34

**Walter** Tirage du 2006-02-23  
Lettre gagnante **R**  
23 25 30 41 44

Catégories	Gagnants	Lots
Lettre+5/5	0	1 000 000,00 \$
5/5	0	25 000,00 \$
Lettre+4/5	5	1 000,00 \$
4/5	16	100,00 \$
Lettre+3/5	122	50,00 \$
3/5	505	10,00 \$
Lettre+2/5	1 865	5,00 \$
Lettre+1/5	9 448	2,00 \$
Lettre	15 378	1,00 \$

**Astro** Tirage du 2006-02-24  
Jour - Mois - Année - Signe  
14 FÉVRIER 57 SAGITTAIRE

**SOYEZ TOUJOURS GENTILS AVEC CEUX QUI JOUENT AU**

**649**

**LaMini** Tirage du 2006-02-24

NUMÉROS	LOTS
893982	50 000 \$
93982	5 000 \$
3982	250 \$
982	25 \$
82	5 \$
89398	1 000 \$
8939	100 \$
893	10 \$

**Quintessence** Tirage du 2006-02-24  
653 5195

**Extra** Tirage du 2006-02-23  
961259

**Extra** Tirage du 2006-02-24  
575437

**EMCO** Tirage du 2006-02-24

04	09	12	14	15
22	25	27	29	30
47	50	51	52	53
54	55	58	59	70

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

DIFFUSÉ EN DIRECT sur **CKOI.com 96.9 FM**

À l'aube du 500<sup>e</sup> spectacle de Louis-José  
**CKOI présente**  
**LOUIS-JOSÉ HOUDE**  
**«BIEN-CUIT»**

**2 MARS 19H00**  
EN DIRECT DE  
**latulipe**  
REDIFFUSION SAMEDI 9H

ANIMÉ PAR RICHARD Z SIROIS avec  
FRANÇOIS AVARD, CATHY GAUTHIER, PATRICK GROULX et plusieurs surprises...

**ÉCOUTEZ CKOI POUR GAGNER VOS BILLETS**

**ckoi.com 96,9 FM**

# Une première en UE: un élevage français touché par le virus H5N1

CHRISTIAN CHARCOSSEY  
AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — La France a confirmé cette nuit la présence du virus H5N1 de la grippe aviaire dans un élevage de volailles dans le département de l'Ain (centre-est), ce qui constitue le premier cas de contamination d'un élevage dans l'Union européenne.

Cette annonce est intervenue quelques heures avant l'ouverture du Salon international de l'agriculture, qui est inauguré ce matin par le président français Jacques Chirac.

« Le virus H5N1 est bien la cause de la mortalité de l'élevage de dindes de l'Ain », a indiqué le ministre de l'Agriculture dans un communiqué.

« Le laboratoire national de référence de l'AFSSA (Agence fran-

çaise de sécurité sanitaire des aliments) de Ploufragan (ouest) vient de confirmer la présence du virus H5N1, homologue à 99 % avec le virus identifié sur le canard sauvage trouvé à Joyeux (Ain) le samedi 18 février, dans l'élevage de 11 000 dindes contaminées dans la commune de Versailleux (Ain) » ajoute le communiqué.

Au moins 400 volailles de l'élevage de 11 000 dindes étaient mortes de maladie jeudi.

Le Ministère a rappelé que les dindes avaient « d'ores et déjà toutes été euthanasiées. Elles ont ensuite été détruites et les bâtiments sont en cours de désinfection. »

Avant la confirmation de la présence du virus H5N1, « les mesures d'urgence avaient déjà été renforcées : élargissement de la zone

de surveillance à 160 communes, installation obligatoire de pédiluves dans les zones de protection et de surveillance, confinement de toutes les basses-cours », souligne le ministère.

Ces mesures d'urgence renforcées sont confirmées en application des dispositions communau-

### L'élevage touché n'était pourtant pas exposé au grand air.

taires, ajoute le Ministère.

Une étude épidémiologique est en cours pour déterminer la façon dont l'élevage de dindes, qui n'était pas élevé en plein air mais dans des bâtiments, a pu être contaminé, conclut le communiqué.

Deux premiers cas français du virus H5N1 avaient déjà été établis samedi dernier et mercredi soir, également dans l'Ain. Il s'agissait de canards sauvages et non de volailles d'élevage.

Un tiers du département de l'Ain est passé hier en zone de surveillance, après la découverte de cinq nouveaux cas suspects de grippe aviaire sur des cygnes, dont plusieurs autour de la commune de Versailles, a annoncé le préfet de l'Ain Michel Fuzeau.

En Lorraine (est), l'oiseau aquatique sauvage retrouvé mort à l'étang d'Hériménil, près de Lunéville (Meurthe-et-Moselle), n'était pas porteur du virus H5N1, a annoncé la préfecture.

Le premier ministre français, Dominique de Villepin, a assisté vendredi à Lyon à un exercice de

simulation d'une pandémie de grippe aviaire. Il s'est félicité de son « bon fonctionnement », en estimant que « l'anticipation contribue à dédramatiser les choses ».

« Nous avons vérifié le bon fonctionnement de la chaîne d'alerte, nous nous sommes assurés de la qualité de la réponse médicale. Les agents du Samu, le personnel hospitalier, les experts en virologie sont préparés à une telle situation », a-t-il déclaré.

Le PS a réclamé « le renforcement de tout le dispositif de prévention sanitaire, face aux incertitudes sur les conditions de transmission du virus H5N1 ».

Jeudi, M. de Villepin avait promis une aide supplémentaire de 52 millions d'euros pour la filière avicole : 20 millions pour les éleveurs, 30 millions pour les entreprises et 2 millions pour des campagnes « pour encourager à la consommation des volailles ».

En France, la consommation de poulet a chuté de 25 à 30 % par rapport à la même période de l'an dernier.

Plusieurs groupes industriels de la volaille ont annoncé hier des réductions de personnel.

# Un gain des gais en France

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Les homosexuels ont marqué un point important hier en France dans la reconnaissance de la famille homoparentale, avec la décision de la plus haute autorité judiciaire d'autoriser une mère lesbienne à déléguer « tout ou partie » de l'autorité parentale à sa partenaire.

Appelée pour la première fois à se prononcer, la Cour de cassation a affirmé, dans une décision qui fera jurisprudence, qu'une mère peut déléguer « tout ou partie de l'autorité parentale à la femme avec laquelle elle vit en union stable et continue, dès lors que les circonstances l'exigent et que la mesure est conforme à l'intérêt supérieur de l'enfant ».

« L'intérêt supérieur des enfants peut justifier (...) que l'autorité parentale soit partagée entre une mère et sa compagne », explique la Cour de cassation.

La plus haute juridiction a ainsi confirmé une décision rendue en appel, qui autorisait une délégation d'autorité parentale au sein d'un couple de lesbiennes vivant ensemble depuis 15 ans et élevant Camille et Lou, les deux enfants biologiques de l'une d'elles.

Opposé à cette décision, le procureur général d'Angers (centre-ouest) avait porté l'affaire en cassation.

L'Interassociative lesbienne, gaie, bi et trans (Inter-LGBT) s'est félicitée de ce « désaveu » infligé au gouvernement français, qui n'a pas légalisé le mariage gai, contrairement à d'autres pays d'Europe comme les Pays-Bas, la Belgique, la Grande-Bretagne ou l'Espagne.

« La justice reconnaît la famille homoparentale, en s'en tenant au principe de réalité plutôt qu'à une posture idéologique », s'est réjoui le porte-parole de l'Inter-LGBT Alain Piriou. « Le gouvernement devra revoir sa conception rétrograde de la famille, coupée des réalités puisque plusieurs dizaines de milliers d'enfants sont déjà élevés par des homosexuels », a-t-il ajouté.

# Museveni mène en Ouganda

AGENCE FRANCE-PRESSE

KAMPALA — Le président ougandais sortant, Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 20 ans, arrive largement en tête de l'élection présidentielle face à son rival Kizza Besigye, selon de nouveaux résultats partiels officiels communiqués hier soir et portant sur près de 60 % des bureaux de vote.

Selon des résultats portant sur 58 % des quelque 20 000 bureaux de vote du pays, M. Museveni obtient 63 % des suffrages contre 33,98 % pour son principal rival, l'opposant Kizza Besigye.

Plus tôt dans la journée, le parti de M. Museveni a proclamé sa victoire présidentielle et parlementaire.

# greiche & scaff

MIEUX VOIR LA VIE



30 JOURS pour essayer !

30 MOIS pour payer !

Pensez à votre EXAMEN DE LA VUE !

Appelez dès maintenant & obtenez rapidement un rendez-vous avec votre optométriste Greiche & Scaff.

**Montréal centre-ville**  
1221A, rue Ste-Catherine  
514 496-9889  
Promenades Cathédrale  
514 985-2926  
Centre Eaton  
514 288-5588

**Montréal Plateau**  
1500, avenue Mont-Royal  
514 523-0077

**Montréal Rosemont**  
757, rue Beaubien Est  
514 272-7616

**Ville Mont-Royal**  
Centre d'Achats Rockland  
514 739-2334

**Montréal-Nord**  
Place Bourassa  
514 322-3450  
Centre d'achats Forest  
514 321-2412

**Montréal-Ouest**  
Centre Fairview  
514 694-9008

**Montréal-Est**  
Galeries d'Anjou  
514 354-9210  
Place Versailles  
514 353-7503  
Centre d'achats Domaine  
514 259-4781

**Ville St-Laurent Cartierville / Ahuntsic**  
Place Vertu  
514 336-5614  
Galeries Normandie  
514 336-2607  
9735 boul. de l'Acadie  
514 336-5594

**Côte St-Luc**  
Mail Cavendish  
514 482-8290

**Dorval**  
Jardins Dorval  
514 636-6661

**Ville Lasalle**  
Carrefour Angrignon  
514 366-1742

**Laval**  
Carrefour Laval  
450 682-1112  
Centre Laval  
450 688-1771  
Méga-Centre Notre-Dame  
450 689-8992

**Rive-Nord**  
Clinique Médicale Blainville  
450 435-0470  
Place Rosemère  
450 435-8890  
Promenades Deux-Montagnes  
450 491-7787  
Galeries de Terrebonne  
450 492-7949  
Galeries Rive-Nord, Repentigny  
450 581-8781  
Carrefour du Nord, St-Jérôme  
450 436-3080

**Joliette**  
Galeries de Joliette  
450 752-0907

**Rive-Sud**  
Place Longueuil  
450 670-0040  
Place Désormeaux  
450 651-2808  
Place Jacques-Cartier  
450 677-9107  
Mail Champlain, Brossard  
450 465-3094  
Promenades St-Bruno  
450 441-6767  
Promenades Montarville  
450 655-1310  
Mail Montenach, Beloeil  
450 464-0733  
Centre Régional Châteauguay  
450 691-4334

**Valleyfield**  
Centre Valleyfield  
450 371-5066

**St-Hyacinthe**  
2105, boul. Casavant Ouest  
450 261-0222

**Québec**  
Place Ste-Foy  
418 653-3777  
Place Laurier  
418 658-8900

**Baie-Comeau**  
Centre Manicouagan  
418 295-1717

**Drummondville**  
400, boul. St-Joseph  
819 472-6921

**Granby**  
Galeries de Granby  
450 576-7881

**Hull**  
Galeries de Hull  
819 772-2555

**Rimouski**  
Carrefour Rimouski  
418 721-5050

**Rouyn-Noranda**  
Promenades du Cuivre  
819 764-6786

**St-Jean**  
Carrefour Richelieu  
450 349-6735

**Sherbrooke**  
Carrefour de l'Estrie  
819 565-5650

**Mauricie**  
Galeries du Cap  
819 379-3073  
Centre Les Rivières  
819 378-6808  
Carrefour Trois-Rivières-Ouest  
819 371-3531  
Plaza de la Mauricie  
819 539-6618

**Val d'Or**  
Carrefour du Nord-Ouest  
819 874-8055

**Victoriaville**  
Grande Place des Bois-Francs  
819 357-3591

● service 1 heure / ▼ ouvert 7 jours \* Incluant verres simple vision et monture. Paiements égaux sans intérêt. Sur approbation de crédit.

# Droits: Amnistie internationale cible Tony Blair

MALI-ILSE PAQUIN  
COLLABORATION SPÉCIALE

LONDRES — Tony Blair essuie un torrent de reproches en matière de droits de la personne dans un rapport accablant d'Amnistie internationale (AI) publié hier. L'organisation humanitaire accuse le premier ministre de mettre en place des politiques antiterroristes qui violent les droits de la personne en Grande-Bretagne depuis 2001.

« Il y a maintenant un déséquilibre dangereux entre les mesures draconiennes prises par la Grande-Bretagne au nom de la sécurité et son obligation de protéger les droits de la personne », déclare dans le communiqué Irene Khan, la secrétaire générale d'AI.

L'organisme condamne la pratique « kafkaïenne » du gouvernement Blair qui consiste à détenir pendant des années des suspects, sans accusation formelle ni procès, dans le cadre de sa lutte contre le terrorisme. Les preuves contre eux sont gardées secrètes de manière à court-circuiter le système juridique.

Des dizaines d'individus sont ainsi détenus dans la prison à haute sécurité de Belmarsh, à Londres, ou encore placés en résidence surveillée. Ces prisonniers, rencontrés par l'organisation, sont en piètre santé physique et mentale à cause de leurs conditions de détention « cruelles, inhumaines et dégradantes », a constaté Amnistie.

AI juge aussi dangereux les accords de « non-torture » que la Grande-Bretagne a signés avec des pays tels que le Liban, la Libye et la Jordanie, et qu'elle envisage de conclure avec l'Algérie et l'Égypte, qui ne brillent pas par leur respect des droits de l'homme. Une trentaine d'étran-

gers risquent d'être renvoyés dans ces pays.

Tony Blair avait pourtant assuré, avant d'être élu une première fois en 1997, que la défense des droits humains serait son cheval de bataille.

« Je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas expulser des

gens qui ne sont pas nés ici et qui sont venus en Grande-Bretagne seulement pour causer des problèmes, a rétorqué Tony Blair. On entend beaucoup parler de leurs droits et de leurs libertés civiles. Mais nous avons aussi le droit fondamental de vivre en sécurité. »



PHOTO CARL DE SOUZA, AFP

Le premier ministre britannique, Tony Blair, vu par un caricaturiste qui expose à une nouvelle galerie londonienne consacrée à cette forme d'art.

## CONTRE LA MALRETRAITE, VOUS AVEZ L'OPTION.

CPG OPTION GARANTIE *Xtra*

Rendement plus élevé qu'un CPG conventionnel

**8 25%**

1<sup>re</sup> année: 2,75 %  
2<sup>e</sup> année: 2,90 %  
3<sup>e</sup> année: 3,00 %  
4<sup>e</sup> année: 3,15 %  
5<sup>e</sup> année: 8,25 %

Dès la 1<sup>re</sup> année, réinvestissable\* aux dates anniversaires dans un autre CPG d'un terme égal ou supérieur au terme restant. Rendement garanti.

Taux de la 5<sup>e</sup> année

Pour des conseils: 1 866 252-REER ou [www.malretraite.ca](http://www.malretraite.ca)

REER



BANQUE LAURENTIENNE

\*Réinvestissable sans pénalité aux dates anniversaires seulement, dès la 1<sup>re</sup> année, dans un CPG d'un terme égal ou supérieur au terme restant. Taux moyen sur 5 ans de 3,989 %. Terme de 5 ans. À l'échéance du terme de 5 ans, s'il n'y a pas eu de réinvestissement, le capital investi et les intérêts courus seront versés au client. Taux en vigueur au 22 février 2006. Les taux peuvent changer sans préavis.

**MOBILART**  
C & R

**SOLDE DE FERMETURE**  
de la boutique située au  
6529, boulevard Décarie

TOUT DOIT ÊTRE VENDU!  
**RABAIS JUSQU'À 70 %**  
MEUBLES DE PRESTIGE ET COLLECTIONS EXCLUSIVES

6529, boulevard Décarie, Montréal  
(angle Plamondon) (514) 344-1400  
Lundi et vendredi: de 9 h à 18 h  
Samedi: de 10 h à 17 h • Dimanche fermé

5805, route Transcanadienne, Saint-Laurent  
(Rond-point Côte-de-Liesse et Transcanadienne) (514) 748-9500  
Lundi au vendredi: de 9 h à 18 h  
Samedi: de 10 h à 17 h • Dimanche: de 12 h à 17 h

FONDATION  
ARMAND-FRAPPIER

Pour  
l'avancement  
de la  
recherche  
en santé

Dans la lutte contre les maladies infectieuses et face aux grands enjeux de la santé publique - hépatite, grippe, SRAS, rejet de greffe, cancer, rougeole, fibrose kystique, SIDA...

... votre don peut faire la différence!

450-686-5360  
[www.fondation-afrappier.qc.ca](http://www.fondation-afrappier.qc.ca)

INSCRIPTION

ÉCOLES SECONDAIRES

Du 20 février au 3 mars

ILS Iront LOIN.  
NOUS AUSSI.

Pas à pas, nous accompagnons nos élèves sur le chemin de la réussite avec la ferme conviction qu'ils iront loin. Et nous aussi.

1<sup>re</sup> école publique, une école équitable

Commission scolaire de Montréal

Détails sur l'inscription: 514 596-6118, poste 6114 [www.csdm.qc.ca/ilsirontloin](http://www.csdm.qc.ca/ilsirontloin)





MIEUX  
CONSOMMER

## Mieux consommer pour demain, c'est poser des gestes aujourd'hui.

### Économies sur mesure.

Le Diagnostic résidentiel MIEUX CONSOMMER est une analyse de votre consommation d'énergie selon les caractéristiques de votre résidence et de vos appareils, vos habitudes et le climat local. Obtenez gratuitement des recommandations personnalisées en remplissant le questionnaire à [www.hydroquebec.com/mieuxconsommer](http://www.hydroquebec.com/mieuxconsommer) ou en commandant un exemplaire au 1 800 Énergie.

### ÉnerGuide pour les maisons. Vous comptez rénover ?

Hydro-Québec offre le double de la subvention accordée par Ressources naturelles Canada aux propriétaires qui souhaitent effectuer des rénovations touchant l'isolation, l'étanchéité, la fenestration et la performance de leurs systèmes électriques de chauffage et de ventilation. 1 866 266-0008



### Thermostats électroniques. Choisissez les économies.

Procurez-vous des thermostats électroniques. Plus précis, ils éliminent les écarts de température et vous assurent plus de confort, tout en vous faisant économiser jusqu'à 10% sur vos frais de chauffage. Une remise postale pouvant atteindre 130 \$ est offerte par Hydro-Québec pour l'achat et l'installation de thermostats électroniques.

### Novoclimat<sup>MC</sup>. Faites le bon choix.

Hydro-Québec offre une aide financière de 2000 \$ aux acheteurs d'une maison neuve Novoclimat certifiée par l'Agence de l'efficacité énergétique du Québec. [www.aee.gouv.qc.ca](http://www.aee.gouv.qc.ca) ou 1 877 727-6655



### Recherchez ce symbole :



#### Les électroménagers ENERGY STAR®, des économies garanties!

Les appareils électroménagers homologués ENERGY STAR sont les plus éconergétiques de leur catégorie sur le marché. Ils consomment de 10% à 50% moins d'énergie en moyenne que les appareils ordinaires.

#### Les fluocompacts ENERGY STAR®, de brillantes économies!

Les fluorescents compacts homologués ENERGY STAR consomment jusqu'à 75% moins d'énergie en moyenne que les ampoules ordinaires, et ils durent jusqu'à dix fois plus longtemps.

### Minuteries extérieures. Économisez même dehors.

En reliant le système de filtration de la piscine à une minuterie, vous pouvez économiser jusqu'à 85 \$ en un seul été.

Pour contrôler l'éclairage ou les lumières de Noël à l'extérieur ou encore pour actionner le chauffe-moteur de votre véhicule – il n'a besoin de fonctionner que deux heures – une minuterie, c'est l'idéal!

Jusqu'au 31 décembre 2006, Hydro-Québec offre chez les détaillants participants une réduction de 10 \$ sur certains modèles de minuterie extérieure. Voir la liste des détaillants dans notre site Internet.

Pour en savoir plus : [www.hydroquebec.com/mieuxconsommer](http://www.hydroquebec.com/mieuxconsommer)



ACTUALITÉS

COUPES FORESTIÈRES

# Québec propose in extremis la médiation aux autochtones

MARIO CLOUTIER

Acculé au mur par une requête autochtone qui pourrait empêcher les coupes forestières sur 75 000 km carrés de la Côte-Nord l'été prochain, le gouvernement québécois a sorti l'artillerie lourde hier en Cour supérieure.

En quelques heures, Québec a offert aux Innus de Betsiamites une médiation devant un juge, un processus de consultation accéléré et financé de façon « substantielle ». Mais surtout, l'avocat du gouvernement a admis devant un tribunal, pour la toute première fois, avoir une « obligation constitutionnelle de consulter et d'accommoder les autochtones » sur l'exploitation des ressources naturelles.

Ces offres de dernière minute tentaient de contrer une requête en jugement déclaratoire des Innus, qui veulent faire reconnaître leurs droits ancestraux sur le ter-

ritoire où, selon eux, les compagnies forestières coupent du bois illégalement depuis longtemps, avec l'accord du gouvernement québécois mais sans les avoir consultés auparavant.

Les nouveaux permis d'exploitation annuels doivent entrer en vigueur dans un peu plus d'un mois, le 1<sup>er</sup> avril prochain. Ils couvrent plus de la moitié du territoire revendiqué par les Innus. Sur les coupes faites dans le passé, Betsiamites réclame 3 milliards de dollars à Québec et à Ottawa.

En reconnaissant leur obligation de consulter les Innus, les avocats du gouvernement ont ainsi devancé l'importante politique de consultation que doit bientôt présenter le secrétariat aux Affaires autochtones. Pour ce faire, Québec a libéré le juge Réjean Paul de ses fonctions afin d'établir, notamment, les bases sur lesquelles travailleront Québec,

les forestières et les autochtones en vue des futurs permis de coupes forestières.

**Cour suprême**

L'obligation de consulter et d'accommoder les autochtones dans le dossier des ressources naturelles ne tombe pas du ciel. Dans trois récents jugements concernant des Premières Nations de l'ouest canadien, la Cour suprême a confirmé et détaillé cette obligation qui découle de la Constitution.

« Dans le fond, tout le monde souhaite la même chose », a indiqué Me Patrice Peltier-Rivest, l'avocat qui représente Québec, en expliquant les propositions gouvernementales devant le tribunal.

Se voulant des plus conciliants, il a fait valoir qu'il n'y aurait que 63 lieux de conflit avec les Innus sur le territoire immense qui fait l'objet d'exploitation forestière. Il

se dit prêt à proposer des « mesures d'atténuation » prenant en compte les lignes de piégeage in-

nues. Mais l'avocate de Betsiamites, M<sup>me</sup> Marie-Josée Corriveau, a répliqué que la médiation ne représente pas une véritable consultation.

« On n'ira pas en médiation à la discrétion du gouvernement. Nous ne le ferons pas à l'aveuglette parce qu'on ne vous fait plus confiance. Nous avons besoin de la protection de la Cour », a-t-elle déclaré. Les impératifs économiques de l'industrie forestière et le jugement Haïda de la Cour suprême, qui dit aux gouvernements qu'ils doivent « consulter et accommoder » les Premières Nations, ont vraisemblablement forcé Québec à faire une spectaculaire volte-face hier.

Hier au palais de justice de Montréal, après toute une matinée de débats devant le juge Jacques Fournier de la Cour supérieure, les deux parties se sont finalement entendues pour entreprendre des pourparlers la semaine prochaine sur un éventuel processus de consultation.

Québec et les Innus reviendront en Cour le 6 mars prochain pour dévoiler un éventuel accord ; un désaccord risquerait de compromettre des milliers d'emplois et des revenus importants pour les forestières de la Côte-Nord.

# Hydro renforce sa sécurité

MALORIE BEAUCHEMIN

Hydro-Québec a dépensé plus de 6 millions en six mois pour renforcer la sécurité de ses barrages hydroélectriques, selon des informations obtenues par TVA en vertu de la loi d'accès à l'information.

En février 2005, une enquête de Radio-Canada révélait d'importantes lacunes dans la surveillance des nombreuses installations hydroélectriques de la société d'État.

Selon les informations de TVA, entre le 15 février et le 31 août 2005, Hydro-Québec aurait versé plus de 4 millions à des firmes de sécurité, afin de payer le salaire de dizaines d'agents. Ces derniers ont depuis été remplacés par des employés embauchés par Hydro et dotés de pouvoirs accrus, notamment celui de procéder à des arrestations.

La société d'État a par ailleurs investi plusieurs millions pour installer des clôtures, des détecteurs de mouvement et des caméras de surveillance. D'ici la fin de l'année, elle devrait dépenser 133 millions pour sécuriser ses installations.

# Toujours en tête

## FORD FOCUS ZX5 SES 2006

TRÈS BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE

**229 \$** /mois

Location 48 mois\*

Frais de transport et de préparation inclus

MENSUALITÉ	MISE DE FONDS	DÉPÔT DE SÉCURITÉ
229 \$	1 890 \$	0 \$
249 \$	995 \$	0 \$
269 \$	0 \$	0 \$

- Moteur Duratec de 2 L et 136 ch
- Radio AM /FM stéréo avec lecteur laser
- Climatisation
- Jantes de 16 po en alliage
- Programmeur de vitesse
- Glaces et verrouillage des portes à commande électrique



GARDEZ LE  FOCUS



Incluant l'ensemble édition hiver plus :

- Antipatinage à toutes les vitesses
- Rétroviseurs chauffants
- Sièges avant chauffants
- Freins antiblocage aux 4 roues

## Jetez un coup d'œil à nos autres offres.

### FORD FOCUS ZX4 SE 2006

**199 \$** /mois

Location 48 mois\*

Mise de fonds de 1 995 \$

Dépôt de sécurité de 0 \$

Frais de transport et de préparation inclus



### FORD FUSION SE 2006

**299 \$** /mois

Location 48 mois\*

Dépôt de sécurité de 0 \$

Frais de transport et de préparation inclus



**SEULEMENT 795 \$** DE MISE DE FONDS



Bien pensé

337957A

3370546



Photos à titre indicatif seulement. \* Première mensualité exigée à la livraison. Des frais de 0,12 \$ le kilomètre après 80 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre offre en vigueur, à l'exception de la remise aux diplômés à laquelle certaines conditions s'appliquent. Ces offres d'une durée limitée s'appliquent uniquement aux véhicules neufs en stock et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Votre conseiller Ford peut louer moins cher. Consultez votre conseiller Ford pour obtenir tous les détails.

www.ford.ca



**1 RABAIS JUSQU'À 600\$**  
**2 NOUS PAYONS LES 2 TAXES\*\***  
**3 AUCUN PAIEMENT AUCUN INTÉRÊT AVANT FÉVRIER**  
**2007**  
**SUR TOUS LES APPAREILS FITNESS\***

**WOW**

**449\$**  
RABAIS DE **250\$**

VÉLO VERTICAL 3948

**WOW**

**899\$**  
RABAIS DE **100\$**

VÉLO VERTICAL PEC4850

**WOW**

**899\$**  
RABAIS DE **100\$**

VÉLO HORIZONTAL PEC4750

**WOW**

**999\$**  
RABAIS DE **300\$**

ELLIPTIQUE AMBITION S

**WOW**

**799\$**  
RABAIS DE **200\$**

ELLIPTIQUE SPIRIT S

**WOW**

**1899\$**  
RABAIS DE **600\$**

TAPIS ROULANT BREPACER

**WOW**

**1249\$**  
RABAIS DE **350\$**

TAPIS ROULANT T62

**WOW**

**999\$**  
RABAIS DE **250\$**

TAPIS ROULANT T61

**VENTE DE LIQUIDATION**

**SPA**

RABAIS JUSQU'À **2000\$**

SUR MODÈLES 2005 ET DÉMONSTRATEURS

**AUCUN PAIEMENT, AUCUN INTÉRÊT AVANT FÉVRIER 2007**

**BILLARD** EN PLUS, NOUS PAYONS LES 2 TAXES\*\*

À L'ACHAT, OBTENEZ UN ENSEMBLE CADEAU D'UNE VALEUR DE **1000\$\*\*\***

LIVRAISON, INSTALLATION, LUMIÈRE SUSPENDUE ET KIT DE DÉPART

PLUS DE 100 MODÈLES À PARTIR DE **1999\$**

**CLUB PISCINE SUPER fitness**

POUR LES ADRESSES DES MAGASINS, CONSULTEZ LES PAGES JAUNES OU VISITEZ NOTRE SITE INTERNET À [www.clubpiscine.ca](http://www.clubpiscine.ca)

Cette promotion ne peut être jumelée à aucune autre promotion. Les produits et promotions peuvent varier d'un magasin à l'autre. Photos à titre d'illustration seulement. Jusqu'à épuisement des stocks. \*À l'exception des multistations BodySolid, haltères, plaques en acier et barres d'exercice. — \*\* Nous payons pour vous l'équivalent des 2 taxes. — \*\*\*Applicable sur les tables de billard sélectionnées. Sujet à l'approbation de crédit. Certaines conditions s'appliquent, voir détails en magasin. Malgré le soin apporté lors de l'impression de cette annonce, certaines erreurs ont pu s'y glisser. Si tel est le cas, nous vous en ferons part dans nos succursales.

